

Le Monde

idées

L'Eglise et l'Afrique

L'Afrique, estime Mgr Lustiger, est peut-être la chance de l'Eglise. Elle peut lui redonner le souffle et la jeunesse qui lui manquent. Mais, comme l'ont souligné les participants à un colloque sur « Théologie chrétienne et choc des cultures », l'Eglise, qui a été façonnée par l'Europe, doit trouver le langage lui permettant d'être comprise par le tiers-monde. Divers témoignages parus récemment révèlent que l'apparition d'une « théologie noire » ne va pas sans difficultés.

La jeunesse de l'Eglise ? Décoloniser le message chrétien

(Suite de la première page.)

Il est tout juste temps. Peut-être n'est-il pas déjà trop tard pour que nos cultures et nos histoires échappent au germe de mort qui ronge notre cœur. Maladie mortelle, maladie doublement mortelle : homicide puisqu'elle fait mourir des frères, suicidaire puisqu'elle nous détruit nous-mêmes.

Il faut pour cela que tous et chacun des hommes qui composent nos sociétés acceptent une générosité plus grande qui leur rendra leur propre dignité. Je l'ai dit en septembre dernier devant la conférence des Nations unies pour les pays les moins avancés (P.M.A.). Je le redirai chaque fois que l'occasion m'en sera donnée. Car, en acceptant de partager avec ces hommes, nos frères, nous devenons véritablement leurs frères. Nous recevons ce qui constitue la dignité fondamentale de l'homme et sa vocation.

La surabondance de la vie

Visitant récemment pour la première fois une Eglise en Afrique, le Sénégal, j'ai été saisi par un espoir. Sur la terre d'Afrique, les jeunes Eglises noires nous donnent les signes éclatants de la surabondance de la vie. En dépit de leurs faiblesses, de leurs misères et de ce que nous nommons leurs « retards », ces peuples, accueillant l'Evangile, produisent des fruits qui remplissent d'admiration ceux-là mêmes qui en ont porté la semence. Dans sa fragilité présente, l'Afrique chrétienne est pour les vœux chrétiens qui semblent fatigués et usés la source d'une nouvelle jeunesse, le visage de l'avenir. Déjà, et cela est conforme à la logique de Dieu, l'Afrique rend au monde ce qu'elle a reçu.

Reconnaître cette fécondité et l'accueillir comme une espérance oblige à reconnaître clairement l'unité fondamentale et la solidarité de la famille humaine. L'homme noir - étranger et différent - est le frère cadet dans la foi qui reçoit autant d'amour que l'ainé, et bien plus, qui fait redécouvrir à l'ainé le don que celui-ci a d'abord reçu et auquel il s'est accoutumé. Non seulement l'homme étranger est un semblable, mais il doit être reçu

comme un don de Dieu qui nous rend à nous-même la conscience de notre propre et fondamentale dignité. Dans une situation mondiale, économique et politique, commandée par des inégalités qui figent de manière désespérante les rapports de force, nous vivons en relation d'égalité entre les Eglises. Les plus pauvres, de leur pauvreté même, donnent aux plus riches la surabondance de ce qu'elles viennent de recevoir. Les derniers sont les premiers. L'ouvrier de la dernière heure reçoit le même salaire que celui de la première heure.

Un nouveau souffle

Tel est bien ce que nous vivons - de manière encore trop limitée - dans nos relations entre diocèses de France et diocèses d'Afrique. Pour notre part, nous sommes encore trop souvent tributaires du souvenir de la relation de dépendance créée par la période coloniale. Et nous avons tort. Il est stupéfiant pour un Français de constater, aujourd'hui, dans certaines Eglises d'Afrique, que l'histoire de la mission - volontairement reléguée par nous dans l'oubli, suspectée de colonialisme ou de racisme - est revendiquée avec fierté par les chrétiens d'Afrique comme leur propre histoire.

L'aficanisation du christianisme pose un problème aux Européens. Mais beaucoup d'Africains la vivent avec l'intuitive sagesse qui accepte, dans la fidélité, les lentes germinations. Et c'est là peut-être le vrai réalisme que nous devons encore apprendre d'eux. De même que déjà les chrétiens d'Afrique, par leur généreuse inventivité, nous rendent le souffle qui allait peut-être nous manquer.

En Afrique, Jean-Paul II nous aidera à reconnaître la jeunesse de l'Eglise naguère rêvée par les catholiques de France, la nouveauté sans cesse engendrée par l'Evangile. « France, qu'as-tu fait de ton baptême ? » Peut-être avons-nous besoin de ces jeunes Eglises sœurs à qui nous avons, il y a si peu de temps, donné le baptême pour entendre cette question et y répondre.

JEAN-MARIE LUSTIGER.

Le colloque qui vient d'avoir lieu à l'Institut catholique de Paris, organisé par le Père Claude Giffard, directeur du cycle des études de doctorat, sur le thème « Théologie chrétienne et choc des cultures », a permis un échange entre théologiens français et étrangers sur un des principaux défis lancés, aujourd'hui, à la théologie : comment traduire le message chrétien dans les différentes cultures non occidentales ?

A quelques jours du deuxième voyage de Jean-Paul II en Afrique, le thème du colloque avait un relief particulier. Par un étrange paradoxe, c'est, en effet, à une époque où le pape n'a jamais été allié au monde que l'Eglise propose un message non seulement contrafaute et uniformiste mais, de surcroît, exprimé dans le langage culturel de l'Occident.

La concile Vatican II, il est vrai, avait souhaité qu'une réflexion théologique soit engagée dans chaque grand territoire socio-culturel, et les derniers papes ont admis - au moins en théorie et dans des limites bien précises - le besoin d'une « indigénisation » du message chrétien. A Kampala, Paul VI avait salué les valeurs de la négritude, et Jean-Paul II, lors de son premier voyage en Afrique, a appelé de ses vœux une certaine « africanisation » de la foi.

Mais le système de pensée catholique est monolithique. Il repose essentiellement sur la philosophie grecque, passée au crible des grandes mutations de la scolastique médiévale. Même les réformateurs protestants, en rejetant les excès d'une néo-scholastique décadente, l'ont fait au nom d'un retour aux sources patristiques et bibliques - toujours occidentales - de la foi chrétienne.

Peu d'efforts ont été tentés, en revanche, pour traduire cette foi dans le langage des autres grandes traditions culturelles : asiatique, africaine, latino-américaine. Et les quelques tentatives dans ce sens - faites en Chine ou au Japon, par exemple, par les premiers missionnaires jésuites - ont été rapidement interdites par un

par ALAIN WOODROW

pouvoir central jaloux de son orthodoxie.

Les grandes entreprises missionnaires, notamment au dix-neuvième siècle, se sont contentées d'exporter un christianisme sectaire, figé dans les manuels de la Contre-Réforme. C'est seulement depuis une vingtaine d'années que l'idée fait son chemin - jusque dans la curie romaine, depuis son internationalisation - qu'il faut opérer une nécessaire « inculturation » de la foi (1).

Si Jean-Paul II lui-même a reconnu que « l'inculturation [...] exprime fort bien l'une des composantes du grand mystère de l'Incarnation », c'était pour ajouter aussitôt cette phrase restrictive : « Il faut s'en tenir au patrimoine identique, essentiel, constitutionnel de la même doctrine du Christ professée par la tradition théologique et autorisée de l'unique et véritable Eglise. »

L'éclairage du tiers-monde

Les théologiens du tiers-monde commencent, toutefois, à faire entendre leur voix, pour revendiquer le droit à la différence. Le symposium de Toulouse, qui avait précédé le congrès eucharistique de Lourdes en juillet dernier, en était un exemple saisissant (2). Mais la question de fond demeure. Quel pluralisme est légitime sans que soient menacées l'unité et l'universalité de l'Eglise ?

La contribution des participants du tiers-monde au colloque de l'Institut catholique de Paris a apporté un éclairage nouveau sur la question, en montrant qu'une véritable inculturation de la foi ne saurait en rester aux questions de rites et de coutumes sans atteindre les incidences de la foi sur la vie sociale et politique. Qu'il s'agisse de la Chine communiste, de l'Afrique néo-colonialiste ou de l'Amérique latine sous des régimes militaires, l'Eglise doit non seulement s'insérer culturellement, mais prendre part pour les opprimés contre les oppresseurs.

En Chine, aujourd'hui, l'attitude du régime se durcit à l'encontre de l'Eglise fidèle à Rome - qui est largement souterraine - alors que l'Eglise « patriotique » est de plus en plus liée au pouvoir. Mais, à l'instar du Père Joseph Spies, théologien belge qui a passé trente ans en Extrême-Orient, la situation aurait été sans doute différente si l'Eglise, dont la philosophie, les rites et l'écclésiologie sont difficilement acceptables pour une mentalité chinoise, avait accepté de s'adapter à la sagesse confucianiste.

Le Père Jean-Marie Ela, théologien africain qui exerce son ministère dans les villages du Nord-Cameroun, a développé la même idée pour ce qui concerne l'Afrique noire. Déplorant « le vide théologique dans lequel s'opère le difficile cheminement des Eglises africaines », maintenues dans un « sous-développement théologique » par les premiers missionnaires, il a plaidé en faveur d'une théologie autochtone née de la rencontre en profondeur entre l'Eglise et la culture ancestrale.

Mais il est allé plus loin pour dénoncer l'ambiguïté d'un certain discours théologique africain, qui en resterait aux aspects externes, et finalement secondaires, de l'inculturation : la culture africaine ne saurait se réduire aux masques et à la danse ; or, explique le Père Ela, le mouvement d'africanisation, qui est contemporain de la formation des Etats africains, est souvent utilisé par les régimes répressifs du continent pour « maintenir les couches populaires dans la misère et la dépendance ». En fait, les vrais problèmes auxquels doivent faire face les chrétiens africains sont moins ceux d'une adaptation liturgique et spirituelle que ceux, autrement concrets et dramatiques, qui ont pour nom : confiscation des biens par les élites dirigeantes, corruption, oppression, torture.

Il ne faudrait pas que l'inculturation devienne un alibi, conclut le Père Ela. Le silence de l'Eglise devant l'injustice peut compromettre les chances du christianisme en Afrique où, il est intéressant de le noter, « le seul langage qui soit toléré est souvent celui de l'africanité et de l'authenticité ».

Unité et uniformité

La même requête pour une théologie concrète et engagée a été exprimée par M. Enrique Dussel, théologien argentin, exilé au Mexique. Au cours d'un magistral survol historique-théologique de la colonisation de l'Amérique latine, il a montré comment la domination politique, économique, culturelle et religieuse forme un tout inextricable.

Que l'on trouve encore des peuples chrétiens en Amérique latine, malgré l'imposition de la foi par la violence, tient, selon lui, du miracle. Si la production théologique actuelle fait l'objet, à ses yeux, d'une « dé-

mission internationale », il n'en est pas, outre mesure, inquiet, puisqu'il rejette l'idée de « l'universalité, de la mondialité ou de la planétarisation de la théologie ». Il estime que la création théologique dépend de chaque culture, et c'est en cela que, pour lui, la théologie de la libération latino-américaine est prophétique. Elle a permis au Nicaragua, par exemple, la contribution chrétienne au nouveau régime, qui est à la fois post-capitaliste et post-communiste.

La question sous-jacente à tout le colloque - comment concilier pluralisme théologique et universalité de la foi ? - a été traitée par Mgr Pierre Eyt, recteur de l'Institut catholique. Après avoir souligné la contradiction apparente entre l'universalité du christianisme et l'historicité biblique, il a mis en garde contre un premier danger : celui de la justification de toutes les violences totalitaires au nom d'un faux universalisme. L'Eglise n'a pas toujours su résister à la tentation d'imposer le particulier sous le nom d'universal, et certains en déduisent qu'il faut remettre en question la prétention à l'universalité de la foi chrétienne.

« Pourtant, répond Mgr Eyt, cette problématique s'avère vite impraticable et ne relève pas à un examen, même élémentaire. L'universalité est une note si fondamentale de la révélation et de la foi chrétiennes qu'il est absolument impossible de l'en absoudre. [...] L'unité du Christ, l'unité de l'Eglise, l'unité de l'histoire et du monde constituent un dénominateur et inséparable du message chrétien. »

Mais unité ne veut pas dire uniformité, et il faut constamment respecter l'équilibre difficile entre la destitution historique et particulière de Jésus et sa portée universelle, qui doit être à nouveau traduite dans des langages particuliers.

« L'universal chrétien, conclut le recteur de l'Institut catholique, ne peut se passer de déterminations positives et précises. La Révélation chrétienne, faite à un moment précis de l'histoire humaine, localisée géographiquement, doit non seulement s'adapter aux différents peuples, cultures, civilisations, mais elle connaît aussi des expressions historiques successives et s'incarne dans diverses philosophies. Mais, note Mgr Eyt, « la suggestion que l'Eglise comme magistère doit renoncer à la prescription et sanction ou s'interdire tout intérêt politique ou culturel ne dispense pas de poser la question de l'existence même d'un magistère exerçant la responsabilité de l'universel. »

En fin de compte, le dénominateur commun de la foi chrétienne est l'amour. Comme le souligne Mgr Eyt, « la figure de Jésus prend un relief universel par la médiation de l'amour orienté vers tous les hommes, chacun étant considéré comme un absolu ». C'est en cela que tous les hommes, croyants ou incroyants, sont impliqués par le message chrétien, selon la description du Jugement dernier (Matthieu, 25), où le Christ est mystérieusement présent dans ceux qui souffrent.

Tout homme sera jugé, en définitive, sur l'amour qu'il aura montré ou refusé à son prochain. Vérité particulièrement mise en relief par les théologies engagées du tiers-monde.

(1) Inculturation : néologisme d'anthropologie théologique qui signifie l'insertion du message chrétien dans une culture donnée.

(2) Les conférences du symposium de Toulouse viennent d'être publiées sous le titre *Responsabilité, partage*, Eucharistie, Editions S.O.S., 350 pages, 120 F.

Théologie noire sur une page blanche

« LORSQUE, à la suite des explorateurs, vinrent les missionnaires, vinrent les chrétiens, vinrent les noirs du Sahara ? Ni pyramides ni monuments grandioses. Les grands empires, qui faisaient la fierté de l'Afrique quelques siècles plus tôt, étaient en pleine décadence. Seules la forêt et la savane s'offraient à la vue des arrivants. Il fut alors admis qu'aucune civilisation digne de ce nom n'existait. La page historique de l'Afrique était vierge. »

Cette constatation de Mme Gorette Odi Assamou, catéchiste ivoirienne et professeur à l'université d'Abidjan (1), exprime la frustration ressentie par bon nombre de chrétiens africains devant le mépris pour leur culture longtemps affichée par les Eglises qui les ont évangélisés. Heureusement, la situation évolue. Grâce à l'africanisation progressive des « cadres » de l'Eglise - encore que 70 % du personnel ecclésiastique soit non africain, - une théologie noire s'annonce. Celle du jour. D'autre part, en raison de la pénurie des vocations sacerdotales, les catéchistes, africains et laïcs, jouent un rôle toujours plus grand au sein des communautés de base qui se multiplient.

Lors du colloque d'Accra, deuxième rencontre de l'Association des théologues du tiers-monde, qui s'est tenu en décembre 1977 (2), Mgr Tahishiku Tshibangu, recteur de l'université catholique du Zaïre, a rappelé les grandes étapes de l'élaboration d'une pensée théologique africaine. En 1956 est paru un ouvrage collectif, *Des prêtres noirs s'interrogent*. Puis la Société africaine de culture (SAC), sous la direction de M. Alioune Diop, a entrepris une série d'actions - réunions, enquêtes, publications - pour promouvoir la pensée religieuse africaine. Les colloques les plus marquants, enfin, furent ceux d'Abidjan en 1969, organisé sur l'initiative de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), d'Abidjan en 1977, sous l'égide de la SAC et de l'UNESCO, et d'Accra en 1977, déjà mentionné.

Les deux langages de Jean-Paul II

Sans doute le livre le plus intéressant à paraître ces derniers temps sur les Eglises d'Afrique est celui publié fin 1981 sous le titre *Voici le temps des héritiers* (3). Dans une première partie, un dominicain français, René Luneau, dresse un bilan du premier voyage de Jean-Paul II en Afrique, en mai 1980. Après

avoir souligné le succès immédiat du voyage - foules enthousiastes, accueil chez les chefs d'Etat et les non-chrétiens, - il analyse les discours du pape.

Sur le plan politique, Jean-Paul II s'est fait, comme à son habitude, le défenseur des droits de l'homme. « Avec une obstination tout à fait remarquable », écrit le Père Luneau, depuis le début de son pontificat, il se fait, partout où il va, le prophète de la dignité de l'homme rappelant aux gouvernements que l'exercice du pouvoir ne se justifie que par une volonté de servir. » Et de conclure qu'au moment où disparaissait le maréchal Tito, Jean-Paul II « reprenait le flambeau de la politique du non-alignement ».

Sur le plan ecclésiastique, en revanche, c'est un tout autre discours. Ici, l'auteur relève des contradictions dans les propos du pape, qui loue les mérites de l'africanisation tout en renforçant le poids du centralisme romain. « Il faut d'une part affirmer en profondeur la réalité chrétienne », écrit le Père Luneau, et d'autre part tenter d'y parvenir tout en maintenant, dans leur intangibilité, les formulations dogmatiques et les comportements éthiques venus d'ailleurs, tributaires d'autres expériences, d'autres moments de l'histoire, dans la caducité liée inéluctablement à toutes les expressions humaines... »

Et l'auteur fournit des exemples où, faute sans doute d'une information complète, le discours ecclésiastique du pape se voit dément par les faits. Ainsi, Jean-Paul II se réjouit de rencontrer au Zaïre une Eglise où les prêtres sont « particulièrement nombreux », alors qu'il y a un prêtre zairois pour quinze mille baptisés ; il invite les laïcs ghanéens « à prendre une part active à la vie sacramentelle de l'Eglise, spécialement dans le sacrifice eucharistique », alors que près de 85 % des catholiques adultes ghanéens n'approchent jamais des sacrements, faute d'une situation matrimoniale en règle...

Ce qui est plus grave, conclut le Père Luneau, c'est que le droit aux sacrements est réaffirmé avec force, mais on semble prendre son parti de communautés, de plus en plus nombreuses, vivant pratiquement sans eucharistie. On reconnaît, volentiers que le christianisme doit s'indigéniser, s'inculturer. Mais que s'élabore avec patience - et prudence - une liturgie locale, zairoise ou autre..., on s'alarme et on n'est pas loin de l'interdire !

Dans la deuxième partie du livre, le Père Jean-Marie Ela, prêtre camerounais, auteur du livre *Le Cri de l'homme africain* (4), lance un réquisitoire sans complaisance à l'encontre de l'évangélisation du conti-

nent noir. « L'Eglise doit se débarrasser comme structure de chrétienté, écrit-il. Tout se passe comme si l'Eglise en Afrique n'avait été créée que pour un renoncement qui consiste à mettre fin à cette mentalité qui dirige en absolu l'homme noir. »

« Et rappelant le « mortuaire » sur toute aide extérieure aux Eglises africaines, proposé à Lusaka (Zambie) en 1974, dans le cadre de la troisième assemblée de la CETA, le Père Ela se pose la question : « Faut-il que le missionnaire fasse sa valise ? »

Le problème de fond est peut-être celui de savoir si les tentatives d'africanisation ne viennent pas trop tard, et si elles ne risquent pas de servir d'alibi aux régimes répressifs - néo-colonialistes ou autochtones - pour empêcher l'Eglise de jouer son rôle social et politique. Jean-Marie Ela formule ce problème ainsi : « En Afrique noire, les tâches d'Evangile s'inscrivent dans une région du monde où les puissances de l'argent ont décidé de faire de ce territoire de l'humanité une réserve d'esclaves et de main-d'œuvre à bon marché. Pour les Eglises, la question posée par cette situation est claire : chaque jour, au nom de

(1) Revue internationale de théologie, Concilium, numéro 170 : « Une seule foi, une seule Eglise, plusieurs morales », décembre 1981, éditions Beauchesne, 72, rue des Saints-Pères, 75007-Paris, 40 F.

(2) Les actes de ce colloque ont été publiés sous le titre *Libération ou adaptation ? La théologie africaine s'interroge*, éditions l'Harmattan, 1979, 240 pages, 64 F.

(3) *Voici le temps des héritiers*, Editions Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013-Paris, 1981, 270 pages, 64 F.

(4) *Le Cri de l'homme africain*, par Jean-Marie Ela, éditions l'Harmattan, 1980, 173 pages, 57 F.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de février

L'EUROPE VERTE

LA MUSIQUE EN FRANCE

Le numéro : 4,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 45 F

S. Papert
l'ordinateur
notre 2^e la
maternelle

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 moisFRANCE-DOM-T.O.M.
273 F 447 F 611 F 780 FTOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 962 F 1241 F 1620 FETRANGER
(par mandat postal)I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PARIS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 FII. - SUISSE, TUNISIE
386 F 647 F 949 F 1230 FPar virement bancaire
Taux sur demande.Les abonnements qui paient par chèque
postal (trois virements) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
les abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les sous-progrès en
capital de l'abonnement.

Flammarion

Le Monde

étranger

ASIE

Cambodge

Le gouvernement se prévaut de succès dans la production agricole

Une réunion des pays donateurs au Cambodge devait avoir lieu jeudi 11 février, à New-York. Une mission des Nations unies a recommandé l'envoi rapide de céréales afin de combler un déficit de la production estimé à 278 000 tonnes et de prévenir des risques de pénurie dans plusieurs régions. Cependant, M. Chen Soth, vice-premier ministre et ministre du plan, vient de présenter devant l'Assemblée nationale, à Phnom-Penh, un rapport sur la situation économique au Cambodge qui fait apparaître, selon lui, « des succès dans tous les domaines, en particulier dans la production agricole ».

De notre correspondant

Bangkok. — En 1980, la superficie rizicole a doublé par rapport à celle de l'année précédente pour atteindre 1 400 000 hectares tandis que la récolte de Paddy, grâce à un climat favorable, dépassait 1 600 000 tonnes, soit le triple de

celle de 1979, a noté le ministre du plan. « Ces succès grandioses ont complètement changé la face de notre société », a-t-il affirmé, et ajoutant « le danger de famine et les maux hérités du régime de génocide de Pol Pot ont été complètement abolis ».

L'an dernier, la production agricole s'est heurtée à de nouvelles difficultés dues à l'abandon des terres dans certaines provinces et à une sécheresse prolongée dans d'autres. Environ 300 000 hectares de terres rizicoles ont été « très endommagées », a précisé M. Soth. Néanmoins, grâce à l'effort de tous — parti, gouvernement et paysans — la superficie cultivée a pu être presque maintenue à son niveau de 1980, soit 1 350 000 hectares.

Le ministre du plan n'a donné aucune indication sur la production de Paddy en 1981. Mais, une mission du programme alimentaire mondial (P.A.M.) qui s'est rendue fin janvier au Cambodge a estimé le déficit pour l'année en cours à 278 000 tonnes. A son avis, le tiers de ce déficit pourrait être comblé sur place par des cultures de substitution et les deux autres tiers par l'aide internationale.

M. Soth a fait état d'autres succès en 1981. Les plantations d'hévéas — 8 700 hectares — ont produit 5 800 tonnes de latex. L'élevage des bovins s'est accru de plus de 10 % tandis que 50 000 tonnes de poissons ont été pêchées, « soit deux fois et demie de plus que l'année précédente ».

Plusieurs tâches prioritaires ont été définies pour l'année en cours. Le ministre a notamment évoqué la nécessité d'augmenter les terres arables, de transformer les produits agricoles, et il faut promouvoir davantage la circulation des marchandises en particulier dans les centres ruraux, a-t-il dit, et « encourager les paysans à vendre leur récolte à l'Etat ».

Les autorités cambodgiennes voudraient aussi développer l'exportation de la production d'hévéas, de maïs, de tabac. « Nous sommes prêts à élargir nos relations économiques avec d'autres pays étrangers », a ajouté M. Soth.

JACQUES DE BARRIN.

Afghanistan

M. Régis DEBRAY A RENCONTRÉ AU PAKISTAN DES RÉFUGIÉS ET DES DIRIGEANTS DE LA RÉSISTANCE.

Peshawar (A.F.P.). — M. Régis Debray, conseiller de M. Mitterrand pour les relations extérieures, a assuré, mercredi 10 février, les réfugiés afghans de la « solidarité de la France, qui n'est pas prête d'oublier la violation fondamentale du droit des peuples que constitue l'intervention étrangère » dans leur pays.

Les réfugiés du camp de Badaber, qui regroupent vingt-quatre mille personnes, près de Peshawar, étaient rassemblés pour accueillir M. Debray auquel ils ont réclamé des « armes modernes contre les chars et les hélicoptères pour libérer l'Afghanistan ». M. Debray a répondu qu'il transmettrait cette requête (qui est systématiquement adressée à tous les visiteurs étrangers) « au président Mitterrand, seul habilité à prendre des décisions dans ce domaine ». « Je suis ici, a-t-il dit, pour informer le chef de l'Etat des conditions dans lesquelles vous vivez car nous voulons, dans l'immédiat, contribuer à les améliorer ».

Le conseiller de M. Mitterrand a également rencontré à Peshawar les dirigeants des six principaux partis de la résistance afghane, avec lesquels il s'est entretenu, en présence de représentants du gouvernement pakistanais. Il s'est aussi rendu, mercredi, au poste frontière pakistano-afghan de Turkham, dans la passe de Khyber, avant de repartir pour Rawalpindi, où il a été reçu par le président pakistanais, le général Zia Ul Haq.

EUROPE

Grande-Bretagne

Un an après sa création le parti social-démocrate connaît ses premières difficultés

De notre correspondant

Londres. — Le groupe parlementaire social-démocrate a connu le lundi 8 février sa première séance véritablement publique. Lors de la dernière lecture du projet de loi sur la réforme des syndicats, le parti social-démocrate a voté avec les Tories pour la réduction des pouvoirs syndicaux, cinq ont voté contre tout le Labour, trois se sont abstenus.

Le parti social-démocrate (S.D.P.) qui vient de fêter son premier anniversaire était confronté à un dilemme : en acceptant la législation présentée par M. Tebbit, secrétaire d'Etat à l'Emploi, il se mettait à dos les syndicats, farouchement opposés à des mesures qui s'attaquent à leurs pouvoirs, il ruinait les efforts de M. David Owen, un de ses quatre fondateurs, qui avait récemment lancé un appel aux syndicats pour que ceux-ci relâchent leurs liens traditionnels avec les quatre fondateurs, qui avait récemment lancé un appel aux syndicats pour que ceux-ci relâchent leurs liens traditionnels avec les quatre fondateurs, qui avait récemment lancé un appel aux syndicats pour que ceux-ci relâchent leurs liens traditionnels avec les quatre fondateurs.

En votant contre la loi Tebbit, le S.D.P. prenait le risque de décevoir la classe moyenne dans laquelle il recrute la grande majorité de ses soixante mille adhérents ; il se mettait de plus en plus en évidence son programme qui prévoit en effet une réforme des syndicats, même si elle ne doit pas être aussi radicale que celle proposée par les conservateurs.

Enfin, le groupe parlementaire social-démocrate ne pouvait se résoudre à prêter l'assistance, pour ne pas confirmer la réputation faite au S.D.P. d'être un parti sans politique, qui refuse de prendre position pour voter les lois du gouvernement. C'est sur ce lieu d'indécision que le nouveau parti a fondé pendant sa première année d'existence sa stratégie sur un principe simple : il se présenterait aux prochaines élections avec un seul chef de file, qui sera, en cas de victoire, le futur premier ministre.

DANIEL VERNET.

Italie

LA DIRECTION DU P.C.I. RENOUVELLE SA MISE EN GARDE CONTRE LES « MANŒUVRES ENCOURAGÉES DE L'ÉTRANGER »

De notre correspondant

Rome. — Réunie mardi 9 février, la direction du P.C.I. a réagi avec modération aux critiques de M. Armando Cossutta concernant la ligne adoptée à la suite des événements polonais formulés dans un discours prononcé à Perouse dimanche dernier (le Monde du 9 février). En outre, l'Unità publie le texte intégral de ce discours, ce que l'Unità n'avait pas fait jusqu'à présent. Le quotidien communiste explique que son silence n'est pas le fait d'une censure, mais qu'il a donné le caractère de l'intervention de M. Cossutta, le texte devant d'abord être examiné par la direction, et assorti éventuellement d'une réponse.

Celle-ci réaffirme la légitimité de la position prise vis-à-vis de l'Union soviétique, et qui consiste à une rupture de fait avec le Kremlin. Rappelant les insinuations selon lesquelles le débat que provoque au sein du parti la ligne arrêtée par la direction ne serait pas libre, le texte met cependant en garde contre « les manœuvres qui commencent à se faire jour et qui, dans certains cas, sont encouragées de l'étranger... tendant à créer des groupes organisés s'opposant au libre débat qui se développe dans le parti ».

C'est dans un tel contexte, comportant le risque, si certains principes ne sont pas respectés, de faire perdre au parti son autonomie, qu'est répliqué le « cas Cossutta » : « Le camarade Cossutta a présenté les décisions des organes dirigeants d'une manière déformée tendant à les faire passer pour des élaborations idéologiques respectant par conséquent les principes politiques fondamentaux de la ligne politique adoptée par le parti ». « Ce qui concerne les événements de Pologne que la politique extérieure du P.C.I. et le type de rapports qu'il peut entretenir avec les »

« Les liaisons aériennes entre la Pologne et la Suisse, qui avaient été suspendues à la suite du coup d'Etat à Varsovie le 13 décembre, reprendront le 15 mars à la suite d'un accord conclu avec la compagnie polonaise LOT, a annoncé le 10 février la Suisse. Il ne s'agit toutefois que d'un « service de ligne réduit », précise la compagnie suisse. (A.F.P.)

partie communiste, socialiste et progressiste. » La direction du P.C.I. relève que ce choix politique s'impose à l'ensemble du parti. Elle « déplore » en conséquence que M. Cossutta soit allé « au-delà de la manifestation légitime du désaccord ». Une tentative par conséquent de démolir la politique en lançant celle-ci non sur le plan du contenu, mais de la forme que prend la contestation de la nouvelle ligne adoptée par le P.C.I. vis-à-vis de l'Union soviétique.

PHILIPPE PONS.

Portugal

LE PARTI SOCIALISTE DÉNONCE LA GRÈVE GÉNÉRALE ORGANISÉE LE 12 FÉVRIER PAR LES SYNDICATS COMMUNISTES.

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — L'attention se porte à Lisbonne sur la grève générale qui, organisée par la Confédération générale des travailleurs portugais (C.G.T.P.), doit avoir lieu vendredi 12 février. Pour les partis de la coalition au pouvoir, ainsi que pour le P.S., cette grève fait partie d'une stratégie du parti communiste visant à « déstabiliser » le régime démocratique.

M. Mario Soares a considéré que l'attitude des communistes portugais est commandée par les autorités soviétiques. Cette déclaration a provoqué une réaction de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Lisbonne, qui dans un communiqué diffusé samedi 6 février, considérait M. Soares comme « étant « très malade », son état « nécessitant un internement prolongé ».

Rémi d'urgence le lundi 8 février, le comité permanent du P.S. a accusé l'ambassade soviétique d'« ingérence dans les affaires intérieures du Portugal ». Une motion de protestation a été soumise à l'Assemblée par le groupe parlementaire socialiste. Et le P.S. envisage de demander au ministre des affaires étrangères l'expulsion de l'ambassade soviétique. M. Kalinine. — J. R.

Espagne

Cinq mille militaires républicains attendent encore réparation

De notre correspondant

Madrid. — Six ans après la mort de Franco, une catégorie de citoyens espagnols n'a pas encore bénéficié de la démocratisation : celle des officiers et sous-officiers qui combattirent pour la République à l'époque de la guerre civile. Actuellement au nombre de cinq mille environ et regroupés au sein d'une Fraternité démocratique, ils ont décidé de lancer une campagne afin de faire connaître leur situation, que certains organes de presse espagnols ont commencé prudemment à évoquer.

Leurs revendications sont modestes : être reconnus comme militaires professionnels, ce qui leur permettrait, ainsi qu'à leurs veuves, d'avoir droit à une pension, qui leur a été régulièrement refusée depuis la fin de la guerre. Les décrets d'amnistie promulgués en 1976 et 1977 les ont exclus de leurs dispositions en ne reconnaissant pour les faits relatifs à la guerre civile le titre de « militaire professionnel » à ceux qui possèdent cette qualité avant le 18 juillet 1936, date du soulèvement franquiste. Or la grande majorité des officiers et sous-officiers qui luttèrent dans l'armée républicaine ont été engagés après cette date. Ils font valoir aujourd'hui, non sans logique, qu'ils furent recrutés par le gouvernement légitime de l'époque, qu'ils furent ensuite jugés comme prisonniers de guerre par les tribunaux fran-

quistes en fonction de la « loi de responsabilités politiques », et qu'il est donc paradoxal de leur refuser la qualité de militaire.

Aucun parti politique, au gouvernement ou dans l'opposition, n'a cependant osé appuyer leurs revendications, de crainte de provoquer le mécontentement parmi les militaires en exercice. Une proposition de loi leur reconnaissant le droit à une pension se trouve bloquée dans une sous-commission du Sénat. Une demande d'aide au roi, formulée par leurs dirigeants, a été rejetée par le secrétaire de la maison royale, le généralissimo Franco, qui leur a opposé à leur demande... avant de les renvoyer au ministère des finances, où le ministre, M. Garcia Anoveros, les a reçus pour leur refuser la requête.

Le caractère infructueux de cette démarche démontre, selon leur président, M. Antonio Beltran, que le régime civil ne dispose guère de l'autonomie suffisante vis-à-vis des forces armées pour satisfaire une revendication pourtant reconnue comme légitime, et que le mythe des « deux Espagnes » est toujours bien vivace dans les milieux militaires.

THIERRY MALINIAC.

R. D. A.

Une pétition pacifiste demande le retrait des « troupes d'occupation » des deux allemandes

(De notre correspondant.)

C'est l'arroseur arrosé. On s'était réjoui à Berlin-Est, cet été, de l'arrivée que prenait, dans l'autre Allemagne, un mouvement pacifiste dirigé avant tout contre l'implantation de nouvelles missiles américains en R.F.A., et on ne lui avait pas ménagé les encouragements : on le laissa dans la presse officielle, on facilitait les rencontres entre Églises évangéliques des deux Allemagnes et on avait même autorisé, pour la première fois, la tenue d'un colloque entre intellectuels de R.F.A. et de R.D.A. sur le thème de la paix, à Berlin-Est en décembre.

Mais voilà que, pour une fois, un thème de propagande rencontre une adhésion inusitée, et qui commence à sérieusement embarrasser les autorités. Déjà quelques intellectuels, lors du colloque, étaient allés largement au-delà de ce qu'on attendait d'eux, et les spectateurs est-allemands avaient pu, par exemple, entendre, entre les traditionnelles logomachies, l'écrit Stefan Heym appeler à une manifestation contre les armes atomiques dans les deux Allemagnes (et pas seulement dans l'autre), sur l'Alexanderplatz. Une partie de l'Eglise évangélique se met à soutenir des revendications de jeunes carrement antimitaristes, comme le droit à l'objection de conscience. Des « groupes de rock pour la paix », se créent, à Dresde notamment, et les badges pacifistes fleurissent aux boutons des jeunes Allemands de l'Est.

Nouvelle étape dans cette escalade pour la paix : une pétition circule actuellement en R.D.A. qui, sous le nom de « appel de Berlin », demande le retrait des « troupes d'occupation » des alliés et de l'U.R.S.S. dans l'une et l'autre Allemagne. Lancée par un groupe de l'Eglise évangélique, dirigé par le pasteur Eppelmann, elle aurait déjà recueilli deux cents signatures, dont celle du savant dissident Robert Havemann, qui, en novembre, avait adressé une lettre ouverte à M. Brejnev, publiée dans la presse ouest-allemande.

Reprenant le slogan du mouvement ouest-allemand « construire la paix sans armes », le texte de la pétition appelle les puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale à cesser des traités de paix avec les deux États allemands et à retirer leurs « troupes d'occupation » du sol allemand. Il prône la création d'une zone dénucléarisée en Europe et, dans un premier temps, le retrait des armes nucléaires stationnées en R.F.A. et en R.D.A. Il se prend au gouvernement est-allemand, auquel il demande de mettre un terme aux démonstrations publiques de la puissance militaire, d'abolir l'entraînement militaire dans les écoles et de créer un service civil pour les objecteurs de conscience.

« Nous proposons, écrivent enfin les auteurs de l'appel, que les débats sur le thème de la paix puissent être menés dans une atmosphère de tolérance et de reconnaissance du droit à la liberté d'expression, et

que soit autorisée et même encouragée toute manifestation publique spontanée de la volonté de paix. » Des tracts auraient, d'autre part, été distribués à Dresde, qui appellent à une marche pour la paix, le samedi 13 février.

Les autorités est-allemandes, qui ont refusé aux journalistes occidentaux accredités en R.D.A. l'autorisation de suivre le dernier synode de l'Eglise évangélique, commencent apparemment à sévir : des jeunes gens auraient notamment été sanctionnés pour avoir porté des badges pacifistes.

CLAIRE TRÉAN.

Belgique

M. GÉRARD DEPREZ A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DU PARTI SOCIAL-CHRÉTIEN

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Gérard Deprez, trente-huit ans, a été élu président du parti social-chrétien le mercredi 10 février, en remplacement de M. Paul Vanden Boeynants, septante-deux ans, démissionnaire depuis le début de décembre 1981.

Le P.S.C. est en pleine crise, après avoir perdu le tiers de son électeurat au scrutin du 8 novembre 1981, n'ayant plus que 7,15 % des voix. Pourtant, les socialistes chrétiens francophones et flamands avaient, en 1960, à l'époque de la question royale, dépassé la majorité absolue. Le P.S.C. (18 députés sur 212 à la Chambre) avait le choix cette fois entre trois candidats, dont un d'extrême droite, M. Deprez, centriste, a obtenu 16 287 voix (77,63 %). L'élection se faisait au scrutin universel par correspondance. Tout militant ayant payé sa cotisation pouvait participer au vote.

M. Deprez a fait des études de philosophie et lettres et de sociologie à l'université catholique de Louvain, où il est maître de conférences. Il a été chef de cabinet du vice-premier ministre de 1979 à 1981 et secrétaire politique du P.S.C. en 1981. Il veut soutenir l'action du nouveau gouvernement, qui s'est fixé pour objectif de redresser l'économie du pays. Il a l'intention surtout de refaire l'unité du P.S.C., parti divisé en quatre ailes qui vont de la gauche démocrate-chrétienne à la droite musclée du centre des indépendants et des sardes (CSPIC). Au cours des dernières semaines, les affrontements entre ces divers courants avaient été très durs au point que l'on évoquait « l'écclésiologie du parti ».

Le week-end dernier, le mouvement ouvrier chrétien (M.O.C.) qui avait apporté jusqu'à son appel au parti, a décidé de créer un mouvement politique indépendant du P.S.C. Ce pourrait être l'annonce d'une scission et un premier pas vers la constitution d'un nouveau parti démocrate-chrétien.

PIERRE DE VOS.

SEYMOUR PAPERT

jaillissement de l'esprit

Ordinateurs et apprentissage

Seymour Papert vient d'être nommé vice-président du "Centre national pour le développement de la micro-informatique" qui ouvrira ses portes cette année à Paris. Dans cet ouvrage, il explique comment "Logo", la méthode informatique qu'il a mise au point, nous permettra demain d'apprendre toutes les disciplines aussi facilement que notre langue maternelle.

Une ouverture décisive sur la pédagogie de demain. 240 pages, 70 F.

Flammarion

Deprez

DIPLOMATIE

M. Van Boven, directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU, quitte ses fonctions

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a confirmé mercredi 10 février que le mandat de M. Van Boven, directeur de la division des droits de l'homme, ne serait pas renouvelé au moment de son expiration fin avril. M. Van Boven est incontestablement un homme d'une grande intégrité et d'un profond dévouement à la cause des droits de l'homme, a dit un porte-parole de l'ONU à New-York, mais malheureusement il a fait plus d'une fois des déclarations publiques qui ne sont pas compatibles avec son statut de fonctionnaire international. Cette mise au point faisait suite à une déclaration par laquelle M. Van Boven, durant le même jour à Genève, devant la commission des droits de l'homme, avait anticipé sa disgrâce officielle et annoncé sa démission. Il quittera ses fonctions le 12 mars, date prévue pour la fin de la session actuelle de la commission.

La disgrâce d'un haut fonctionnaire scrupuleux

De notre correspondant

Genève. — Avec calme, M. Van Boven a fait état devant les délégués des quarante-trois Etats membres des « divergences majeures » entre sa conception de la défense des droits de l'homme et celle du secrétaire général de l'ONU, auquel il a reproché de fermer les yeux, entre les sessions annuelles de la commission, sur toutes les violations des droits de l'homme qui se produisent partout dans le monde. Après avoir déploré que les moyens pratiques d'assurer ses fonctions lui aient été refusés, il a fait une allusion discrète, sans mentionner qui que ce soit, aux pressions exercées sur ses collaborateurs. Ce dernier point est pour effet d'avoir provoqué les foudres de l'ambassadeur soviétique, M. Zorine, qui, on ne sait trop pourquoi, s'est senti visé.

Le limogeage de M. Van Boven a été ressenti par tous ceux en qui son courageux discours d'ouverture (le Monde du 2 février) avait fait naître l'espoir d'un changement vers un véritable combat en faveur de toutes les victimes de répressions. Pour le journal de Genève de ce jour, la commission demeure désormais « un haut lieu de l'hypocrisie internationale ».

Au milieu de l'intense émotion soulevée au Palais des Nations, deux délégués ont été révoqués, avec une incidence au-delà de toute limite : l'argentine et la soviétique. L'ambassadeur Martinez, qui n'a jamais pardonné à M. Van Boven la création d'un groupe de recherche des disparus et l'avait accusé de recourir « des terroristes en qualité

La France manifeste à nouveau son intérêt pour l'Union de l'Europe occidentale

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement français a surpris et même quelque peu irrité ses partenaires en se faisant représenter au colloque de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) sur les consortiums aéronautiques internationaux qui s'est ouvert, mardi 9 février, à Londres, par M. Georges Lemaire, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, accompagné d'une nombreuse délégation.

Pour ce geste, le gouvernement a voulu manifester l'intérêt qu'il porte à l'U.E.O. « à la limite la seule organisation politique et juridique », a déclaré M. Lemaire, qui a souligné que les débats entre Européens des problèmes de défense, d'armement et de sécurité. Le secrétaire d'Etat a ainsi repris le thème de son discours du 14 décembre, devant l'Assemblée de l'U.E.O. (le Monde du 3 décembre).

Pour M. Lemaire, vouloir mettre fin à la dépendance technologique de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis n'est pas contraire

aux objectifs de l'alliance atlantique. Un démantèlement technique de l'Europe « provoquerait le désengagement des industriels et la démobilitisation des entreprises conduisant à l'affaiblissement des capacités de défense de toute l'alliance », a-t-il déclaré. « L'Europe doit être capable de défendre ses intérêts supérieurs américains, aussi bien qu'à ceux très profonds de notre vieille Europe », a déclaré le secrétaire d'Etat.

M. Lemaire a insisté, d'autre part, sur la nécessité de ne pas laisser croire aux « petits » Etats européens que seuls les Etats-Unis sont en mesure de couvrir leurs besoins d'armement. La France, a-t-il dit, est solidaire de ces pays « qui développent des « grands » européens un minimum de transfert de technologie, en faveur de leur industrie nationale ». — D. V.

(1) L'U.E.O. groupe, depuis 1955, l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

La visite du roi Hassan II. — Dans une reportage paru le 10 février, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, précise que « lors de récentes rencontres officielles et de divers contacts diplomatiques » le gouvernement français s'est fait l'écho de l'émotion soulevée en France par « les douloureux événements de Casablanca » (les événements de juin 1981) et par l'arrestation de dirigeants de l'opposition « très connus et estimés en France ».

M. Narendra Singh a été nommé ambassadeur de l'Inde en France, a-t-on appris de source officielle, mercredi 10 février. New-Delhi. M. Singh, qui représentait son pays auprès de la Confédération helvétique, succède à Paris à M. Mahara, l'ancien ambassadeur indien en France. M. Singh, qui a été nommé à la tête de la mission, a annoncé lundi 8 février le porte-parole du Quai d'Orsay.

Le général Prem, premier ministre et ministre de la défense de Thaïlande, vient en visite officielle en France fin avril — apprend-on de bonne source. Le général Prem se rendra également en Autriche, en Belgique et en Grande-Bretagne.

AMÉRIQUES

Argentine

Les critiques de l'entraîneur de l'équipe nationale de football contre le régime irritent vivement les militaires

Correspondance

Buenos-Aires. — « Ceux qui s'éloignent de la conscience populaire, ceux qui ne comprennent pas qu'il faut gouverner pour le peuple, ceux qui ne comprennent pas que la majorité historique les jugera, ceux qui dans leur terrible insensibilité ne se rendent pas compte des souffrances qu'endure ce pays, ceux-là le peuple les jugera. » Ce n'est pas un dirigeant politique de l'opposition qui s'exprime ainsi, mais M. Cesar Luis Menotti, entraîneur de l'équipe d'Argentine de football.

Ces propos, on s'en doute, ont profondément irrité les militaires. Selon des sources bien informées, les trois commandants en chef auraient analysé au cours de leur réunion de mardi 9 février, les déclarations de celui que le régime militaire et tout un peuple portent aux nues en 1978 après la victoire de l'Argentine dans la Coupe du Monde.

Dans un long reportage que publie la revue la Semana, M. Cesar Luis Menotti considère qu'il est de son devoir de parler haut et fort, précédemment en raison de sa situation privilégiée : « Il me serait facile, dit-il, d'applaudir à tout ce qui se fait. Mais je ne le fais pas, car je considère que la situation actuelle est une tragédie. Dire que dans ce pays tout va bien parce que nous mangeons les sept jours de la semaine constitue une offense aux classes populaires ».

A ceux qui le taxent d'homme de gauche, l'entraîneur ne répond pas comme les autres rétorque que ces derniers agissent « tout à fait dans le style nous, avec la faiblesse qui caractérise ceux qui sont dans les ténébreuses, ceux qui posent les bombes. M. Menotti souhaite, par dessus tout, l'explication de la Constitution nationale. Selon lui, les Argentins ont besoin de la Constitution pour trouver des points de convergence au-delà de leurs différences idéologiques et socio-économiques. « Je veux une Argentine telle que

El Salvador

LES INSURGÉS INTENSIFIENT LEURS ACTIONS DANS LA CAPITALE

San Salvador (A.F.P.). — Les guérilleros ont attaqué à 10 heures du matin le principal centre de télécommunications de la capitale, endommageant sérieusement le bâtiment. Cette opération spectaculaire a suscité une certaine inquiétude dans les milieux dirigeants, les insurgés semblant disposer d'une bonne infrastructure dans la capitale même.

Il y a quelques jours, des commandos d'insurgés avaient déjà détruit une partie de l'infrastructure des services publics. Les milieux militaires saluèrent la destruction de l'antenne de la capitale. Les insurgés ont déclaré qu'ils ont détruit une partie de l'infrastructure de la capitale. Les insurgés ont déclaré qu'ils ont détruit une partie de l'infrastructure de la capitale.

Toujours au plan militaire, un violent affrontement a opposé pendant quatre heures mercredi, les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale aux troupes régulières à San Miguel (à 135 kilomètres de la capitale), chef-lieu du département de San Miguel.

Un important groupe d'insurgés est entré dans la ville par le nord-ouest, mais a été repoussé par l'armée qui a repris le contrôle de la ville.

On a par ailleurs officiellement annoncé mercredi, à San Salvador, l'arrestation de six militaires de la Garde nationale dans l'assassinat de quatre ressortissants américains en décembre 1980. Selon les autorités qui avaient requis l'assistance des services spécialisés américains, l'affaire a été tirée au clair.

Les suspects présumés sont un sergent, M. Luis Antonio Colindres, qui serait « chef de sa propre initiative » et cinq soldats. Les six militaires ont été internés à la prison de Zacatecoluca, à une soixantaine de kilomètres de la capitale. La semaine dernière, M. Carter avait suspendu l'aide économique au Salvador.

Le département d'Etat a déclaré mercredi 10 février que les Etats-Unis pourraient aider le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) du Salvador à « participer en toute sécurité » aux élections de 1982, mais refusant d'entreprendre avec lui des négociations dont le but serait un « partage du pouvoir » avant la constitution d'un gouvernement.

De telles négociations, proposées par la guérilla, seraient une usurpation du rôle qui doit jouer le peuple salvadorien pour décider de la nature de son gouvernement. — (A.F.P.)

C'est cinquante personnes, pour la plupart des paysans, ont été assassinés entre le 16 et le 22 janvier au Salvador, a annoncé mercredi 10 février, le bureau de sécurité juridique de l'archevêché salvadorien. Les responsables de ces assassinats, selon un document du bureau de l'archevêché, sont principalement des groupes paramilitaires et des forces spéciales du gouvernement du président Duarte. — (A.F.P.)

Cuba

M. Fidel Castro dément avoir reçu des avions soviétiques « de type stratégique »

La Havane (A.F.P.). — M. Fidel Castro a démenti mercredi 10 février la « rumeur aux armements », menée, selon lui, par l'administration américaine, qui « oblige la communauté socialiste à engager des dépenses colossales pour assurer sa défense ». M. Castro, qui prononça un discours à La Havane à l'ouverture du dixième congrès de la Fédération syndicale mondiale, a d'autre part, démenti que son pays ait reçu des avions soviétiques de type offensif.

« Cuba, a-t-il affirmé, n'a jamais reçu aucun type d'avion de type offensif », a-t-il affirmé. « Tous sont de caractère tactique ». Les informations en provenance des Etats-Unis, selon lesquelles la Havane « avait acquis des appareils offensifs et aurait ainsi rompu les accords » conclus entre Kennedy et Khrushchev, sont « totalement fausses », a poursuivi M. Castro.

Après la « crise des missiles » de 1962, l'Union soviétique s'était engagée à ne pas fournir d'armes stratégiques à Cuba et les Etats-Unis à ne pas envahir l'île. De toute façon, a cependant souligné M. Fidel Castro : « Notre patrie

Etats-Unis

M. KISSINGER SE REMET DE SON OPÉRATION A CŒUR OUVERT

Boston (A.F.P.). — L'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger est « dans un état satisfaisant » et il devrait se rétablir totalement des suites de l'opération à cœur ouvert qu'il a subie mercredi matin 10 février, ont indiqué les médecins de l'hôpital de Boston où il est hospitalisé.

Le docteur Mortimer Buckley, chef de l'unité cardi-chirurgicale, a précisé que le triple pontage qu'avait dû subir l'ancien secrétaire d'Etat était nécessaire, étant donné qu'il avait trois artères bouchées et une mauvaise pression artérielle.

Le docteur Buckley a estimé que M. Kissinger devrait se rétablir complètement des suites de l'intervention, qui a duré quatre heures et demi. M. Kissinger, qui a subi des faits de préjudice tout à fait sérieux, a déclaré le docteur Gerald Anston, médecin personnel de M. Kissinger, qui a participé à l'opération.

Le pontage aorto-coronarien consiste à mettre en place une dérivation qui court-circuite une zone artérielle obstruée. La communication ainsi rétablie entre l'artère et le circuit des artères qui irriguent le cœur (artères coronaires) permet le retour d'une vascularisation normale du tissu myocardique. Plusieurs pontages peuvent être réalisés lors de la même intervention selon la topographie des lésions artérielles. Cette technique chirurgicale est mise en œuvre depuis une dizaine d'années. Bien que complexe et relativement sophistiquée, elle connaît un fort pourcentage de succès.

Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
PREPA SCPO
EXAMEN D'ENTRÉE EN AP
SESSIONS SEMESTRIELLES
Janvier à Juin ou Février à Juin
TESTS D'ADMISSION
ASTHÈRE 6, 42, 100a Boulogne
75016 Paris. Tél. 224 30 72
TOUTE LA FRANCE. 75003 Paris
Tél. 509 59 35

A travers le monde

Mexique

L'ARMÉE MEXICAINE EST EN ETAT D'ALERTE à la frontière avec Guatemala pour garantir l'intégrité de la souveraineté nationale », a indiqué mercredi 10 février à Mexico le ministre de la défense, le général Felix Galvan Lopez. Cette mesure inhabituelle serait la conséquence du regain d'activité de la guérilla guatemalteca dans deux régions limitrophes du Mexique, le Quiché et le Escuintla. L'état d'alerte viserait à prévenir l'entrée au Mexique de combattants irréguliers et de soldats guatemaltecos et à contraindre une arrivée massive de réfugiés civils. Environ trois mille paysans guatemaltecos sont entrés dans le Mexique entre les mois de juillet et août 1981, et au mois de septembre une vingtaine de cadavres de paysans guatemaltecos ont été découverts au Mexique du fleuve frontière Suchiate. — (A.F.P.)

Pérou

LA FÉDÉRATION DES JOURNALISTES DU PÉROU a protesté mercredi 10 février contre l'arrestation du journaliste d'opposition, Augusto Zimmermann, ancien attaché de presse du président Juan Velasco Alvarado (1968-1975), directeur de l'hebdomadaire Kuzushaki. M. Zimmermann a été arrêté pour avoir écrit qu'un député était de nationalité chilienne, ce que nie la justice péruvienne. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

Mlle RENEE BOUX, ancien chercheur de l'Institut des relations raciales d'Afrique du Sud, est depuis le 28 novembre dernier, à été admise à l'hôpital de Johannesburg, a-t-on appris mercredi 10 février. Mlle Boux est empoisonnée en vertu de l'article 6 de la « loi contre le terrorisme » qui autorise une détention illimitée. Un de ses proches a précisé qu'elle avait été admise à l'hôpital lundi, en raison d'un état d'extrême faiblesse. — (A.F.P.)

Somalie

M. GUY PENNE, conseiller de M. François Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, a quitté Mogadiscio mercredi 10 février pour Tansaninie, à l'issue d'une visite de trois jours en Somalie au cours de laquelle il a reçu un message de chef de l'Etat français à son homologue, le général Mohamed Siyad Barre. Avant son départ pour Tansaninie, M. Penne a rendu à M. Abdi Mohamed Tarrab, président de la commission nationale aux réfugiés, les clés de trois camions G11-160 Renault — don du gouvernement français — qui serviront au transport de déportés dans les camps de réfugiés. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. DIMITRI POLIANSKI quitte le poste d'ambassadeur d'U.R.S.S. au Japon, qu'il occupait depuis le printemps 1976. Il est remplacé par M. Vladimir Pavlov, M. Polianski qui avait été l'un des plus jeunes membres du bureau politique du P.C. soviétique, avait été éliminé de cet organisme en 1976. L'agence Tass, qui annonce son départ de Tokyo, ne précise pas à quelles nouvelles fonctions il est appelé.

L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

Numéro spécial Pologne

Le dossier de Solidarité
Gdansk août 1980
Varsovie décembre 1981

L'Histoire de Solidarité à travers les textes traduits et publiés par L'Alternative depuis dix-huit mois. Un ensemble complet de documents sur la vie et les débats dans le syndicat depuis sa naissance. La Pologne vue de l'Est.

Ce numéro spécial de 208 pages, 40 F.

Dans le n° 14, janvier-février 1982

Pologne
Le programme de Solidarité, texte intégral. Solidarité face à l'état de guerre, table ronde, avec des militants du syndicat.
Dossier
Roumanie : une situation explosive
Tchécoslovaquie
quatre lettres pour un piège.
URSS
L'opposition soviétique en 1981.
RDA
le pacifisme.

Ce numéro de 72 pages, 28 F.
Abonnements, 1 an : France 120 F. Étranger 130 F.

L'Alternative
1 place Paul-Painlevé 75005 Paris

Le comité des sages de l'OUA
confie au président Arop Moi
une mission de médiation

Des combats entre les
et les forces
auraient fait des centaines

Côte d'Ivoire

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le « comité des sages » de l'O.U.A. confie au président Arap Moi une mission de médiation

A l'issue des travaux du comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, le Front Polisario a publié, le mercredi 10 février, une déclaration regrettant que les travaux n'aient pas « débouché sur un accord de paix entre les deux belligérants, Maroc et Polisario ». Le Front souligne que « rien ne sera possible sans négociations directes entre les deux parties au conflit », et rappelle qu'il est toujours disposé à négocier avec celui-ci en vue d'une solution juste et définitive du problème.

Les chefs d'Etat ont adopté un plan prévoyant l'envoi au Sahara occidental d'une équipe mixte de l'O.U.A. et de l'ONU, au moins un mois avant la cessation des combats, afin de prendre des dispositions en vue du référendum. Il prévoit aussi la désignation d'un commissaire qui dirigera l'administration intérimaire. Toutefois, n'ayant pas réussi à réunir le Maroc et le Polisario, les chefs d'Etat considèrent que leur procédure est bloquée, ont chargé le président de l'O.U.A., M. Arap Moi, d'effectuer une « navette diplomatique au plus haut niveau ».

Par ailleurs, le sommet réunissant douze chefs d'Etat et ministres des affaires étrangères poursuivait, ce jeudi, les travaux sur le Tchad en présence du président Goukouni Oueddei.

De notre correspondant

Rabat. — La conférence de Nairobi des lundi 8 et mardi 9 février aura fait passer les Marocains par des émotions contradictoires. La transmission dans la nuit de dimanche à lundi par la conférence préparatoire des ministres des affaires étrangères de trois documents respectivement consacrés au cessez-le-feu, aux rôles respectifs de l'ONU et de l'O.U.A. dans l'organisation du futur référendum dans le Sahara occidental ; au référendum lui-même, les avait comblés.

Le premier document dépeint expressément comme parties au conflit concernées pour le cessez-le-feu, le Maroc et le Polisario, ce qui revenait à les inviter à négocier directement (le Monde du 10 février). Ce texte, qui n'était pas revêtu de l'estampille officielle du comité de mise en œuvre composé des chefs d'Etat du Kenya, du Soudan, de la Tanzanie, de la Guinée, de la Sierra Leone, du Mali et du Nigeria ou de leurs représentants, inspirait cependant de graves craintes à Rabat.

Mardi, changement à vue : les ministres avaient tenu compte des objections de leur collègue marocain, M. Boucetta. Ce dernier avait rappelé que les documents des conférences de Nairobi de juillet et d'août 1981 avaient mentionné comme parties concernées le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. M. Sekou Touré, fidèle ami du Maroc, appuyait vigoureusement cette intervention et soulignait une volte-face des chefs d'Etat africains. Dans son annonce officielle, M. Arap Moi, président de la conférence, a déclaré : « Nous n'avons pas mentionné les parties au conflit, mais tout le monde les connaît ».

Selon l'envoyé spécial du journal marocain le Matin du Sahara, le président du Kenya entendait par là le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. D'ailleurs, le même journal, dans son édition du soir, Maroc-Sol, pouvait titrer mercredi sur six colonnes : « Existence victorieuse du Maroc à Nairobi », et son éditorial était intitulé : « Les trois non du Maroc ». M. Boucetta les avait ainsi résumés dans son discours : pas de reconnaissance du Polisario, pas de négociations directes avec lui, pas de retrait de l'armée ni de l'administration marocaine pour le référendum, contrairement à ce que réclamaient les Sahraouis.

Côte-d'Ivoire

L'UNIVERSITÉ D'ABIDJAN EST FERMÉE JUSQU'À NOUVEAU ORDRE

Abidjan (Reuters). — Réuni pendant plus de quatre heures, mercredi 10 février, le bureau politique du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.), élargi au comité directeur et au gouvernement, a pris des mesures énergiques destinées à ramener le calme dans les milieux universitaires en effervescence depuis plusieurs jours.

Le bureau politique du P.D.C.I. a décidé la fermeture immédiate de l'université et des grandes écoles d'Abidjan jusqu'à nouvel ordre, l'évacuation de toutes les cités et résidences universitaires de la capitale ivoirienne, et la suspension des bourses de l'enseignement supérieur.

D'autre part, le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui a déclenché, mercredi, un mouvement de grève, n'est plus reconnu ni par le parti ni par le gouvernement, et n'est plus communiqué au bureau politique. Ce texte ajoute que « des mesures énergiques seront prises par le parti dans les jours qui viennent pour assurer le climat qui prévaut au niveau de l'enseignement supérieur de Côte-d'Ivoire ». Ces mesures pourraient être adoptées samedi, pour la prochaine réunion du bureau politique du P.D.C.I. Le communiqué ne fait aucune mention d'arrestations d'étudiants ou d'enseignants.

Le référendum que Hassan II a souhaité, lors de sa conférence de presse à Paris, voir se réaliser « le plus tôt possible, peut-être même avant l'été », doit être précédé d'un cessez-le-feu. N'ayant pas réussi à rapprocher les points de vue des belligérants, le comité a confié une mission à M. Arap Moi. Il s'est contenté de préciser que « toute opération ou acte de guerre doit cesser au moment du cessez-le-feu », dont la date n'est pas fixée par le comité après consultation de toutes les parties concernées. Le Polisario exigeant de négocier directement avec le Maroc, on peut craindre qu'il ne renonce, dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois, une guerre qui dure déjà depuis six ans.

ROLAND DELCOUR.

La réconciliation nationale à laquelle M. Mugabe proclame avec constance son attachement demeure la loi d'airain du régime. Elle n'a pas empêché l'éclosion d'une campagne contre les « dissidents de l'intérieur » dans les rangs des partisans de M. Mugabe, sous-entendus menaçants et réprimandes ouvertes, mises en garde subtiles et accusations sans preuves. Cette escalade verbale a eu pour effet de jeter un doute sur la loyauté de tous ceux qui, noirs ou blancs, n'appartiennent pas au parti majoritaire, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-P.F.).

La réconciliation nationale à laquelle M. Mugabe proclame avec constance son attachement demeure la loi d'airain du régime. Elle n'a pas empêché l'éclosion d'une campagne contre les « dissidents de l'intérieur » dans les rangs des partisans de M. Mugabe, sous-entendus menaçants et réprimandes ouvertes, mises en garde subtiles et accusations sans preuves. Cette escalade verbale a eu pour effet de jeter un doute sur la loyauté de tous ceux qui, noirs ou blancs, n'appartiennent pas au parti majoritaire, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-P.F.).

Jusqu'à l'été dernier, M. Ian Smith, chef du Front républicain, et l'évêque Muzorewa, président de l'Unité

Le premier ministre, M. Mugabe, ne cesse de durcir le ton à l'égard des opposants

Zimbabwe

De notre envoyé spécial

M. W. J. Mangwende, ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, est attendu lundi 15 février à Paris où il s'adressera officiellement jusqu'à mercredi. M. Mangwende rencontrera notamment M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement.

Cette visite intervient à un moment où la tension entre M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, et M. Joshua Nkomo, son principal rival politique, ne cesse de croître, comme nous l'indiquent notre envoyé spécial à Salisbury.

Salisbury. — Le Zimbabwe vit à l'heure du soupçon. Au fil des derniers mois, le premier ministre, M. Robert Mugabe, a mené tour à tour, à l'adresse de ses adversaires politiques, sous-entendus menaçants et réprimandes ouvertes, mises en garde subtiles et accusations sans preuves. Cette escalade verbale a eu pour effet de jeter un doute sur la loyauté de tous ceux qui, noirs ou blancs, n'appartiennent pas au parti majoritaire, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-P.F.).

La réconciliation nationale à laquelle M. Mugabe proclame avec constance son attachement demeure la loi d'airain du régime. Elle n'a pas empêché l'éclosion d'une campagne contre les « dissidents de l'intérieur » dans les rangs des partisans de M. Mugabe, sous-entendus menaçants et réprimandes ouvertes, mises en garde subtiles et accusations sans preuves. Cette escalade verbale a eu pour effet de jeter un doute sur la loyauté de tous ceux qui, noirs ou blancs, n'appartiennent pas au parti majoritaire, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-P.F.).

Jusqu'à l'été dernier, M. Ian Smith, chef du Front républicain, et l'évêque Muzorewa, président de l'Unité

African National Council (U.A.N.C.), étaient les cibles favorites des colères gouvernementales. On leur reprochait surtout de tenir des « discours subversifs ». Après l'explosion qui détruisit, en août, un énorme dépôt de munitions dans une caserne proche de Salisbury, le premier ministre accusa ses opposants de détenir des « activités subversives » de ses adversaires. Ceux-ci ne pouvaient plus seulement en paroles mais aussi en actions. A partir de novembre, un nouveau thème émailla les propos de M. Mugabe, celui de « complot » aussitôt étayé par l'arrestation à Bulawayo, pour « atteinte à la sécurité de l'Etat », de six civils blancs dont le dirigeant d'un groupuscule d'extrême droite. L'emprisonnement, en décembre, pour « complot », précisément, de l'un des vingt députés du Front républicain, M. Wally Starbuck, marqua un relâchement supplémentaire.

Ces dernières semaines, le premier ministre a jeté de plus en plus clairement la suspicion sur son principal rival africain, M. Joshua Nkomo. Il fit allusion à certaines complicités nouvelles, inspirées par Pretoria, entre extrémistes blancs et anciens partisans alliés de M. Nkomo. La récente découverte d'une impressionnante cache d'armes et de munitions au cours du jour Matabele (le Monde du 10 février) — fief de M. Nkomo — a permis à M. Mugabe de corroborer ses griefs en accusant certains membres du Front patriotique de préparer une conquête du pouvoir par la force.

La méfiance ne cesse, en tout cas, de croître entre les deux anciens alliés. Chacun porte dans cette discordance sa part de responsabilité. M. Mugabe sans portefeuille aux attributions mal définies, M. Nkomo joue les utilités et en conceit forcément amertume. Il n'est pas dupe des intentions du premier ministre, qui, avant même de pouvoir instaurer un parti unique, cherche à éliminer sans heurts excessifs l'influence de cet homme vieillissant, mais encore prestigieux. Avec ses vingt députés et sa forte implantation régionale, le Front patriotique demeure un obstacle.

butons mal définies, M. Nkomo joue les utilités et en conceit forcément amertume. Il n'est pas dupe des intentions du premier ministre, qui, avant même de pouvoir instaurer un parti unique, cherche à éliminer sans heurts excessifs l'influence de cet homme vieillissant, mais encore prestigieux. Avec ses vingt députés et sa forte implantation régionale, le Front patriotique demeure un obstacle.

Dix-sept années sous l'état d'urgence

Lorsqu'il proclame que son parti « gouverne pour toujours », M. Mugabe ne favorise guère la détente politique. Quand le premier ministre affirme que le parti doit « commander au gouvernement avec plus de netteté » car « il est le peuple », M. Nkomo s'avoue « amèrement déçu », jurant qu'il « n'adhérera jamais à la ZANU » et reprochant à M. Mugabe de « déchirer la Constitution, qui, ajoute-t-il, prévoit « un organe suprême et un seul : le Parlement ».

Corré, la fermée nouvelle de M. Mugabe s'explique aisément. Elle s'est nourrie d'une cascade d'incidents : certains graves — qui déclenchèrent l'autorité de l'Etat — voir d'armes dans une caserne de la à Salisbury du Congrès national capital, assassinat du représentant africain (A.N.C.), destruction du dépôt de munitions d'Inkomo, éviction grâce à la complicité d'un inspecteur de police d'un capitaine blanc inculpé d'espionnage au service de Pretoria, attentat contre le siège de la ZANU-P.F. ayant fait sept morts et une centaine de blessés.

M. Mugabe prend au sérieux les risques de subversion qui justifient

à ses yeux la reconduction automatique tous les six mois d'un état d'urgence déjà vieux de dix-sept ans. Il estime que son indulgence politique envers la minorité européenne a été mal payée de retour. Mais ne glisse-t-il pas d'un excès à l'autre ? L'arrestation et la mise au secret de M. Starbuck, en violation de son immunité parlementaire, n'a débouché deux mois plus tard sur aucune inculpation précise. L'avocat du député affirme que son client, âgé de soixante et un ans, a été maltraité en prison. Personne ne l'a démenti sur ce point. Quatre blancs sur les douze emprisonnés devaient en revanche être jugés le mois prochain pour possession illégale d'armes de guerre.

M. Mugabe, lors des innombrables meetings populaires qu'il préside, annonce des mesures qui restent souvent lettres mortes. Les exemples ne manquent pas de ce décalage entre les mots et les choses. Dans son dernier message de fin d'année, il prédisait une « purgation » des forces de sécurité pour « débarrasser le pays des agents ennemis ». Celle-ci n'a pas eu lieu. Seuls quelques policiers blancs sur les huit cents servant encore au Zimbabwe ont été limogés pour avoir célébré l'anniversaire de la déclaration unilatérale d'indépendance de 1965. En outre, lors de la dernière vague de promotions, aucun policier blanc n'a reçu d'avancement.

Des propos contradictoires

M. Mugabe menace également d'imposer un serment d'allégeance aux membres des forces de sécurité. Cet avertissement n'est pas de suite. Même chose pour l'annonce d'un « code de conduite » destiné à combattre la corruption naissante dans les milieux dirigeants, la création de camps où les jeunes chômeurs recevraient notamment une formation militaire. Le code n'a pas été édicté et les camps ne semblent pas ouvrir.

Ces menaces sans lendemain et ces discours sans suite ébranlent inutilement l'atmosphère et donnent une image incohérente de la politique gouvernementale. En parlant trop, M. Mugabe tient des propos contradictoires qui entraînent artificiellement la tension, il alarme la minorité blanche tout en risquant de paraitre trop faible aux yeux de ses partisans. Ce comportement a pour premier effet d'alimenter l'exode des Européens, ce qui pourrait à un rythme élevé (vingt mille départs en 1981). Sept immigrants sur dix s'installent en Afrique du Sud. Plus de dix mille demandes de visas seraient actuellement en attente au consulat sud-africain de Salisbury.

Le gouvernement sud-africain, il est vrai, hésite pas à rappeler à cet égard Salisbury qu'il le tient à sa merci. A-t-il pour autant intérêt à trop loin une entorse de déstabilisation qui profiterait à M. Nkomo, vif allié de Moscou et ami de longue date des dirigeants de l'ANC ?

La dépendance du Zimbabwe envers son puissant voisin en matière de commerce et de transport reste intacte (le Monde du 16 décembre 1981). Mais l'Afrique du Sud, cédant peut-être aux pressions occidentales, a finalement consenti à renouer les contacts au niveau des hauts fonctionnaires, comme le souhaitait Salisbury, en vue de renouveler l'accord de commerce préférentiel qui lie les deux pays. Les conversations ont débuté en terrain neutre, dans la zone de transit de l'aéroport international de Johannesburg. Elles sont suspendues depuis fin janvier. Les négociations entre Salisbury et Pretoria sur la mise en route de l'oléoduc Beira-Umling, qui transporterait tous les pétroles destinés au Zimbabwe sont également dans l'impasse, accrochant sur la fixation des tarifs.

D'autres facteurs aggravent l'incertitude. La Zanu P.F. n'a plus de secrétaire général depuis la destitution de M. Edgar Tekera. Son départ, qui n'est pas suivi d'un 1982 est sans cesse reporté. Le remaniement ministériel qui semblait imminent il y a quelques semaines se fait attendre. D'importants portefeuilles — commerce et santé — n'ont plus de titulaires depuis de longs mois. A Salisbury, on évoque dans les chancelleries la perte d'autorité de la Zanu P.F. ou les divisions qui la travaillent. Autant d'éléments difficiles à évaluer.

Il est sûr, en revanche, que les équivoques actuelles résultent largement de la stratégie adoptée par M. Mugabe. Celui-ci, par choix autant que par nécessité, entend construire le socialisme par étapes successives. Mais il se garde d'annoncer la couleur. De cette stratégie de l'incertitude, il lui faut nécessairement payer le prix, c'est-à-dire accepter l'exode de la main-d'œuvre blanche qualifiée, l'incertitude des partisans de M. Nkomo et les réticences des investisseurs étrangers.

JEAN-PIERRE LANGELE.

PROCHE-ORIENT

Iran

LE TROISIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Téhéran menace les « pétro-monarchies »

L'imam Khomeiny a proclamé « l'islam en danger » au cours d'une allocution prononcée le mercredi 10 février (le Monde du 10 février) à l'occasion du troisième anniversaire de l'instauration du régime révolutionnaire. Il a marqué la fin du régime impérial. Le guide de la révolution a lancé un appel aux musulmans du monde entier les invitant à instaurer des républiques analogues à celle d'Iran. L'imam Khomeiny s'en est pris tout particulièrement aux régimes arabes conservateurs.

L'ayatollah Hossein Montazeri, considéré comme le numéro deux de la hiérarchie religieuse, a été plus précis : il a mis en garde les dirigeants des « pétro-monarchies » du Golfe contre une politique qui les conduirait à un sort semblable à celui qu'avait connu l'ancien chah. Le chef religieux faisait allusion à la décision prise récemment par le Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) de « lutter contre les menaces subversives de l'Iran » dans la région.

Trois jours après la tuerie qui a coûté la vie aux principaux dirigeants des Moudjahidin du peuple (le Monde du 10 février), les autorités iraniennes ont annoncé mercredi soir que la direction du « Peykar » — mouvement marxiste issu des Moudjahidin en 1971 — a été « totalement démantelée ». Vingt-deux des caches de ce mouvement auraient été occupées tandis que de nombreux dirigeants des deux principaux groupes, MM. Ali Reza Saeedi, Achiani et Hussein Ahmadi Rahnai étaient arrêtés.

De sa résidence à Auvers-sur-Oise, l'ancien président Barni Sadat a publié un long communiqué dénonçant l'imam Khomeiny et son régime, invitant la population à boycotter les manifestations organisées à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution et lui demandant de participer davantage à la lutte armée contre « le pouvoir tyrannique ».

UN APPEL CONTRE LA RÉPRESSION

A l'occasion du troisième anniversaire de la révolution iranienne du 11 février 1979, nous avons lancé un appel dont voici des extraits :

La présentation et la dénonciation par les mass-media de la répression féroce qu'exerce le pouvoir féroce de Téhéran et des crimes qu'il commet servent trop souvent d'alibi pour condamner

la révolution iranienne, identifiée par elles au régime de Khomeiny, et décrit par la même le peuple iranien. Il n'est pas vrai qu'en ce jour d'aujourd'hui le peuple iranien soutient ce régime abominable.

L'exécution massive de ceux qui sont restés fidèles aux aspirations profondes de la révolution, la multiplication des emprisonnements des opposants politiques, l'atmosphère de terreur qu'entretiennent les mesures de répression quotidienne, tout cela est le signe flagrant que, dans les conditions les plus difficiles, le peuple iranien continue à lutter ; il n'a eu d'autre volonté que de valoir pour lesquelles il s'est soulevé : la liberté et l'indépendance. Les nouvelles sur l'affaiblissement du soutien au régime, sur les luttes des minorités, sur les grèves, sur la collaboration active ou implicite de la population avec les combattants de la résistance, nouvelles qui parviennent difficilement, en sont d'autres signes.

Pleurer sur le sort du peuple iranien martyrisé ne suffit pas. Il faut soutenir son combat et son courage, il faut se solidariser avec lui. Tel est le sens de notre soutien à la manifestation commémorant le 11 février 1982, le soulèvement populaire victorieux de 1978-79 (1).

(1) Un rassemblement est prévu ce jeudi 11 février à 17 h 30, au pied de la tour Montparnasse.

Syrie

SELON LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Des combats entre les Frères musulmans et les forces de l'ordre auraient fait des centaines de morts à Hama

Les informations diffusées le mercredi 10 février à Washington par le département d'Etat américain concernant des troubles qui auraient éclaté dans la ville de Hama, ont été qualifiées par le département d'Etat américain de « nouvelles provocations américaines contre la Syrie et d'une intervention flagrante dans ses affaires intérieures ».

Le porte-parole officiel a ajouté : « Cela prouve une fois de plus les liens étroits existants entre les Etats-Unis et les crimes commis par la bande stérilisée des Frères musulmans contre le peuple et le pays ». Le porte-parole syrien a invité un représentant du département d'Etat à effectuer un voyage en Syrie, « et que tous les gouvernements du monde, pour assurer du caractère mensonger de ses allégations ».

Se référant à des « informations fragmentaires » obtenues par les services de renseignements américains, le département d'Etat avait indiqué que de « graves troubles » se déroulaient à Hama depuis le 2 février dernier, et que les affrontements entre les forces de l'ordre et les Frères musulmans se poursuivaient encore mercredi soir. Trois jours après le départ de l'armée syrienne, le département d'Etat avait indiqué que de « graves troubles » se déroulaient à Hama depuis le 2 février dernier, et que les affrontements entre les forces de l'ordre et les Frères musulmans se poursuivaient encore mercredi soir. Trois jours après le départ de l'armée syrienne, le département d'Etat avait indiqué que de « graves troubles » se déroulaient à Hama depuis le 2 février dernier, et que les affrontements entre les forces de l'ordre et les Frères musulmans se poursuivaient encore mercredi soir.

L'agence Associated Press, citant les sources diplomatiques

occidentales à Amman, rapporte, pour sa part, que les hélicoptères de Damas, d'Alep et de Lattaquieh étaient « remplis de blessés ». Un responsable jordannien croit savoir, pour sa part, que cinq cents personnes ont été tuées ou blessées.

Le commandement de la révolution islamique en Syrie a fait diffuser, mercredi à Bounn, un communiqué précisant que cette organisation avait appelé la population à résister à la répression. Ses militants auraient occupé les postes de police, le siège du parti gouvernemental Baas, la prison, le siège du gouverneur de Hama, tout en distribuant des armes aux habitants de la ville. Après plusieurs jours de combat, selon le communiqué, la 4^e division blindée aurait rejoint, avec armes et bagages, les moudjahidins d'export de la ville aurait été occupée tandis que l'aviation recevait l'ordre de bombarder la ville.

La 21^e division coupée en deux

Les moudjahidins auraient d'autre part fait exploser un pont près de Al Raastan, coupant ainsi en deux la 21^e division blindée en route pour Hama. Une partie de cette division aurait été prise sous le feu de la 4^e division. Le nombre des soldats syriens tués ou blessés serait de trois mille, selon le communiqué, qui fait état d'autre part de « sérieuses tensions » au sein de la marine à Lattaquieh et de l'aviation à Palmyre.

Après les démentis catégoriques de mercredi soir, le gouvernement syrien a fini par admettre, jeudi matin, qu'une « opération de police » avait bien été effectuée à Hama, expliquant qu'il s'agissait de « persécution dans des milieux de la population stérilisée des Frères musulmans ». Un porte-parole du gouvernement a notamment déclaré : « Les forces de sécurité et le parti Baas, en complète coopération avec les citoyens, ont pu saisir des centaines d'armes et arrêter un certain nombre de criminels recherchés ». Nous voulons assurer l'administration américaine que la situation en Syrie est forte et normale. Notre peuple et nos forces combattantes résisteront aux forces armées étrangères et dans l'avenir comme ils l'ont toujours été dans le passé de façon à permettre à notre pays de faire échec et de déjouer les tentatives de l'impérialisme américain. » (A.F.P.).

Egypte

SIX DES TREIZE ET UN MEMBRE DE PARTIS DE LA GAUCHE égyptienne, arrêtés le lundi 8 février, ont déclenché une grève de la faim, mercredi 10, pour protester contre leur incarcération à la « Citadelle », une forteresse qui avait servi de prison sous Nasser et avait été désaffectée depuis plusieurs années à la demande du président Sadat. Selon d'anciens détenus, les conditions d'incarcération y sont particulièrement dures. Elle servirait actuellement de lieu d'interrogatoire pour les services de sûreté de l'Etat. (A.F.P.).

APR 10 1982

Le Monde

politique

Le R.P.R. organise et durcit son opposition

M. Jacques Chirac, redevenu président du R.P.R., a réuni, ce jeudi matin 11 février, le bureau du groupe parlementaire et de la commission exécutive du mouvement. Cette instance a demandé que la France quitte la Conférence de Madrid sur la sécurité européenne en signe de protestation contre le comportement de l'Union soviétique à l'égard de la Pologne, et plus généralement pour condamner les violations des droits de l'homme dont Moscou se rend coupable.

« Nous ne laisserons rien passer », nous a déclaré M. Bernard Pons qui a ajouté : « Nous voulons faire prendre conscience aux Français de trois choses : que l'opposition existe ; que l'opposition est indispensable en régime démocratique ; que le R.P.R. occupe une place importante dans l'opposition ».

Le comité central, élu aux assemblées nationales de Toulouse les 23 et 24 janvier, se réunira pour la première fois le 28 février à Paris. Il aura deux tâches. Il élira quinze membres du conseil politique (quinze autres, au moins, sont nommés par le président de la République) et confirmera la détermination oppositionaliste des gaullistes. Dans le conseil politique désigné en 1979, de nombreux membres avaient été troublés par la candidature de M. Debré aux élections européennes puis à l'élection présidentielle.

Le comité central très « chiracien » élu à Toulouse devrait, cette fois, privilégier les plus proches amis du maire de Paris et donner à cet organe plus de cohésion. L'autorité déjà bien établie de M. Chirac se trouvera ainsi renforcée d'autant que les contestations de naguère ont aujourd'hui choisi le silence, comme MM. Debré ou Chaban-Delmas, ou rejoint l'orthodoxie du mou-

vement comme MM. Peyrefitte ou Guéna. Sans préoccupations majeures du côté du mouvement qu'il préside mais, gâchons-le, M. Pons, M. Chirac peut se consacrer davantage pour le moment à la gestion de la capitale et à la Corée où son siège de conseiller général est soumis à renouvellement et où il se rend chaque week-end.

La semaine dernière, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., avait dénoncé avec vivacité l'échec de la politique économique du gouvernement (« Le Monde » du 6 février). Mercredi 10 février, le R.P.R. a protesté contre la « partialité » d'une émission sur la Corse, diffusée par Antenne 2 pendant le week-end précédent. Il a décidé de réagir au coup par coup aux événements intérieurs et extérieurs, et aux décisions du gouvernement.

celle prise par M. Giscard d'Estaing avec la création du Conseil pour l'avenir de la France. On enregistre l'inscription au R.P.R. d'assez nombreux militants U.D.F. et même des demandes d'adhésion d'anciens députés « giscardiens », bien qu'un se défende de pratiquer le moindre prosélytisme. De nouveaux militants s'inscrivent, assure-t-on, en grand nombre et l'on signale l'adhésion du chanteur Eddy Salvador.

Souhaitant maintenir la diversité de l'opposition, les dirigeants du R.P.R. ne sont pas loin de penser que les autres composantes de l'opposition se rassemblent autour de lui. Il n'en est rien, mais tout ce qui pourrait faire renaitre les anciennes querelles, l'écume-nisme officiellement n'empêche ni la diversité ni les préférences. Ainsi le R.P.R. entoure de sa sollicitude intéressée le Centre national des indépendants et paysans comme pour le ravir à l'affection d'un peu condescendant de l'U.D.F. Ainsi les multiples « clubs » et mouvements parallèles créés, encouragés ou tolérés par le R.P.R. ont souvent pour finalité de cristalliser dans l'orbite du R.P.R. tous les adversaires actuels ou potentiels de la coalition socialo-communiste.

ANDRÉ PASSERON.

● M. Jacques Chaban-Delmas, député R.P.R. de la Gironde, maire de Bordeaux depuis 1947, a confirmé qu'il serait de nouveau candidat aux élections municipales de 1983 en disant : « Je ne doute pas que ma succession se régleme dans la clarté, mais pas pendant le moment n'est pas venu ».

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

M. Barre : dissiper les illusions sans tomber dans la critique systématique

Réserves et rigueur, tels sont les maîtres mots qui guident depuis quelques mois l'action de M. Raymond Barre. Cette volonté de réserve ne l'empêche pas de s'exprimer à la faveur de colloques organisés à l'étranger ou de conférences-débats en province. Le caractère privé qu'il tient à donner alors à ses déclarations subit quelques entorses. C'est ainsi qu'on a pu connaître son sentiment sur le contrat gazier franco-soviétique ou sur la politique actuelle de « modération salariale ». « Il ne s'agit pas de tomber dans la critique systématique », se défend à réitérer l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing, qui assure « préférer à la rhétorique, la réflexion ». Se plaçant en dehors des querelles parisiennes, loin de l'agitation du monde politique, il se présente comme un

« remetteur de l'ordre » et qu'il « n'aurait jamais eu le moindre différend avec le président de la République de l'époque ». Aussi, n'est-il pas aujourd'hui « de ceux qui critiquent, accusent après le fait, qui ont le goût long et plat ». Il a ajouté : « Depuis quinze ans nous étions engagés sur une voie de socialisation inépuisable mais régulière de l'économie. C'est au moment du choc pétrolier que l'on a pris conscience qu'il fallait changer. Quand il n'y a plus de surplus à distribuer, il faut recréer la grande loi de la création et de la productivité. C'est ce que nous avons essayé de faire, c'est la voie qu'il faudra reprendre, après l'épisode au cours duquel il n'y a que distribution et socialisation. Il faudra restaurer les valeurs de l'effort, du travail, de la solidarité ».

Après avoir rappelé qu'il s'était expliqué en septembre sur les nationalisations (Le Monde du 24 septembre), il a estimé que « ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire, mais qu'on ne peut pas l'annuler ». L'ancien premier ministre a souligné que la position tranchée, selon lui, tout au moins, n'est pas « tourner le dos à l'avenir », c'est aboutir à « de plus en plus de Concorde et de moins en moins d'Airbus ».

M. Barre a indiqué qu'il avait été nommé premier ministre en 1976 pour « remettre de l'ordre » dans le pays. Il avait dit nommé premier ministre pour « remettre de l'ordre » dans le pays. Il avait dit nommé premier ministre pour « remettre de l'ordre » dans le pays.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

« esprit libre » susceptible d'aider les Français à retrouver le sens des « vraies valeurs » en dissipant les « illusions » de ceux qui ont pu être séduits par ces « joueurs de flûte » qui leur « promettaient la lune ». Il aime à se dire « homme de province » à l'écoute des hommes et des femmes qui ne « veulent plus que ce qui s'est passé se renouvelle ».

Bref, il se définit comme un recours possible après ce qu'il considère n'être qu'un « épisode ».

Mercredi 10 février, devant les cinq cents invités de la première conférence-débat organisée à Paris par le club Figaro-Magnum qui réunissait M. Louis Paulou, directeur de l'hebdomadaire, Alain Griotterry (P.R.) et Mme Allen Sauter-Seld (P.R.), c'est cette image de lui-même qu'il a voulu illustrer. — C. F.-M.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

● M. Roger Chénaut, conseiller politique du R.P.R., a souligné, au cours de l'entretien « Face au public », sur France-Inter, mercredi 10 février que : « M. Giscard d'Estaing, après une période de réflexion, a décidé de ne pas se représenter dans la vie politique ». Il est « le meilleur exemple des idées libérales et réformatrices », a-t-il estimé avant d'ajouter que les élections municipales de mars seront une étape politique dans le sursaut de l'opposition.

● Le R.P.R. (Rassemblement pour la République) proteste dans un communiqué publié le mercredi 10 février contre la diffusion, le samedi 6 février, en direct de Corse, d'un numéro du « Journal d'en France » d'Antenne 2, au cours duquel ont été invités des partisans de l'indépendance de l'île. Le R.P.R. s'indigne que sous prétexte d'information libérale, on puisse donner à penser aux téléspectateurs que les propos tenus reflètent le sentiment de la majorité des Français, alors qu'ils n'expriment l'opinion que d'un infime nombre d'extrémistes ». Le R.P.R. dénonce la « pollution du service public de la télévision à des fins manifestement électorales » et la « dégradation de l'indépendance de la République ».

● M. Pierre Mauroy se rendra en Belgique, les 4 et 5 mars, pour cette première visite officielle en Belgique, le premier ministre sera reçu par le roi Baudouin, puis par le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le lendemain, il rencontrera le président du conseil européen, M. Giscard d'Estaing, et s'entreliendra avec les commissaires français.

Un entretien avec M.

M. Jager (UN. CENT.) DEMANDE L'ABROGATION DU DÉLIT D'OFFENSE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

M. René Jager, sénateur centriste de la Moselle, a déposé une proposition de loi tendant à abroger l'article 76 de la loi du 29 juillet 1958 sur la liberté de la presse, relatif à l'offense au président de la République. Pour M. Jager, la suppression de cette « protection exceptionnelle du président de la République » se justifie par l'évolution de la fonction présidentielle : le chef de l'Etat, explique M. Jager, « ne joue plus en effet un rôle d'arbitre entre les partis ou de représentation, mais dirige personnellement une politique qui lui est propre ». « De lors, ajoute-t-il, il est presque inévitable qu'il occase de la discussion de cette politique la personne même du chef de l'Etat soit mise en cause et que, dans la mesure où cette mise en cause contient des critiques plus ou moins acerbes, des poursuites du chef d'offense au chef de l'Etat soient possibles ».

M. Jager donne deux autres raisons qui justifieraient l'abrogation de cet article : la pratique « de nature libérale (qui) a été inaugurée par le précédent président de la République [et qui] doit être concrétisée » ; la protection, qui demeure, pour le président de la République, comme pour tout citoyen, « contre la diffamation et à fortiori comme [pour tout] magistrat ou fonctionnaire public, contre l'outrage ».

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 10 février 1982, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Jager. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a adopté deux projets de loi d'approbation de conventions internationales.

Le premier autorise l'approbation d'un avenant à la convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale. La convention a pour objet d'élargir le champ d'application des mesures existantes relatives à la prise en charge des soins de santé aux titulaires français et tunisiens de pensions et de rentes, à leurs ayants droit ainsi qu'aux ayants droit des victimes d'accidents de travail.

Le second concerne l'accord international sur le bit de 1971 qui avait été signé pour deux ans et prorogé depuis, à cinq reprises, pour des durées limitées. La nouvelle prorogation est de deux ans.

L'ORDONNANCE RELATIVE AUX INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT

Le conseil des ministres a adopté, sur la proposition du premier ministre, un projet d'ordonnance autorisant la prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale dans les entreprises du textile et de l'habillement.

Cette ordonnance vient compléter les mesures qui ont été adoptées par le conseil des ministres du 18 novembre 1981, afin d'encourager les

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 10 février 1982, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Jager. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a adopté deux projets de loi d'approbation de conventions internationales.

Le premier autorise l'approbation d'un avenant à la convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale. La convention a pour objet d'élargir le champ d'application des mesures existantes relatives à la prise en charge des soins de santé aux titulaires français et tunisiens de pensions et de rentes, à leurs ayants droit ainsi qu'aux ayants droit des victimes d'accidents de travail.

Le second concerne l'accord international sur le bit de 1971 qui avait été signé pour deux ans et prorogé depuis,

...ssiper les illusions sans tomber
...a critique systématique

Un entretien avec M. Emmanuelli

M. Henri Emmanuelli est parti le jeudi 11 février pour les Antilles, où il séjournera une semaine, se rendant successivement en Guadeloupe et en Martinique. Le secrétaire d'Etat des DOM-TOM, qui devait être rejoint le lundi 15 par le ministre de l'intérieur, M. Gaston Defferre, exposera les projets du gouvernement et répondra par la même occasion aux critiques de l'opposition, qui accuse les socialistes d'avoir à l'égard des départe-

ments et territoires d'outre-mer des orientations sécessionnistes. Il fera de même du 21 février au 2 mars à la Réunion.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Emmanuelli souligne, au contraire, que la politique gouvernementale « permettra aux DOM de rester dans l'ensemble français », alors que celle du régime précédent « menait à la catastrophe ».

« Depuis que vous êtes entré en fonction, vous avez exprimé beaucoup d'intentions réformatrices, mais on a parfois l'impression que vous n'avez pas encore défini la politique que vous entendez appliquer. Sans doute est-ce dû en partie aux événements de Nouvelle-Calédonie, qui ont nécessité une attention particulière de votre part. Mais le premier comité interministériel consacré à l'outre-mer vous a chargé, le 15 janvier, de définir les actions prioritaires à conduire dans les DOM à partir de 1983. Cela signifie-t-il que le gouvernement attendra l'année prochaine pour arrêter sa politique ? »

« Nous n'avons pas exprimé seulement des intentions depuis huit mois. Toutes les mesures sociales prises par le gouvernement, notamment, ont été appliquées aux départements d'outre-mer en même temps qu'en métropole. Depuis que je suis entré en fonction, chaque fois qu'un relèvement du SMIC en métropole ou le relève dans les DOM, et nous avons une politique. Mais cette politique ne peut pas tenir dans un slogan simple. Il ne faut pas oublier que la politique de nos prédécesseurs a aggravé pendant des années les effets pervers naturels de l'histoire de notre colonisation, en créant outre-mer des situations artificielles, qui ont abouti à une dépendance quasi totale vis-à-vis de la métropole et qui se traduisent aujourd'hui par un très vif sentiment de frustration parmi les populations locales. Un sentiment de frustration qui se manifeste souvent par une démobilitation générale extrêmement importante. Je reviens de Saint-Pierre-et-Miquelon, où j'ai constaté les effets de cette politique. Les gens de Saint-Pierre-et-Miquelon sont des gens qui ont fait preuve d'une ténacité inouïe et d'un volontarisme admirable pour vivre sur leurs îles au cours des derniers siècles, une race en acte, et pourtant on a fait de ces gens-là des hommes qui aujourd'hui doutent de tout et d'eux-mêmes. C'est un cas critique, mais dans les autres départements et territoires c'est à peu près la même chose. Notre politique a pour but d'inverser la tendance au doute et à la démobilisation ».

« Comment pensez-vous y parvenir ? »

« J'avais commencé à le dire il y a plusieurs semaines, au début du débat institutionnel à l'Assemblée territoriale de la Réunion, mais ce problème essentiel depuis que la droite a réussi une fois de plus, c'est vrai, à détourner l'attention sur ce faux problème. Pour inverser la tendance, il est fondamental de réduire la dépendance économique des DOM à l'égard de la métropole. Je ne dis pas de la supprimer, mais de la réduire à une mesure qui ne soit pas que les DOM puissent se passer de l'aide métropolitaine pour des raisons qui tiennent naturellement à la géographie et aux réalités naturelles, pour réduire cette dépendance, il faut mettre en place une politique vigoureuse de développement des activités locales, c'est-à-dire une politique d'investissements ».

« Mais qui va investir dans les DOM ? Le thème des investissements outre-mer est depuis longtemps une tarte à la crème, mais les investisseurs locaux potentiels n'ont jamais fait beaucoup d'efforts. D'autre part, notre prédécesseur avait créé en 1979 une association, l'ANDAG, l'Association nationale pour le développement des Antilles et de la Guyane — qui était chargée justement de promouvoir les investissements. Condamnez-vous donc cette initiative ? »

« On ne peut pas dire, sans la schématiser outre-mesure, que tous les détenteurs locaux de capitaux se soient désintéressés de l'avenir des DOM. Il ne faut pas pratiquer l'amalgame. Quant à l'ANDAG, j'ai constaté d'abord que certains de ses membres n'avaient pas intérêt en réalité à investir outre-mer, dans une mesure où ils étaient fournisseurs ou exportateurs vers les DOM ; ensuite que le secteur public en était singulièrement absent. Or, la meilleure forme de solidarité, la plus saine économiquement et politiquement, c'est que le secteur public soit présent dans les DOM. Il est frappant de constater que pour le moment la présence française outre-mer se résume pratiquement à celle de l'administration et au volume des aides nationales. Avec un minimum de résolutions, le secteur public français doit pouvoir y créer des emplois ».

« Estimez-vous pouvoir mener de pair une politique de développement économique et une politique de réduction des inégalités dans ces régions dont la caractéristique sociale est la coexistence d'une classe aisée composée essentiellement d'une part des professionnels du secteur privé et des fonctionnaires, aux revenus élevés, d'autre part, des ouvriers et paysans, aux revenus très inférieurs ? »

« Est-ce pour cela que le président de la République a confirmé le 25 janvier aux parlementaires de l'outre-mer le projet d'élaborer dans chaque DOM une assemblée unique élue à la proportionnelle ? »

« Je serais tenté de dire que seule une adaptation du cadre institutionnel actuel peut permettre à notre projet économique et culturel d'exister, parce que je ne vois pas comment les hommes qui ont jusqu'à présent accablé les rantes de situation et qui les ont protégées, pourraient changer de comportement alors que la réforme régionale appliquée par le gouvernement va se traduire par un accroissement des responsabilités des élus locaux. Il faut que l'adaptation de la loi de décentralisation aux DOM permette aux forces politiques qui étaient jusqu'à présent marginalisées ou exclues du jeu politique de prendre leurs responsabilités. Les taux d'abstention qu'on constate outre-mer à chaque scrutin montrent à quel point le système politique local est un échec. Dans le système actuel, certaines forces politiques n'ont aucune chance d'avoir une représentation légale. L'objectif de notre réforme sera d'insérer dans le DOM une vie politique normale dans laquelle le système ne tiendra plus à l'écart certaines forces politiques. Si j'ai une obsession, c'est bien celle-là ! »

« Quand cette réforme entrera-t-elle en vigueur ? »

« En principe, le projet de loi devrait être soumis au Parlement à la session de printemps. En tout état de cause, la réforme s'effectuera sûrement pas en vigueur avec retard par rapport à la métropole ».

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

CHANTAL SCHAEFER.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'indépendance, une idée qui semble faire son chemin

De notre correspondante

Nouméa. — Le vote de la réforme fiscale, qui a uni à l'Assemblée territoriale les centristes aux indépendantistes, a instauré en Nouvelle-Calédonie un nouveau visage politique qui pourrait être capital pour l'avenir du territoire. D'autre part, le texte de la réforme fondère, qui doit faire l'objet de la première ordonnance, est actuellement en préparation, de tous les espoirs ou de toutes les inquiétudes. Le nouveau haut-commissaire, M. Christian Nicot, étant pour sa part déterminé à aller vite et à aboutir avant la fin de la mission parlementaire de six mois qui lui a été confiée en décembre. (L'Assemblée territoriale pour la Calédonie dans la République), appartenant au R.P.R., annonce pour le mois de mars un congrès visant à rassembler ses militants et à définir par la position des leaders centristes de la F.N.E.O. (Fédération pour une nouvelle société calédonienne) qui n'envisagent plus une certaine forme d'indépendance (le Monde daté 17-18 janvier) ou par le P.N.C. (parti national calédonien). Cette nouvelle formation, que dirige M. Georges Châtelet, prône une indépendance pluraliste en soulignant que « la souveraineté, la survie, passent par

un rapprochement des ethnies dans le respect mutuel de la dignité de chacun ». Mais cette forme d'indépendance, M. Jean-Marie Tjebou, porte-parole de l'Union calédonienne (U.C.), principale formation indépendantiste, la rejette. Seule, pour lui, la revendication d'indépendance kanake est légitime. Pourtant, au dernier congrès du L.K.S. (Libération kanake socialiste) qui s'est tenu dans l'île Lifou, M. Nidoish Nalassine, conseiller territorial, a repris à son compte cette idée d'indépendance « pluri-ethnique, alors que son parti a toujours été considéré comme l'une des composantes du Front indépendantiste. Le leader du L.K.S. a estimé que « les problèmes économiques ont été jusqu'à présent » par les indépendantistes. Il a insisté sur la nécessité d'un travail d'information, de formation des populations kanakes, et préconisé la constitution de coopératives agricoles : « Il est aberrant de lancer déjà les occupations de terres sans savoir où préalable de que l'on va faire de ces terres », a-t-il notamment indiqué, se démarquant ainsi de la stratégie de l'U.C. Une chose est certaine : en Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui, l'indépendance est une idée qui semble faire son chemin ».

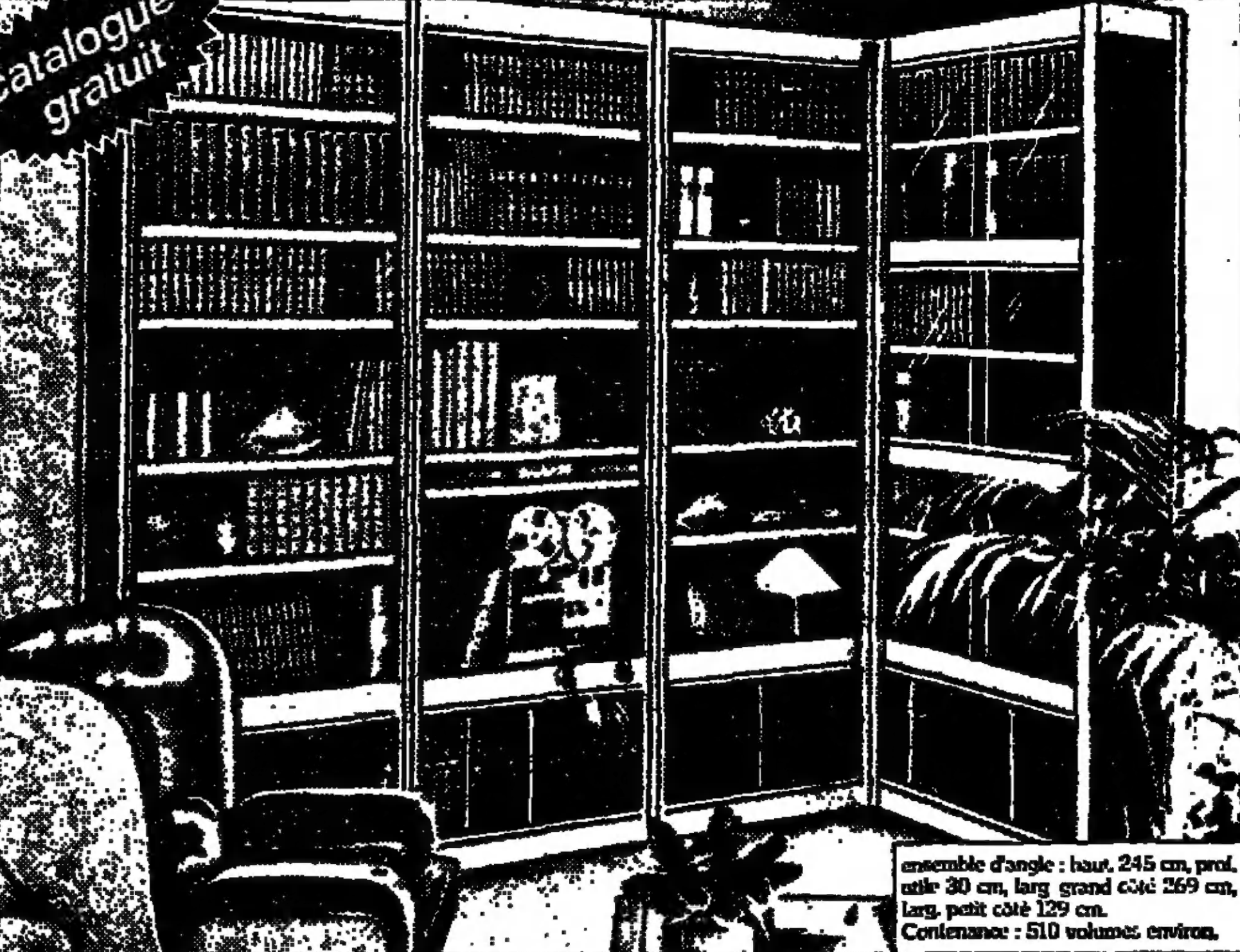
CHANTAL SCHAEFER.

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

CONTEMPORAINES aluminium



CONTEMPORAINES JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs
Bibliothèque système à modules contemporains en profilé ALUMINIUM ANODISÉ BRUSSE et en mélaminé blanc ou noir. Modules et traverses en aluminium anodisé brossé. Profils à visserie plastique noire. Cais et lattes en mélaminé double face 8 mm, extrémités aluminium anodisées. Étagères réglables en profondeur à mélaminé double face 19 mm, chant avec T aluminium anodisé. Tous les modules peuvent être fermés sur option par des portes mécaniques, des glaces claires, des glaces Panal brace ou des glaces miroir Panal.

50 MODÈLES VITRÉS

Installiez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement !

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert Rochereau - Gâté-Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

- | | |
|--|---|
| BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (56) 44.39.42 | NANCY, 8, r. Saint Michel (près du Palais Ducal), (8) 332.84.84 |
| CLERMONT-FERRAND, 22, r. G. Clémenceau, (73) 93.97.06 | NANTES, 16, r. Gambetta (près rue Coulmieu), (40) 74.59.35 |
| GRENOBLE, 59, r. St-Laurent, (76) 42.55.75 | NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieux Nice), (93) 80.14.89 |
| LILLE, 88, r. Esquermoise, (20) 55.69.39 | RENNER, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 |
| LIMOGES, 57, r. Jules-Verne, (55) 79.15.42 | ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrutiers, (35) 71.96.22 |
| LYON, 9, r. de la République, (7) 828.38.51 | STRASSBOURG, 11, av. du Gal-de-Gaulle (Esplanade), (88) 61.08.24 |
| MARSEILLE, 109, r. Paradis (proche Estrangin), (91) 37.60.54 | TOULOUSE, 1, r. des Trois Renards (près place St-Sernin), (61) 22.92.40 |
| MONTPELLIER, 8, r. Sévère (près Gare), (67) 53.19.32 | TOULON, 5, r. H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28 |

Ouverts du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

A DES PRIX IMBATTABLES !



JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS

Ensemble obtenu par la juxtaposition de 2 modules de 94 cm de large avec 1 module de 76 cm de large. Hauteur de l'ensemble 200 cm. Profondeur hors tout : 50 cm. Largeur hors tout : 250 cm. Contenance : 400 volumes environ.

JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS TOUTS FORMATS

Ensemble obtenu par juxtaposition de deux modules de 94 cm de large et d'un module de 76 cm de large. Hauteur de l'ensemble 200 cm. Largeur 266 cm. Profondeur hors tout : 135 cm, hors tout : 25 cm. Contenance : 450 volumes environ.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS : 61, rue Froidevaux, 14^e.

BON CATALOGUE GRATUIT

À retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 12.

Veuillez envoyer sans engagement votre catalogue en collant ci-dessous tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, modèles, tailles, contenances, prix, etc.) sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

MO 84 CATALOGUE PAR TELEPHONE 320.73.33

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE

ÉDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

À partir de meubles individuels, vous pouvez constituer de grands ensembles, ou agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par juxtaposition et superposition, sans aucune fixation.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

Le chef du commando patronal a été inculpé

Après, la peine prévue était de deux ans à cinq ans d'emprisonnement.

L'évacuation de sept cent cinquante mille combattants et les méthodes du commando suscitent de vives réactions à gauche. Les socialistes demandent au gouvernement d'agir « avec fermeté » et réclament une réglementation sévère de l'activité des « officines de gardiennage ». Quant à la C.G.T., elle s'étonne de l'apparente passivité des autorités au cours de l'opération qui a duré plusieurs heures.

lurette.

Les syndicats, bien sûr, contestent formellement ces assertions. Mais qu'importe à M. Aubert, qui s'estime dans son bon droit. Péleméle il fait état du climat de violence que faisaient régner les grévistes dans l'usine et dans Isigny et évoque ces sept cent cinquante mille camemberts en cours de mûrissement.

Pour sa défense, M. Aubert, patron musclé, fait aussi état de deux déclarations de justice, ordon-

neut utérus» et flaccide brouant l'évacuation de la fromagerie avec, si besoin est, le concours de la force publique. Les ! Cette dernière se dérobera. M. Aubert fit donc appel à «*Pami Fernand*». Et, dans le feu de l'action, M. Aubert ne s'est pas trop préoccupé de la justice. «*Si c'est contraire à la loi*, dit-il — présent, *on verra bien*... Il a voulu, tout simplement, «*sauver ses biens*».

Et la politique, dans tout cela ? La gauche, la droite ? Inconnues au bataillon, selon M. Aubert, qui

en fait sans le savoir. Curieux homme ! Dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 février, il lance donc des paras et des employés liges à l'assaut de son usine. Aujourd'hui il accuse la C.G.T. et des « éléments extérieurs », il parle de « chausse-trappes pour le gouvernement ». Il persiste en déclarant : « Cette usine rouvrira quand le colosse sera revenu, quand les employés auront compris qu'ils ont été bernés par leurs délégués ». Il signe, en menaçant d'annuler définitivement

M. Aubert, qui se veut un patron éclairé, pense agir pour le bien de son entreprise. Quand on lui parle « gauche-droite », il répond : « Nous sommes des industriels, nous vivons du fait à transformer. » Ainsi, l'action du commando ne serait qu'une pécadille. Juste un incident de parcours dans une bonne gestion : « L'amé Fernand, confie-t-il encore, charmé par la vivacité de cette amitié, a fait ça pour moi ».

LAURENT GREILSAMER.

Sur la selle

... et Loustau, le « chef » du com-
d'avoir agi dans cette affaire
société de surveillance, affir-
« de son entreprise (« le
que l'enquête devra établir, —
des sociétés de gardiennage se
cause.

reconnue — et enfin épurée de trop d'éléments très douteux dans bien des cas.

Un point de vue que partage totalement M. Paul Simon, directeur de la société Alvac, la preuve étant désormais faite que « le besoin de sécurité est devenu un besoin comme les autres ». M. Simon met tout spécialement l'accent sur la qualité du personnel : « Nous avons actuellement affaire à des gens absolument incapables d'exercer une autre profession ! Des « aventuriers ».

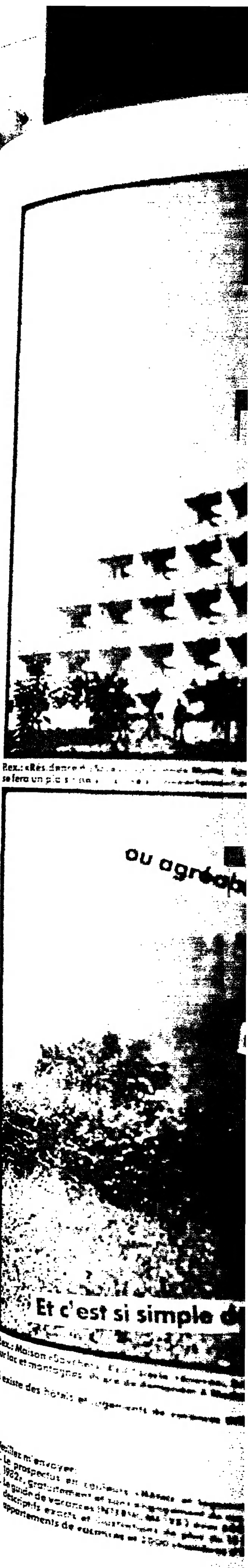
au pédigree pas toujours résis-
tant, croyez-moi, dit-il pour qui
la tentation de « jouer les cou-
boys », avec uniforme, insignes,
ceinturon et, éventuellement,
gros calibre sur la hanche est
un facteur déterminant. » A cet
égard, M. Simoni cite telle société
dont le taux de rotation du per-
sonnel approche bon an, mal an
les 90 %, ce qui illustre aisément
les difficultés rencontrées en
matière de recrutement. Même si
sa société n'a pas renouvelé son
adhésion à la F.F.O.P.S., jugée
« non combattive, jusqu'à trépas

du contraire », M. Sibonien n'en rejoint pas moins M. Vaujour, lorsqu'il dénonce, comme celui-ci, « l'absence absolue de statut juridique et le manque total de représentativité réelle auprès du public » des sociétés de gardiennage et de surveillance.

La halle est désormais dans le camp des pouvoirs publics, plus précisément dans celui de M. Gaston Defferre. Au lendemain de la navrante affaire des Halles, le ministère de l'Intérieur avait fait un premier pas

l'en rappelant, par voie de circulation, les limites actuelles des sociétés de surveillance et les interdictions qui leur sont faites en matière d'interventions, port d'uniformes qui pourraient être confondus avec ceux de la police, détention de cartes tricolores, etc. (*Le Monde* du 7 janvier). Cela reste, à l'évidence, bien insuffisant. Seul, un projet de loi pourrait mettre un terme à un état de fait devenu alarmant.

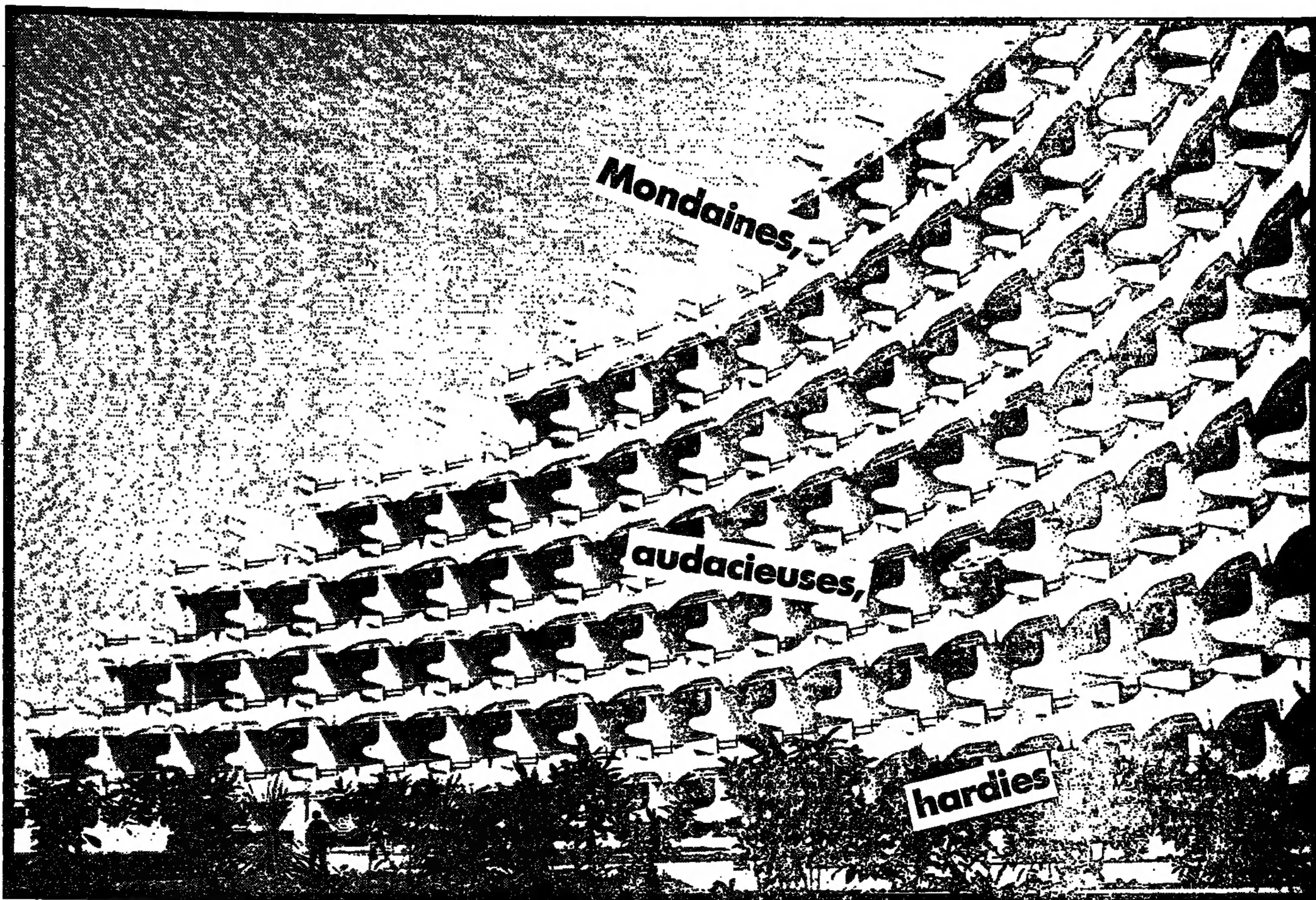
J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



mandato patronal a été inculpé

bras de l'ami Fernand

Les vaches sur la sellette



Rex.: «Résidence du Soleil», La Grande Motte. App. de 2 pces (2^e étage), p. 5 pers., F1050 p. semaine (juin). Pelouse avec piscine. Mademoiselle Odile Mercier se fera un plaisir de vous dire si l'appartement est encore libre.



Rex.: Maison «Spycher» (XVIII^e siècle, rénovée), Brienz-Schwanden (CH), p. 5 pers. F1636 p. semaine (juin). 3 pces, cheminée, meubles rust., vue splendide sur lac et montagnes. Prière de demander à Mademoiselle Odile Mercier si la maison est encore libre.

Il existe des hôtels et logements de vacances INTERHOME en France, en Suisse, en Autriche, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Yougoslavie, etc.

Prénom/Nom: _____

Adresse: _____ Tél.: _____

- Veuillez m'envoyer:
- ☐ Le prospectus en couleurs «Hôtels et logements de vacances 1982», gratuitement et sans engagement de ma part.
 - ☐ Le guide de vacances INTERHOME 1982 avec 680 pages ainsi que descriptifs exacts et illustrations de plus de 15 000 maisons ou appartements de vacances et 2000 chambres d'hôtel.

C.R./Localité: _____
INTERHOME, 15, avenue Jean Aicard, 75011 Paris, tél. 1-355.44.25.

INTERHOME

Je tiens à...

SPORT

Le dépistage du dopage hormonal
aux Jeux de Los Angeles

Le sport à l'autre...

**LES PARTIS COMMUNISTES
D'EUROPE OCCIDENTALE**
De l'impuissance
au désaveu du modèle.

LE MONDE
diplomatique

rue Alexandre-Parodi, 73010 Paris.
 (Tél. : Louis-Blanc). Renseignements :
 C.C.D.C., 21, rue Saint-
 Louis, 75001 Paris. Tél. : 268-50-12.

UN RACCOURCI POUR L'IRLANDE

Un nouveau bateau depuis Roscoff, pour aborder Cork, au sud de l'île, à la conquête de l'Ouest. Plus grand. Plus beau. Plus confortable. Plus rapide. Vos vacances irlandaises commencent dès votre montée à bord. En fait, ce voyage avec Brittany Ferries s'apparente plus à une petite croisière qu'à une simple traversée. Et puis, vous verrez, l'Irlande c'est différent.

brittany ferries
Toutes agences de voyages.

FAITES TRAVERSER VOTRE VOITURE POUR MOITIÉ PRIX. OU MÊME POUR RIEN.

En 1982, les automobilistes peuvent bénéficier de deux promotions spéciales pour leur voiture. Pour savoir comment, demandez la brochure Brittany Ferries. Elle est gratuite.

Retournez ce bon à Brittany Ferries
BP 72, 29211 Roscoff. Tél. (99) 68 07 20

Nom _____

Adresse _____

Le Monde

ENTRETIEN AVEC
Irene au
pour faire l'Histoire

Guillevie ou l'au

En époux...
passionné...

"Un roman baroque...
tient du feuilleton...
Ce livre exerce une telle fascination"

GUY HOGG

L'AMOUR EN RELIEF

ALBIN MICHEL

Le Monde

LIVRES

ENTRETIEN AVEC ROBERT SABATIER

Trente ans de travail
pour faire l'« Histoire de la poésie française »

« Je n'appartiens pas », a reconnu Robert Sabatier, « à une famille où on lisait beaucoup. Le premier à lire fut mon grand-père : à l'âge de seize ans, il découvrit qu'il ne savait rien ; il apprit à lire et à écrire comme il put, tout seul. Il apprit à lire et à écrire à son grand-mère quand il l'épousa ; parce qu'elle était aveugle, on la faisait comme domestique dans les folies à l'âge de six ans. Dans ma lignée on tient un poème depuis trois générations. Je n'étais donc pas préparé à une rencontre avec la poésie. »

C'est pourtant à la poésie qu'il a consacré trente années de travail, son « œuvre majeure », que, adolescent, il avait cherchée en vain dans les livres, et qu'il s'est presque donné pour mission d'entreprendre afin d'offrir au grand public à lire les textes des poètes.

Aujourd'hui, dans son bureau-bibliothèque où veille un insolite cheval de bois, Sabatier est à la fois heureux et un peu perplexe devant ce monumental travail dont il est presque venu à bout. Neuf volumes ont été publiés en six ans, retraçant l'histoire de la poésie « grand art

et grand artisanat. Les deux tomes qui viennent de sortir sont consacrés au vingtième siècle. Il reste un volume à paraître sur l'époque contemporaine. Mais, entre-temps, il y aura un roman. Le poète Robert Sabatier ne figurera pas dans ce dernier volume, mais il n'a pas hésité à donner à son entreprise une note personnelle : c'est, autant qu'un ouvrage d'érudit, un livre de contour, d'indigne de voir, « scandaleusement inconnus », Fargues, Salomon, Albert-Béluc, et bien d'autres. Il s'enthousiasme pour Apollinaire, pour le surréalisme, demande le prix Nobel pour Cocteau, parle de Char avec une ferveur qu'il craint maladroite.

On le voit aussi, témoin, fâché, faisant à Lafont un pèlerinage à cause du poème de Milosz, renouant avec Pons Bréton et Caillois, assistant place Blanche aux discussions des surréalistes, proche de Supervielle, veillant Eluard dans une chapelle ardente, assurant que Prévert était toujours disponible pour l'unité. Car ce livre est aussi une histoire des poètes.

M. P.

« Vous travaillez depuis trente ans à cette Histoire de la poésie française. Comment avez-vous procédé ? »

« C'était une tâche tellement énorme que j'ai dû travailler au jour le jour, comme un fourmi, grignoter petit à petit. J'ai accumulé les documents et les livres, achetés chez les bouquinistes, pour avoir les textes près de moi : l'avais besoin de cette intimité. Dès 7 heures du matin, j'étais à mon bureau, comme s'il y avait une pendule pointeuse. Pour écrire un roman, je ne pourrais pas le faire, j'y mets beaucoup plus de fantaisie. Quant à la poésie, ce n'est pas moi qui décide, c'est le poème qui, de temps en temps, veut bien être écrit. »

« Il m'arrive, d'ailleurs, de maudire ce travail, d'être furieux, en me disant : « Mais pourquoi est-ce moi qui fais cela, alors que j'ai envie d'écrire des romans et des poèmes ? Pourquoi est-ce que j'écris ce livre ? » C'est peut-être un peu « bon-sens », mais j'ai fait cet ouvrage pour l'information du grand public, afin de servir un art que je trouve injustement méprisé et dédaigné. Au fond, je suis heureux que ces livres soient d'énormes pavés, cela me donne l'impression de mettre un poids dans la balance. J'ai déjà obtenu des satisfactions en attirant l'attention sur certaines œuvres oubliées, ce qui a suscité des rééditions. »

« Dans cette Histoire, vous rendez compte de tendances très diverses, en évitant de porter des jugements négatifs. J'ai pensé que je ne pourrais faire cette Histoire de la poésie que si je créais en moi,

même artificiellement, une sorte d'état d'acueil. Je pars de cet a priori que toute création est respectable, je ne rejette rien, car, en histoire littéraire, on ne peut pas éliminer ce qui vous plaît le moins. Au dix-huitième

siècle, par exemple, je n'aime pas tellement les poètes didactiques ou descriptifs, mais ils ont existé, ils ont répondu à la sensibilité d'une époque, donc il faut en parler. »

« Certains poètes post-symbo-

listes qui figurent dans le premier volume du vingtième siècle peuvent paraître secondaires, alors qu'ils ont eu, dans le contexte de civilisation, une réelle importance. J'ai voulu donner une impression de cohésion entre des mouvements très différents les uns des autres. J'ai voulu aussi montrer que certains mouvements, qui depuis nous paraissent classiques, ont précédé, à un moment donné, d'une certaine recherche, ce qui a été le cas, par exemple, du mouvement de l'abbaye et des surréalistes ou des poètes fantaisistes, qui ont été un peu enterrés par les écoles d'avant-garde et le surréalisme. »

« Le plus souvent, dans les volumes consacrés au vingtième siècle, l'enthousiasme domine. »

« Il y a eu, à notre époque, quantité d'œuvres majeures, de mouvements poétiques. Une sorte de dynamisme s'est créé au dix-neuvième siècle avec Mallarmé, Rimbaud et Baudelaire et n'a cessé de s'étendre. Il est vrai que j'ai un grand bonheur à parler de notre siècle. Parfois, il y a des enthousiasmes que je ne peux réprimer, à tel point que mes ferveurs me font peur : je crains qu'elles ne soient maladroites ou trop lyriques. Des gens comme Saint-John Perse, Char ou Michaux, et j'en citerais beaucoup : je les aime tellement que les mots se pressent. Parfois, j'ai été obligé de me dire : « Mais, enfin, ne te lance pas, tais-toi, laisse parler le poète ! »

Propos recueillis par MONIQUE PETILLON.

(Lire la suite page 12.)



* Dessin de GAGNAT.

Guillevic ou l'amour des mots

● Un époux fidèle et passionné

La fenêtre donne sur un hôpital moderne et un jardin calme qu'il caresse du regard à travers les rideaux. Le remueur de la rue Claude-Bernard n'arrive pas ici. Le maître des lieux sourit, un peu de malice dans le regard. A soixante-quatorze ans Guillevic a toujours bon pied et bon œil. Il est toujours aussi actif. Sait-on qu'il se dépense sans compter à la Société des gens de lettres,

à l'Union des écrivains, au Comité permanent des écrivains, afin d'assurer à ceux qui écrivent des conditions normales de travail et de vie.

Et puis il écrit beaucoup, non seulement des poèmes, mais aussi des lettres. Il ne montre fièrement l'imposant courrier qu'il a rédigé le matin même. Il reçoit des missives des quatre coins de la planète : poètes amis, éditeurs, étudiants en quête de thèse, « tapeurs », collectionneurs d'autographes. Quand il n'écrit pas de lettres ni de poèmes, Guillevic traduit. C'est

pour lui une sorte d'activité de remplacement, en attendant le surgissement de l'inspiration. Il traduit essentiellement de l'allemand, qu'il connaît depuis sa jeunesse pour avoir vécu en Alsace, où son père était gendarme : Georg Trakl, Goethe, Stephan Hermlin, etc. Quant à lui, il a été traduit dans cinquante langues au moins — en chinois, bengali, turc ou kirghis.

« Quand on n'écrit pas c'est qu'on a perdu le contact avec le langage », Guillevic a gardé un contact d'enfant avec les mots. Il adore les calembours, les contrepèteries et aussi les histoires drôles. A table, c'est un joyeux convive, ceux qui le fréquentent le savent bien. De l'enfant qui devore un dictionnaire, page après page, et se régale de mots qu'il ne comprend pas toujours, mais dont la matière sonore l'enchantait, le trouble, Guillevic a gardé la juvénile ardeur. Il n'est pas rare qu'il se délecte de quelques pages du Littré entre deux travaux. « Les mots sont vivants », affirme avec conviction le poète de Terraqué. « J'écris de plus en plus court, dit-il encore, je pratique une écriture dégrainée. » Trouvée, qui ressemble des poèmes écrits entre 1973 et 1980, en témoignage : « Le rire que l'on dit / C'est de la hyène / Il entend parfois / un peu partout. »

Mais cette économie de moyens ne dément pas la ferveur d'un homme qui avoue avec une émotion de jeune marié : « J'ai épousé la langue française ». Fidèle, Guillevic l'est : en amitié et ailleurs. Il ne veut toujours un « citoyen » responsable, « engagé ». Ses options fondamentales, son espoir en une société meilleure n'ont pas changé, même si le « commu-

nisme » Guillevic, celui des Trente et un sonnets a baissé les poences. La lecture du Monde, avec son charroi quotidien d'atrocités, le bouleverse encore. La « Passion » polonaise le déchire, quoiqu'il ne l'ait guère lue.

Assis, tranquille, tandis qu'un pâle rayon de soleil traverse la vitre et le rideau, Guillevic affirme : la poésie est éternelle. Et il murmure les deux fameux vers de Patrice de La Tour du Pin : « Les pays qui n'ont plus de légendes sont condamnés à mourir de froid. » En revanche, il est pris d'angoisse quand il évoque les ravages commis par les médias contre la langue française, celle du cher La Fontaine, celle de Baudelaire et de Rimbaud : « Tout le monde va parler « Mourrai ».

Ces ravages, il les connaît pour citer les enfants des étonnantes poétiques où ces derniers, sortis d'une espèce de charabia, lui assènent de cocasses questions. Du moins, Guillevic peut-il espérer qu'à la lecture de Mammifères, adorables « fabulettes » peuplées de chats et de vaches, les enfants de la télé retrouveront le droit chemin de Littré. Ne dit-il pas, dans son Art poétique :

« Je ne parle pas pour moi / Je ne parle pas en mon nom / Ce n'est pas de moi qu'il s'agit. / Je ne suis rien. / Qu'un peu de vie, beaucoup d'orgueil... »

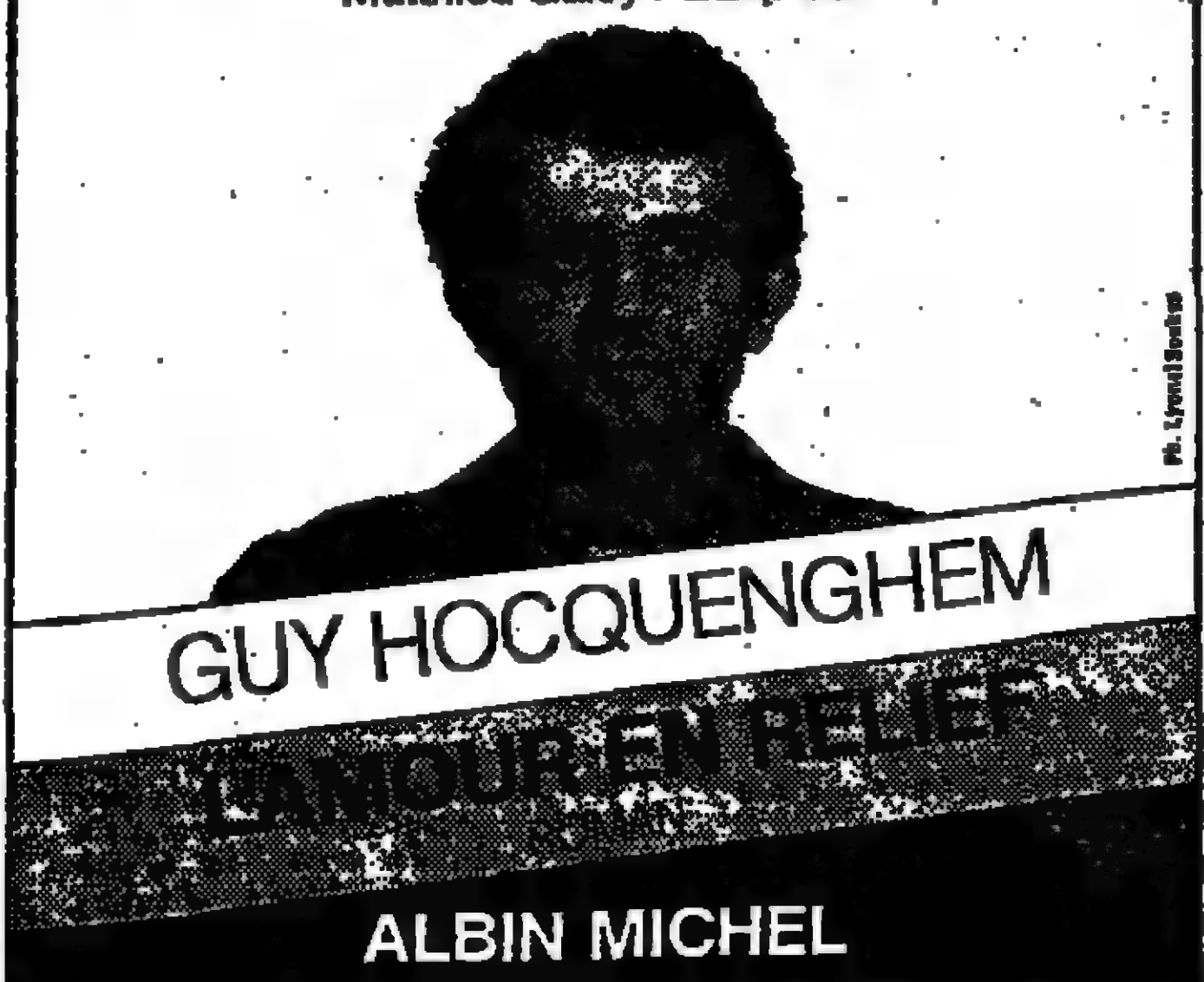
ANDRÉ LAUDE.

★ TROUVES, Guillevic, 186 p., 25 F. GAGNAT, édition dédicatoire, Guillevic, 186 p., 25 F. MAMMIFÈRES, Arfayes, 32 p., 2 F. rue du Débarcadere, 75017 Paris. FABLETTES, Folio-Benjamin, 64 p., 5 F.

À consulter : VIVRE EN POÉSIE, Entretien de 200 pages de Guillevic, avec Lucien Albert et Alain Virendeau (184, Stock).

«Un roman baroque, bizarre, attachant, qui tient du feuilleton comme de la parabole. Ce livre exerce une réelle fascination».

Matthieu Galey / L'Express



GUY HOCQUENGHEM

ALBIN MICHEL

la feuilleton

Correspondance de Chateaubriand (1815-1820)

Alors ? Avec Mme Récamier
il s'est passé quoi, au juste ?

ALORS ? Entre Mme Récamier et Chateaubriand, il s'est passé quoi, au juste ? Ils se sont bien rencontrés en secret ? C'était à Versailles, finalement, ou à Chantilly ? Ils sont devenus amis, ou non ?

Ces questions, on s'en veut, d'abord, de les trouver brûlantes. Tant de tourments et de curiosités devaient, n'est-ce pas, nous assaillir ! Et puis vient un doute libérateur. Si les soucis que programme et démodé aussitôt la désinformation audiovisuelle ne méritent pas notre attention, de plus en plus distraite ? Si les auteurs dont on nous rebat les oreilles parce qu'ils pignent sur médias ne valent pas tripette ? La littérature permet de ces audaces : si l'actualité des livres, c'était, en février 1982, le Vicomte et ses dames ?

L' tome III de la Correspondance qui vient de sortir couvrant les années 1815-1820 et la rencontre présumée avec Mme Récamier datant de 1819, on court en fin de volume. Y aurait-il du nouveau ? Peu de chose, mais tout de même ! Pierre Riberette, qui a établi et annoté l'édition, fait le point.

Rappelons-nous. Une première entrevue anodine a eu lieu lors d'une réception chez Mme Récamier, en 1801. Elle

par Bertrand Poirot-Delpech

a été suivie d'une autre, peu après, dans le boudoir de Mme de Staël. Chateaubriand vit en Juliette une divinité « inaccessible ». « Le rideau se baissa subitement entre elle et moi », écrit-il dans les Mémoires d'outre-tombe. Selon les mêmes sources, le destin ne les réunit que seize ans plus tard, le 28 mai 1817, à dîner chez Mme de Staël. Celle-ci, mourante, ne vient même pas à table. Bien qu'assis côte à côte, Juliette et René ne se parlent qu'à la fin du repas. De leur échange de regards, Chateaubriand dit avoir gardé en mémoire un sentiment « dont le charme s'accroît » à mesure que se retire sa vie.

Il semble bien qu'une fois de plus il brode — pour parler gentiment. Selon Mme de Montcalm, sœur du président du conseil, Juliette avait entrepris la conquête de Chateaubriand plusieurs mois avant le dîner chez Mme de Staël mourante. Approchant de la quarantaine, âge alors canonique, elle aurait voulu s'assurer une dernière fois de ses charmes auprès du vicomte, au plus haut de sa gloire, et supplanter comme égérie la duchesse de Duras. D'après Maurice Levaillant, que cette histoire a beaucoup occupé, Juliette se serait prise au jeu.

LES rapports des policiers attachés à la surveillance de Chateaubriand et les plaintes de Mathieu de Montmorency, amoureux éconduit de Mme Récamier, laissent supposer qu'une correspondance abondante s'établissait entre eux. Hélas ! l'un et l'autre démentent les lettres reçues. On ne connaît guère, à ce jour, que le mot de Juliette, en date du 20 mars 1819, à 3 heures de l'après-midi : « Je ne dépense plus de moi ni de vous ni de personne de m'empêcher de vous aimer ; mon amour, ma vie, mon cœur, tout est à vous... »

Que faut-il de plus, dira-t-on ! Avec ce seul morceau du puzzle, Levaillant a reconstitué toute une romance d'autant plus problématique que, comme on sait, les médecins ont émis des doutes sur la normalité anatomique de Juliette. Y a-t-il eu une « nuit d'amour » ? Eut-elle lieu en octobre 1819, à Chantilly ? Les allusions de Chateaubriand, dans une lettre de 1822, ne prouvent pas grand-chose.

Pierre Riberette verse au dossier quatre lettres autographes de Juliette. Deux d'entre elles, qui datent de 1820, figureront seulement dans le tome à venir couvrant cette période. Une autre, de 1818, témoigne de sentiments plus distants que ne l'a imaginé Levaillant. La quatrième, retrouvée dans les archives du Loiret et postérieure de quelques semaines au billet enflammé du 20 mars 1819, est d'une amoureuse : « Je sens plus que jamais que je ne puis vivre sans être aimée de vous et que s'il faut y renoncer je renonce à tout, je quitte tout. Mais vous m'aimez, vous me le dites, vous ne me trompez pas, pourquoi donc nous séparer ?... »

Pau après, fin octobre 1819, Chateaubriand lui donnait rendez-vous à Versailles, et non à Chantilly. Que fut ce tête-à-tête sur lequel on n'a rien su et dont on ne saura jamais rien ? La parole est aux Sherlock Holmes de la petite histoire et... à l'imagination de chacun.

LES relations du vicomte avec son épouse font moins rêver, sinon sur certaines permanences de la conjugalité. Ainsi ce chantage éculé : « Laisse-moi un peu d'indépendance si tu souhaites mon bonheur » ; ou cette injonction : « Fais faire mon habit de pair de France ; tâche que les fleurs de lys ne soient pas trop mesquines... »

Souci révélateur, pour quelqu'un qui jure par ailleurs ne nourrir aucune ambition politique. A la duchesse de Duras, il assure en juin 1818 que Velleda des Martyrs ou Blanca du Dernier Abencérage « occupaient autrement que M. de Talleyrand » ; on veut bien le croire. Mais il n'a de cesse que celle qu'il nomme sa « chère sœur » l'aide à rentrer en grâce auprès de Louis XVIII, et en possession de son titre de ministre d'Etat.

Chateaubriand n'est pas le premier écrivain, ni le dernier, qui cherche dans les allées du pouvoir moins un dérivatif à la création, sa passion primordiale, qu'un remède contre la crainte que celle-ci ne suffise pas à lui assurer l'éternité.

★ CORRESPONDANCE GÉNÉRALE DE CHATEAUBRIAND, tome III (1815-1820), Guillevic, 565 pages, 156 F.

La belle Juliette à travers ses lettres

Un ouvrage consacré à Mme Récamier est mis en souscription, par Pierre-Emile Buron, sous le titre Le Cœur et l'Esprit de Mme Récamier, d'après sa correspondance et ses correspondants. L'auteur a réuni une centaine de lettres de la belle Juliette, pour la plupart inédites, ou publiées jusqu'alors d'une manière fragmentaire et souvent défectueuse. A quoi s'ajoute un

choix de textes des nombreux correspondants de la dame de l'abbaye-aux-Bois, une iconographie soignée et nombreuse et les commentaires de P.-E. Buron, dont le principal mérite est le sérieux. L'ouvrage est publié en accord avec le président de la société Chateaubriand, aux éditions ANIMACO, de Combourg (358 pages, 150 F. P.-E. Buron, 7, rue du Pélout, 35400 Saint-Malo).

Jellyroll 50

L'Algarabie

roman

Fayard

Prix du Palais littéraire
PRESSES DE LA CITE

poésie

Le cortège luxueux des émotions

«IMITATION du divin qui a fait toutes choses avec peu, et, pour ainsi dire, avec rien : voilà un des caractères essentiels de la poésie», notait Joseph Joubert dans ses Pensées. Deux œuvres récentes, le *Moins du monde* de Roger Munier et *Jour après nuit* de Jean Pénard, illustrent ce propos. Dans une époque dominée par l'abondance et par l'indécision des vaines bavardages, Roger Munier et Jean Pénard montrent une séduisante sobriété. Ils pratiquent avec bonheur l'art de l'allusion, car, d'un modeste aphorisme ou d'un poème austère, ils font surgir le cortège luxueux des émotions.

«Aphorisme : pourquoi développer, et même comment ? On ne prolonge pas l'éclair», affirme Roger Munier. Cet écrivain s'est fait connaître de quelques-uns par ses précédents ouvrages — *Instant* (1), *Le Continu*, l'éclair (2), le *Parcours oblique* (3) — mais aussi par ses travaux d'éditeur et de traducteur. Il nous a permis, notamment, de découvrir dans la collection « Documents spirituels » les maximes d'Antonio Porchia (3), si profondes sous leur apparente simplicité.

Comme Antonio Porchia, Roger Munier sait dire, en se dépouillant, le mystère de vivre, et celui de mourir : « L'homme, écrit-il, veut savoir d'où il vient. Mais l'homme n'a jamais commencé ».

(1) Gallimard.
(2) Éditions de La Différence.
(3) Voir, d'Antonio Porchia, Payard, « Documents spirituels ». Voir « Le Monde des livres » du 16 mars 1979.

Il est venu, monté du fond hagar. Il est le fond hagar enfin venu. Et, pensant aux morts, l'auteur se demande s'ils « éprouvent le visible, comme nous, vivants, l'invisible ». Roger Munier nous parle à voix basse de notre destinée, comme on parle, au déclin du jour, dans la crainte d'éloigner les fantômes qui nous tendent la main. « Ma vie, dit-il, est comme un songe — qui épouse ma vie ».

Jean Pénard est un inconnu. Mais sa première phrase, déjà, nous attache, et nous incite à la révélation : « Loin dans l'est, la mélancolie me raconte : c'est par là que tu es venu ». Lui aussi médite sur notre voyage : « Nous cheminons, ombres dans l'ombre, par des sentiers, que notre affol et notre espoir sont les seuls à connaître ». Jean Pénard dépense la mort sous les traits d'un « écolier en velours noir ». « Un de ces rêves au moins, écrit-il, contient le mot que nous aurons, dont nous sommes des maintenant les invités, à la fois désignés, interdits ». Une voix très juste se réveille dans ce livre : elle s'affirme tout par son trémoulement que par sa retenue. On ressent tout particulièrement la manière dont l'auteur évoque ceux qui l'ont abandonné : « La nuit, les morts que nous aimons défilent le visage de leur résurrection dans nos cœurs ».

FRANÇOIS BOTT.

* LE MOINS DU MONDE, de Roger Munier, Gallimard, 124 p., 51,30 F.
* JOUR APRÈS NUIT, de Jean Pénard, Éditions de La Différence, 124 p., 51,30 F.

Les fêtes noires de Jean Joubert

Cinquante todes pour un espace blanc : tel on s'achemine vers une fête noire, tout laisse pressentir la douleur, le sacrifice. Comme le peintre, Jean Joubert a voulu garder en suspens le geste menaçant, figer le dernier instant. Pourtant, « vivre est au cœur caché de la saison », dans l'abri où décoloré la souffrance, l'absence de violence implacable. Plus d'après l'aveugle dans les Récits-poèmes qui évoquent un lieu plus palpable. C'est la montagne du Sud, pays pierreux de vignes, de ronces et de chardons. Là, tout vibre dans la lumière, mais cette clarté vertigineuse adoucit l'énigme et le tourment : « Il y a toujours une ombre, toujours l'autre côté sanglant de la lumière ».

Entre l'une et l'autre rive, entre le versant noir et la transparence irrépressible, c'est en lui-même que le poète trouve la « force faite » pour tendre ses mots contre « l'effroi ». Des mots qui brûlent comme des tisons sous la cendre, éclats de langue et « parfois rien : le sable, le silence, l'éclat du vent ».

M. P.

CHARDON
On garde dans les chambres un peu de ce soleil roué, mémoire pour l'hiver d'un plus immense feu qui orisse et craque encore parfois dans une bouche imprudente risquant alors un fin filon de sang.

(Extrait de Récits-poèmes.)
* CINQUANTE TODES POUR UN ESPACE BLANC, de Jean Joubert, suivi de Récits-poèmes, Grasset, 126 pages, 42 F.

Les poèmes moraux de Charles Juliet

Connu surtout pour son *Journal* I et son *Journal* II, où il apparaît comme un philosophe déshabillé mais sérieux, dans un langage mélodieux qui n'est pas sans rappeler Alain, Charles Juliet est également poète. Les deux activités ne sont pas contradictoires, à en juger par les deux recueils qu'il publie ces jours-ci. *Approche* et *Trop* ardente groupent en effet de courts poèmes qui pourraient passer, eux aussi, pour des réflexions, des aphorismes, des raccourcis. Ce que le philosophe dit dans une prose limpide, il le note en des poèmes à peine plus chantants.

D'un côté une démonstration, et de l'autre une sorte d'explosion sur le même thème.

ces deux
tu ne les connais
qui trop
qui cent fois le jour
se défient et s'affrontent
chacun cherchant
à dominer l'autre
et lui imposer sa loi
où trouvent-ils encore
l'énergie de se battre

si tu ne peux
l'écarter
à toi-même
un peu d'estime
c'est la vie
qui s'épanouit
ailleurs
là où tu n'es pas.

ALAIN BOSQUET.

* APPROCHE, de Charles Juliet, 76 pages, P.O. Morvan, 45 F.
* TROP ARDENTE, de même auteur, chez le même éditeur, 46 pages, 30 F.

Un entretien avec Robert Sabatier

(Suite de la page 13.)

— Pensez-vous que, dans l'histoire de la poésie française, des perspectives d'ensemble puissent être dégagées ?

— Il y a des constantes : on pourrait tracer des verticales et des obliques au long desquelles on trouverait des poètes qui se répondent ; je ne sais pas, on pourrait trouver Charles d'Orléans, La Fontaine et Jean Cocteau sur une ligne ; sur une autre, on trouverait Socrate, Malherbe, Mallarmé. Il n'est arrivé d'en parler en cours de texte sans en faire un épisode, et parfois, de manière familière, évidemment. Il y a un côté solennel et même peut-être un peu prétentieux dans ce titre : *Histoire de la poésie française*, mais cette histoire, la raconte, je suis un peu à la veille quand j'écris ce livre.

— Vous rapprochez Valéry et les surréalistes, affirmant qu'ils ont en commun la même recherche de l'absolu : vous

tentes de reconnaître Cocteau et les surréalistes.

Quand les poètes vieillissent, on s'aperçoit que les querelles de jeunesse étaient un peu vaines. J'en prends conscience chaque fois que je vois une anthologie du baroque, où je trouve réunies les œuvres irascibles qu'étaient, par exemple, Malherbe, Mathurin Régnier ou Agrippa d'Aubigné, et quelques autres. C'est qu'ils avaient en commun quelque chose qui les dépassait et qui dépassait leurs querelles. Il est certain qu'entre Breton et Valéry il y a des rapports extrêmement précis : je me demande s'il existe une si grande différence entre le premier vers donné par les deux et l'écriture automatique. D'ailleurs, certains surréalistes belges sont plus proches de Valéry que de Breton. On pourrait dire, pour paraphraser Valéry, qu'ils se sont aimés, qu'ils se sont détestés, mais qu'ils ont vécu ensemble.

— Quant à Cocteau, qui a toujours été la bête noire des surréalistes, il montrait, à la fin

de sa vie, des qualités évidentes de poète grave.

— Cocteau fait partie de ces nombreux poètes renommés que nous dites mal connus, comme par exemple Tzara ou Fargue.

— Trop souvent on associe Tzara à Dada. Or il a évolué vers une poésie personnelle. Et ses recherches sur François Villon sont également très intéressantes. Pour Fargue, on n'a vu que le personnage, les tares, les insanités. Cela masque le fait que Valéry ou *Haute Solitude* sont, à mon avis, des œuvres immenses. Bon, il y a des inconnus, les méconnus, mais le pis de tout, je crois, ce sont les mal connus, les mal lus, ceux que tout le monde croit connaître à partir d'une anecdote ou de deux poèmes découverts dans une anthologie.

— Vous dites de Crevel qu'il est « beau comme un surréaliste ».

— Il suffit de regarder une photographie représentant le groupe surréaliste : c'est vrai que Char, Aragon, Crevel, Soupault, siègent tous de grands types superbes, magnifiques, dandys.

— Vous dites aussi que le surréalisme est le « plus grand mouvement poétique du siècle ».

— Oui, malgré les querelles, les exclusions, le côté un peu dictateur de Breton qui, aujourd'hui, peut nous choquer. Cependant, je parle des « grands transparents » pour bien signifier que des gens comme Char, Michaux ou Leiris ont appartenu à un moment on a un autre au mouvement, mais ont une personnalité qui le transcende complètement.

— Écrire sur ses contemporains, cela pose-t-il des problèmes particuliers ?

— Ce siècle est là, on le vit, et je m'attends évidemment à des reproches. Mais, comme je me sens probe, je pense que ma probité doit être reconnue. Mon livre est une invitation à la lecture, ce n'est pas une œuvre d'art en soi, c'est, disons, un calepin, un agenda, un pense-bête pour rappeler que la poésie existe. Je suis un peu le curé qui sonne les cloches de l'église pour dire que

la messe existe toujours. C'est ce qui me rend paisible. Si on me demande : « Pourquoi avez-vous fait trente pages sur un tel et vingt-huit sur tel autre ? », je répondrais : « Ce n'est pas une question de quantité, je n'ai pas pu cela avec des balances d'orologer. Ce qui importe, c'est qu'il y ait dans ces pages un sens, ce qu'un mot ou une phrase qui donne envie à un jeune homme de lire tel ou tel poète ».

— Il nous reste un volume à écrire, sur la poésie immédiatement contemporaine ?

— On me demande souvent : « Est-ce que, toi, tu y seras ? ». Mais là j'ai préparé ma tombe. Bien sûr, je ne vais pas parler de moi. J'aurais trop peur d'en dire trop de bien ou d'en dire trop de mal. Mais mon nom figurera à l'index et renverra au premier volume du vingtième siècle.

— À la page où se trouve le poème de Góngora, l'adresse à un « jeune poète inconnu », Robert Sabatier, comment l'avez-vous connu ?

— J'avais dû lui écrire pour lui demander un renseignement destiné à ma revue *La Cussette*, et, par la suite, toutes les semaines, il m'a adressé des lettres où il me racontait sa vie. J'étais très impressionné, un monsieur ami d'Apollinaire qui m'écrivait dans ma province !

— Vous avez bien connu Supervielle. N'a-t-il pas exercé une certaine influence sur votre propre poésie ?

— Nous entretenons des relations privilégiées, mais je ne veux pas trop en parler. J'ai des lettres de Supervielle qui sont tellement fraternelles que je ne les ferai jamais lire. Il y avait une sorte d'accord émotionnel entre ce que j'écrivais et ce qu'il écrivait. Je pense que des rapprochements peuvent être faits sous le signe de la fable. Mais j'ai été influencé aussi par des gens à qui mes poèmes ne ressemblent pas, comme Rilke, Pessoa et même Lao Tseu.

— Que vous apporte ce travail sur l'histoire de la poésie, cette incessante fréquentation des poètes ?

— Cela m'apporte une espèce d'exaltation. Je me demande s'il faudra attendre le vingt et unième siècle pour découvrir que la plus intense poussée de la civilisation s'est faite par le poème, à notre époque. C'est peut-être un peu fort, mais je le crois.

Propos recueillis par MONIQUE PETILLON.

* HISTOIRE DE LA POÉSIE FRANÇAISE, de Robert Sabatier. La poésie du vingtième siècle : 1. Tradition et évolution, 606 p. ; 2. Révolutions et conquêtes, 625 p. ; 3. F. chaque volume, 45 F. Michel.

NANCY MARKHAM
L'hermine et la balance

« On pense aux réussites américaines... au célèbre Airport d'Arthur Hailey. Entre le documentaire et la fiction, l'hermine et la Balance penche du côté du talent. »

GILLES LAMBERT « LE FIGARO »

« La Justice sur la sellette dans un suspense savamment maîtrisé... du souffle, de la passion, du métier. »

CHARLES BLANCHARD « LE MATIN »

Prix du Palais littéraire

PRESSES DE LA CITÉ

ENTRE CULTUREL CANADIEN
1, rue de Constantin (7^e) - 551-45-73
Miroir inviolable

DEBAT
MARDI 16 FÉVRIER, à 18 h 30

LE JOURNALISTE
FACE AU PUBLIC,
FACE À L'ÉVÉNEMENT,

EN FRANCE ET AU CANADA

organisé par les étudiants canadiens avec : Marie-Claude DELAMARTE de Montréal, Jean FERRAZ (Barthelme News), Louis-Bernard ROYAL (Le Figaro), Anne-Marie de la Rivière

Entrée libre

JEAN PAUL
Biographie conjecturale

Édition bilingue

Introduction et traduction de Roland Pierre

Un grand écrivain allemand raconté non sa vie passée, mais celle qui lui reste à vivre, « le roman historique de son moi ».

60 F

PIERRE AYÇOBERRY

Cologne

de Napoléon à Bismarck, la croissance d'une ville rhénane

En trois quarts de siècle, une ville-musée devient métropole industrielle, et voit naître le socialisme, le capitalisme intégré, le catholicisme populaire.

130 F

BÉDITION

VL. JANKÉLEVITCH
La mauvaise conscience

« Comme toujours, la lecture de Jankélévitch stimule, fait penser, fait fuir aussi de cette immense culture philosophique et musicale dont les termes simples, touchants, nerveux, convainquent. »

Nouvelles Littéraires 50 F

AUBIER

De nouveau disponible :

J.-P. COLIGNON : « La Poésie, art et finance » (chez l'auteur, 25, av. Ferdinand-Buisson, 75016 Paris, 25 F + frais d'envoi : 3 F en P.N.U., 5 F en « lettre »). (Diffusion aux libraires : Éditions ÉOLE, 171, rue Saint-Jacques, 75005 PARIS.)

Vient de paraître

P.-V. BERTHIER et J.-P. COLIGNON : « La Lexique du français moderne » (dictionnaire des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques, noms communs/noms propres). (Éditions SOLAR, 68 F.)

BAISSE
SUR LE PRIX DES LIVRES
ARMAND COLIN

Malgré les hausses importantes du coût de fabrication des livres (plus de 30 % sur le papier en un an), et pour faire bénéficier ses lecteurs de prix promotionnels, Armand Colin Éditeur a décidé d'appliquer, du 15 janvier au 31 mars, une baisse sur les prix des 45 titres suivants :

	Prix 1981	Prix du 15/1 au 31/3/82
HISTOIRE ET CIVILISATIONS		
Prost Petite histoire de la France au XIX ^e	40	36
Caumont Histoire économique de la France XIX-XX	115	105
Prost Histoire de l'enseignement en France 1800-1967	145	129
Willard Socialisme et communisme français	42	37
Leveau L'U.R.S.S. et sa politique internationale	95	85
Deleurye Le Moyen-Orient au XX ^e siècle	99	88
Grassier Hitler, la presse et la naissance d'une dictature	34	30
Mignot L'Islam et sa civilisation	230	210
Caumont Le monde chinois	230	210
Mayeur Des Partis catholiques à la Démocratie chrétienne XIX-XX	30	26
Bucal Les sociétés rurales du XIX ^e siècle	96	85
Léonard La France médiévale	117	105
Baltruède Révelés et prodiges, le gothique fantastique	280	255
Bordet Précis d'histoire romaine	96	86
Blach Bonnet et son destin	230	210
GÉOGRAPHIE		
Pichon La France T. 1 Milieux naturels, populations, politiques	133	119
T. 2 Activités, milieux ruraux et urbains	145	129
Benjamin-Garnier Géographie urbaine	118	105
Rebel Les Allemagnes E.F.A. - R.D.A.	98	85
POLITIQUE		
Goguel, Grassier La politique en France	109	97
Grassier, Menadier La vie politique en Allemagne fédérale	55	50
Chavellier Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours	86	77
ÉCONOMIE		
Favard L'économie et la société française depuis 1945	100	89
Sauvageon L'économie (2 tomes), chacun	122	108
DROIT		
Lahoussière Les finances publiques	140	125
Larguier Droit pénal des affaires	145	129
LITTÉRATURE ET EXPRESSION FRANÇAISE		
Vassoy Expression-communication	82	73
Vassoy Pratiques de l'oral	45	40
Gandouze Correspondance et rédaction administratives	132	118
Frézet Le mythe d'Antigone	44	39
Tulard Le mythe de Napoléon	34	30
Astier Le mythe d'Œdipe	37	33
Louret Le western	37	33
LINGUISTIQUE		
Kerbrat-Orecchioni L'énonciation	110	98
Ray Le lexique : images et modèles	112	99
Martinet Éléments de linguistique générale	37	33
PSYCHOLOGIE - PHILOSOPHIE		
Paget La psychologie de l'intelligence	37	33
Wallon L'évolution psychologique de l'enfant	37	33
Zazzo Les déviations mentales	143	128
Alexander Histoire de la psychiatrie	114	100
Le Thanh Khôi L'éducation comparée	91	81
SOCIOLOGIE		
Mendès Éléments de sociologie	73	65
Chabrier Manuel d'analyse de contenu	46	41
Chadot L'Angleterre, cette inconnue	68	60

histoire

Un nouvel engouement pour l'Antiquité

● Le désir secret de percer le mystère de nos origines.

L'ANTIQUITÉ revient aujourd'hui en force. Parents pauvres du Moyen Âge et de l'époque moderne durant les années 80 et 70, elle suscite maintenant un regain d'intérêt, comme en témoigne le nombre élevé de publications, savantes ou de vulgarisation, qui lui sont consacrées.

L'Antiquité sert à comprendre l'émergence des sociétés occidentales. Elle figure la naissance de ce qu'on appelle conventionnellement la civilisation : apparition de l'écriture, de la religion, de l'État, de la science, de la monnaie. S'intéresser au Moyen Âge ou à l'Ancien Régime, c'est poser des questions

limitées sur certains aspects du fonctionnement d'une civilisation déjà millénaire. C'est observer des sociétés qui constituent comme autant de leurres mentaux : le Moyen Âge se contente de peaufiner une religion, une écriture, une culture dont il n'est pas l'inventeur mais l'héritier. L'Antiquité, c'est d'abord un processus d'invention culturelle. On l'étudie avec le désir de percer le mystère de nos origines.

La tâche n'est pas facile. Car l'Antiquité est intellectuellement proche mais moralement lointaine. On comprend et on admire ses créations mathématiques, philosophiques, politiques. On reste muet devant certains de ses a priori moraux : acceptation de l'esclavage ou de l'infanticide.

Le personnage de César, bien étudié dans une biographie de qualité par Eberhard Horst, est

une très belle incarnation de cette contradiction. Nous apprécions sans effort la rationalité du personnage, son sens de l'organisation, l'idée romaine de l'État et de la vertu civique. Mais nous admettons mal que cette discipline ignore le domaine de la sexualité. Rome est impénétrable parce que son sens de l'ordre englobe les poètes et charmes, l'organisation militaire, mais non la régulation de l'activité sexuelle. L'intégration totale de la personnalité par une morale éducatrice, grande trouvaille du christianisme, est étrangère à l'Antiquité.

Archéologie de l'Atlantide

Autre difficulté, pour le chercheur en histoire ancienne : la rareté des sources et leur caractère peu extensible, malgré les découvertes épigraphiques. Seuls l'archéologue permet de faire progresser les connaissances factuelles, lorsqu'elle s'acharne, trou par trou, à déterrer les restes de Carthage, anéantie par Rome, ou de la civilisation égéenne qui a précédé l'âge classique de la Grèce. Une patiente accumulation de matériaux a permis la très belle et minutieuse synthèse de Nicolas Platon, *La Civilisation égéenne*, qui va du néolithique à Mycènes, de l'âge de pierre à la guerre de Troie. Ce monde primordial semble bien, d'après les découvertes les plus récentes, avoir été détruit, dans ses centres vitaux, par un accident volcanique et un immense raz de marée.

L'archéologie conduit ici directement au mythe de l'Atlantide. Mais elle ne permet que très imparfaitement de reconstituer la vie sociale des cités qu'elle arrache au sol. Il est très difficile de passer de l'analyse des poteries, des murs et des fresques à celle de l'organisation politique ou religieuse. L'archéologie des temps archaïques suscite souvent une grande frustration.

L'école française

La grande spécialité de ce qu'on pourrait appeler l'école française d'histoire antique, c'est l'analyse des mythes et des représentations, en Grèce particulièrement.

Lorsque le document de base est l'*Illiade* d'Homère, comme c'est le cas dans *Lions, héros et masques*, d'Annie Schnapp-Gourbeillon, on ne peut s'attendre à un renouvellement de la discipline. Cette étude fouillée des *Représentations de l'animal chez Homère* nous rappelle — mais en avions-nous vraiment besoin ? — que le lion est une image de force et la brebis, de faiblesse. Le truisme, rendu précieux par un défilé de concepts — code, sémantique, signifiant — fleurit dans cet ouvrage mais n'ajoute rien à la compréhension intuitive du texte homérique.

On reconnaît un seul mérite à cet essai : il engendre une envie presque irrésistible de relire l'*Illiade*, dont le souffle semble capable de survivre aux plus savantes tortures universitaires.

Athènes xénophobe et sexiste

Les Enfants d'Athènes, de Nicole Loraux, est un texte beaucoup plus important. Cependant, il n'échappe pas à l'accusation de précocité conceptuelle. Cette analyse des mythes de fondation — constituée de plusieurs articles — met à nu l'une des contradictions fondamentales de la culture athénienne, à la fois sexiste et xénophobe, mais qui, à du mal à combiner, dans ses légendes civiques, le rejet des métèques et celui du sexe faible. Il est difficile de maintenir l'idée de pureté ethnique sans intégrer les femmes dans le modèle de reproduction physiologique et sociale.

Les femmes ne sont pas à Athènes citoyennes, elles ne sont pas des *Athéniennes*, mais des *étrangères*. Pourtant, dans la ville, la définition de la citoyenneté est bilatérale : est athénien celui qui est né de deux parents athéniens. La ville ne reconnaît pas le concept de naturalisation. Elle veut considérer tous ses citoyens comme autochtones, issus d'une même race, née de la terre avec l'aide des dieux, du sperme d'Hé-

phaios et des encouragements d'Athéna. Nicole Loraux, dans ses études à la fois fines et complexes, fait bien ressortir l'interaction constante des métaphores divines et des conceptions courantes de la vie sociale.

Contre Rome

C'est au modèle romain que s'en prend Norbert Rouland dans un étonnant ouvrage de vulgarisation critique, *Rome, démocratie impossible*. Il y avait longtemps qu'un historien ancien n'avait soulevé une telle question, négative dans ce cas. La tentative est à la fois talentueuse et naïve.

Norbert Rouland est doué pour la notation dissacrante. Il transforme le Romain cheri du dix-neuvième siècle, styliste République, paysan-soldat et juriste, en élève de Néron violent et voleur. Il souligne que l'agriculture n'est pas née dans le Latium des laboureurs romains mais de commerce et de l'organisation étrusque. Rome devient, comme les autres villes de l'Antiquité, une cité marchande et pillarde, à la manière d'Athènes ou de Carthage. Elle rentre dans le rang.

Il est cependant injuste d'accuser Rome de n'avoir jamais été ce qu'elle n'a jamais prétendu être : une cité démocratique. L'apport romain à la pensée politique de l'humanité, ce n'est pas l'idée de gouvernement populaire, c'est celle d'homme universel, bien avant la Révolution française. Toutes les luttes politiques romaines sont ponctées par la revendication du droit de cité pour les peuples alliés ou conquis. Ce droit de cité est finalement étendu par Rome à tout l'empire. Les Romains, sans être grands philosophes, réalisent ce que les plus savants des Grecs, empêtrés dans leur érudition, n'ont même pas pu concevoir.

EMMANUEL TODD.

* CESAR, de Eberhard Horst, Fayard, 468 p., 90 F.

* LA CIVILISATION EGÉENNE, de Nicolas Platon, Albin Michel, deux volumes, 625 et 475 p., 180 F. chaque tome.

* LIONS, HÉROS, MASQUES, LES REPRÉSENTATIONS DE L'ANIMAL CHEZ HOMÈRE, d'Annie Schnapp-Gourbeillon, Maspéro, 215 p., 65 F.

* LES ENFANTS D'ATHÈNES, IDEES ATHÉNIENNES SUR LA CITOYENNETÉ ET LA DIVISION DES SEXES, de Nicole Loraux, Maspéro, 285 p., 100 F.

* ROME, DÉMOCRATIE IMPOSSIBLE, de Norbert Rouland, Actes-Sud, 335 p. (Diffusion Presses universitaires de France), 120 F.

Marxisme et Méditerranée

MOSES I. FINLEY, professeur à l'université de Cambridge, est un très grand érudit. Il n'est peut-être pas un grand théoricien. Mythe, mémoire, histoire se mêlent comme un roussi d'articles assez décousus parlant du passé et du présent, d'Hérodote et de E.M. Forster, de Mommsen et de T.S. Eliot, une très jolie promenade culturelle dans un jardin planté à l'anglaise plutôt qu'à la française. Le moins inépuisable de ces textes est celui consacré à la « cité » antique. Il va de Fustel de Coulanges à Marx en passant par Weber.

Moses Finley est parfaitement libre de rejeter Fustel sous prétexte que celui-ci fait dériver le droit de propriété des conceptions religieuses, et non l'inverse, comme l'exige le marxisme le plus ordinaire. Mais on ne nous fera pas croire qu'une conception étroitement économiciste de la vie sociale permette de comprendre la cité-État du monde antique, qui n'est pas, fondamentalement, un mode de production. La cité — grecque, romaine ou carthaginoise — est un phénomène typiquement méditerranéen de sociabilité. On y prend beaucoup de plaisir à se réunir, à délibérer, à échanger des opinions, à se contredire et à choisir des représentants. En Provence, la place du village a remplacé le forum ou l'agora. L'antiquité, c'est peut-être un système économique. Mais c'est aussi un lieu, une aire anthropologique bien définie : la Méditerranée.

E. T.

* MYTHE, MÉMOIRE, HISTOIRE, de Moses I. Finley, Flammarion, 285 p., 90 F.

La fête des temps hellénistiques

L'HISTOIRE du monde grec antique ne s'arrête pas à la bataille de Chéronée, en 338 avant Jésus-Christ, lorsque les sécedrons de la cavalerie macédonienne, commandés par le jeune Alexandre, écrasent les vénérables hoplites des cités grecques. Entre le siècle de Périclès et le siècle d'Auguste se situe une foisonnante période de trois siècles, au cours de laquelle la civilisation grecque s'épanouit d'un bout à l'autre du monde antique, de Marseille à Samarcande (Mésopotamie). Hormis le récit épique des conquêtes d'Alexandre, les manuels scolaires réduisent généralement cette période à la portion congrue. Après les livres de P. Lévêque et de G. Préaux, François Chamoux nous donne, dans la collection « Les grandes civilisations », une synthèse qui réhabilite magnifiquement le monde hellénistique, cette civilisation de l'hellénisme baroque au sein de laquelle l'Empire romain puisa à pleines mains pour en tirer ses propres modèles politiques et culturels.

La genèse des temps hellénistiques (du moins dans ses grandes lignes) est bien connue. Entre 336 et 323, Alexandre le Grand se taille un fabuleux royaume aux dépens de l'Empire perse, subjugué et vaincu après trois batailles, au terme d'une véritable guerre-éclair. L'élève d'Aristote, ce lecteur fou d'Homère, qui se disait le descendant d'Hercule et d'Achille, ne se repose pas longtemps sur le trône de Darius. A la tête de quelques milliers de soldats macédoniens et grecs, il poursuit une singulière aventure à travers l'Orient, qui le conduit jusqu'à la haute vallée de l'Indus, où il conquiert le Pendjab.

A sa mort, ses lieutenants, les fameux diadoques, figures de condottieri, s'emparent à qui mieux mieux pour obtenir le meilleur morceau du gâteau alexandrin. Cet immense empire se retrouve ainsi divisé en trois gros royaumes (Macédoine, Syrie et Mésopotamie, Egypte), plus une multitude de petites principautés, sans oublier les conceptions des cités grecques d'Occident et d'Asie, qui brillent toujours avec autant d'éclat

au firmament de l'hellénisme. Au total, une mosaïque d'États, un édifice politique moins fragile qu'on ne pourrait le croire, qui sera lentement et parfois difficilement phagocyté par Rome à partir du milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ.

François Chamoux insiste d'abord sur la continuité entre l'âge classique et l'âge hellénistique. Malgré les misères de la guerre, la vie continue comme avant dans les cités de la Grèce profonde. Comment parler de décadence lorsque les bâtisseurs sont à l'œuvre, à Athènes aussi bien qu'à Rhodes, à Délos ou à Milet ? L'époque hellénistique est bien celle d'un fantasme déclinant, mais architecturalement et monumentalement.

Comment parler de décadence alors que les équipes de peintres, de sculpteurs et de mosaïstes, bravant les canons rigides de l'art classique, donnent des œuvres étonnantes, où se mêlent le beau et le grotesque, le sublime et le pittoresque ? Tout bouge, tout se diffuse. Jamais les arts de ce temps-là n'ont eu autant la bougeotte. Philosophes, artistes, comédiens et musiciens ambulants, on les retrouve d'un bout à l'autre du monde antique, véritables commis voyageurs de l'hellénisme. Dans le sillage d'Alexandre, au hasard des conquêtes, des communautés se sont créées de toutes pièces, plantant dans une vallée de l'Afghanistan, dans une oasis du Nil ou sur un rivage de la Cyrénaïque le décor presque surréaliste d'une petite cité grecque, avec ses temples, son portique, son gymnase...

Seule « ombre » au tableau, superbement broché par F. Chamoux, les autres, les non-Grecs, les « barbares », colonisés et pressurés, qui ne participent presque jamais à la fête et demeurent à la porte de la cité, juste bons à payer le tribut et à fournir des esclaves.

ANDRÉ ZYSBERG.

* LA CIVILISATION HELLENISTIQUE, de François Chamoux, collection « Les grandes civilisations », Arthaud, 620 p.

Geneviève Gennari

DIEU ET SON OMBRE

Une recherche spirituelle, profonde, sincère, utile

"LE FIGARO"

PERRIN

CHAILLOT

POESIE RENDEZ-VOUS AVEC

TAHAR BEN JELLOUN

lundi 15 février à 20h30

Tél. 505.14.50 p. 205

ENTRÉE LIBRE

DEMAIN A "APOSTROPHES"

dominique rolin

LE GATEAU DES MORTS

"Un livre fou et somptueux..."

Josiane Duranton/LE MONDE

Sur un sujet tabou, Dominique Rolin nous donne ici son roman le plus puissant, celui d'un triomphe terrible, mais plein d'une douceur inexplicable, sur la fatalité de l'anéantissement.

roman/denoël

vient de paraître

Jean-Pierre Cabanes

PROCÈS POUR UNE AMANTE DÉFUNTE

Avec une préface de Paul Lefèvre.

Par l'auteur de l'Audience Solennelle Grand Prix de Littérature Policière 1982.

En vente chez votre Libraire

ÉDITIONS DE TRÉVISE

Russie, Europe, exil...

Alain Bosquet

"L'enfant que tu étais"

roman

Après "Une mère russe"

GRASSET

Michel DEGUY

La machine matrimoniale ou Marivaux

essai

Une mine de réflexions sur Marivaux, le théâtre, le langage, la société et l'amour.

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD nrf

CINÉMA

Un film d'Ivan Passer

(Suite de la première page)

Celui-ci est resté un cinéaste de contestation. Il a gardé, aux États-Unis, son ironie triste, son réalisme dérangeant, son « style tchèque ». Dès son premier film américain (sur la drogue), *Mé pour vaincre*, les critiques lui sont tombées dessus, et le public a boudé. *La Loi et la pagaille* (1974), comédie humoristique et férocement sur les milices d'auto-défense des braves gens de Manhattan, a été très mal accueillie (de quoi se méfier, cet étranger ?), et son exportation longtemps retardée. Après cela, Ivan Passer a volontairement bousillé, par une mise en scène démythifiante, délicate et surréaliste, l'adaptation d'un roman de James Hadley Chase, *Le Désir et la corruption*. Nous n'avons pas vu *Silver Bears*, tourné en 1977. Mais *Cutter's Way*, présenté au dernier Festival de Deauville, marque une nouvelle et saisissante étape dans l'affrontement d'Ivan Passer au mode de vie américain, et à la bonne conscience du cinéma américain d'aujourd'hui, dont *Ragtime* est un bel exemple, avec ses attitudes retro et spectaculaires.

Passer est resté un homme de l'œil ; il a gardé les yeux ouverts. On ne trouve pas trace, dans *Cutter's Way*, de cet intimisme qu'il avait transporté de son pays natal à son pays de refuge. C'est un film brillant, régal, frénétique, inspiré par le refus

de la soumission à l'argent, au pouvoir, au confort. Le porte-parole d'Ivan Passer est, ici, Alexander Cutter, ancien combattant de la guerre du Vietnam, où il a perdu un œil, un bras et une jambe. Cutter se soule, tient des discours véhéments en public, étale ses infirmités comme un mendiant de la Cour des Miracles, mais pas pour demander la charité, pour faire honte à la société, à l'ordre établi, pour se venger. Dans cette vengeance, il se entraîne et défouille, malgré lui, sa femme, Mo, qu'il aime. Elle est devenue alcoolique pour le « rejoindre ». Couple étonnant formé par John Heard, invalide exterminateur emplissant l'écran de son corps alambiqué, de ses réactions farouches, et Lisa Eichhorn, marquée par le romantisme du désespoir, cherchant la force de vivre encore, pour Cutter, dans l'alcool et les pilules.

Le film s'appuie sur une intrigue de roman policier noir. Richard Bone (Jeff Bridges), gigolo ami de Cutter et Mo, est soupçonné de l'assassinat d'une jeune fille. En fait, il a vu le véritable assassin jeter le corps dans une poubelle et s'enfuir en voiture. Au cours d'une parade, il croit le reconnaître en J.-J. Cord (Stephen Elliott), riche et tout-puissant notable de la ville. Cutter s'empare aussitôt de cet indice pour le transformer en certitude. La vieille recette du « film

noir » est totalement dynamisée. Cutter n'est pas un héros justicier ; peu importe, pour lui, que J.-J. Cord ait tué ou non la jeune fille. Il s'attaque à un symbole sur lequel il fixe toute sa haine du système social. Infirme, ivrogne, exhibitionniste, Cutter impose à ses concitoyens la mauvaise conscience de la guerre du Vietnam et de la corruption politique. Pour faire choir Cord du haut de sa puissance, tous les moyens lui sont bons : le chantage, le désordre, le sabotage.

La mise en scène rugueuse, toute en arêtes vives, écorche la sensibilité, fait avancer le récit sur une tension presque insoutenable, prend des aspects hallucinés dans les scènes finales lorsque Cutter, entraînant Bone, va forcer son gibier, pour l'abattre, dans une somptueuse villa. Ivan Passer ménage pourtant des plages de tendresse : les scènes où perdit Mo, dont la fin tragique est ressentie avec une émotion intense. *Cutter's Way* a tout ce qu'il faut pour déplaire à l'Amérique de Reagan. Le cinéaste ne fait pas de cadeaux. Il y a, chez lui, un besoin passionnel, physique, de filmer avec une violence, une outrance splendides. Or il semble que, cette fois, les critiques américaines le soutiennent. Est-ce le signe d'une « reconnaissance » ? De toute façon, *Cutter's Way* est le film le plus original, le plus audacieux, le plus anticonformiste qui nous arrive, cette saison, des États-Unis.

JACQUES SCHLIER.

« ERREUR. — Des collègues se sont glissés dans le récent compte rendu de Jacques Schlier consacré au renouvellement du conseil d'administration de la Cinémathèque : il fallait lire M.M. Jean Rouch et non Jean Auresché, Claude Jaeger et Bernard Eschsché.

M. COSTA-GAVRAS
NOUVEAU PRÉSIDENT
DE LA CINÉMATHEQUE
FRANÇAISE

Le réalisateur Constantin Costa-Gavras a été élu président de la Cinémathèque française, le mercredi 10 février, au cours de la réunion du nouveau conseil d'administration (le Monde du 10 février). Il succède à M. Michel Guy, qui avait donné sa démission le 8 décembre 1981. Le conseil d'administration a désigné son bureau : M^{me} Yvonne Dormes et M.M. Jean Rouch, Anatole Douman et Jean-Charles Tacchella ont été élus vice-présidents ; M^{me} Lucie Licht et M. Jean-Michel Arnold secrétaires généraux adjoints. Les postes de trésorier général et de trésorier adjoint sont revenus respectivement à M.M. André Laporte et Patrick Brion. D'autre part, et toujours au sein du bureau, M. Michel Fano a été chargé de l'information, et M. Jack Gajos de la décentralisation des activités de la Cinémathèque.

[Né le 13 février 1933 à Loutrakis (Grèce), M. Costa-Gavras a fait ses études à Paris où il a suivi, après une licence de lettres, les cours de l'IDHEC (Institut des hautes études cinématographiques). Il fut le premier assistant de René Clair pour *Tout l'or du monde*, puis d'Henri Verneuil, lors du tournage d'*Un singe en hiver*. Son premier long métrage, *Compromission tueur*, date de 1965, mais c'est en 1969, avec *Z*, qu'il se fit connaître à l'étranger (le film reçut l'Académie de meilleur film étranger). Il réalisa ensuite *L'Avant* (1970), *Section spéciale* (1975), puis *Clair de femme* (1978). Il vient d'achever le tournage aux États-Unis de *Missing*, avec Sissy Spacek et Jack Lemmon.]

PHOTO

LES ENFANTS SAVANTS

Un photographe célèbre raconte qu'un jour, aux États-Unis, on lui a demandé dans une école où l'on avait donné aux élèves, à la place de crayons de couleurs, de papier et de porte-plume, des appareils de photo. Et cela avait surpris au plus haut point le photographe, lui qui, pourtant, photographie si bien et si volontiers des enfants, et cela lui avait fait hait, pour quelques instants, l'outil de son travail : l'appareil photo était devenu comme un petit bloc d'aveuglement interposé entre la vue des enfants et le monde, une mécanique embellie qui aspirait chaque apparence avant même que l'enfant ait pu en avoir la sensation.

Cette anecdote, en exergue, pour parler un peu de l'exposition qui se tient actuellement à Beaubourg, dans l'Auditorium des enfants, traitée attentivement, il n'est ouvert qu'à des heures enfantines, l'après-midi seulement, jusqu'à 18 heures ! L'enfant photographe. Des animateurs ont pris sur des heures de cours d'élèves de C.M. 1 et de C.M. 2, c'est-à-dire d'enfants d'une dizaine d'années, avec la complicité des instituteurs, pour leur proposer comme outil d'apprentissage, de découverte, de bricolage et d'échanges amicaux, un appareil photo de type Polaroid, développement instantané. L'exposition est le résultat, très reconstruit, de cette tentative qui s'est prolongée pendant un an.

D'abord, on nous présente des images toutes simples, toutes bêtes, mais qui ont fait très plaisir à ceux qui ont été prisés. À ceux qui ont posé : le portrait du petit copain, un bon départ. Les légendes sont enthousiastes et comme on a de surcroît demandé aux enfants de commenter leurs photos, ils disent des choses très élémentaires, très saines : là, le photo est bien prise, les visages sortent bien, il y a de l'air, des yeux, des dents, personne n'est coupé en deux, on n'a pas loupé son coup. Puis ce se corse. Dans la continuité du temps offert, et parce qu'on ne pouvait pas s'ennuyer à faire toujours la même chose, et parce qu'il fallait aussi bien se trouver un adulte sympathique pour souffler des idées astucieuses, est apparue la nécessité de la séquence, d'un sujet. Vient l'ingénieur, vingt chiens, vingt néons de café dont on a poursuivi la trace lumineuse avec des bouts de scotch. Et des choses vraiment belles, qu'on a fait agrandir, puis elles étaient belles : un cochon d'Inde endormi sur une couverture péruvienne, un petit enfant

qui se bat avec des ombres toujours fuyantes, un autre qui fait de l'équilibre sur une poutrelle, devant un mur rouge sang, et dont le cadre dégringole en même temps que le bonhomme. Un enfant qui avait raté la photo d'un pigeon l'a habilement transformé en photo de dragon.

Chaque panneau est numéroté, et ce qu'on voit nous faire sentir, c'est l'émergence d'une conscience, d'une culture photographique. L'image devient de plus en plus complexe, se dédouble, se prolonge par la dessin, par l'écriture, dédouble de son sens premier, de son évidence, par des légendes loufoques (le petit garçon qui a battu le record du monde qui consiste à rester tout nu dans un réfrigérateur branché, ou par des déclarations, car sur la simple photo d'une tache de soleil sur le pavé, on peut en révéler des situations. Les enfants sont très forts pour imaginer la vie d'une pierre, ou d'un caniveau. Dans un panneau, ils ont même remplacé les photos, dans leurs dimensions, par des boîtes de plastique qui contiennent, pour de bon, les objets qu'ils auraient voulu enregistrer la photo, un peu de terre, un mégot ou une croûte de bique, ça c'est pour l'histoire du caniveau, pourquoi ne pas prendre les vraies pièces à conviction d'une narration ?

Enfin toutes ces inventions se glissent une gêne : l'impression que la conscience a été forcée, comme sous l'effet d'un apprentissage asséché, l'aurait pas laissé aux choses le temps de se chercher, de tâtonner, et de trouver leurs propres nécessités, sincères. Des adultes sont passés par là, avec trop d'insistance. Ce n'est pas qu'on attende de la part des enfants des leçons de fraîcheur, ou des linéaires de ce genre, mais ils ont été amenés, et sans le savoir sans doute, à être les reproducteurs, les imitateurs de gens comme Duane Michals, Christian Boltanski ou Lucas Samaras, qui sont eux les « enfants-chefs », les bricoleurs de la photographie. C'est un joli pied de nez, car les enfants font aussi bien, et parfois, avec grâce, beaucoup mieux. Malgré cette petite gêne « culturelle » — les enfants sont un peu les diables de la farce, — il faut bien reconnaître qu'on a affaire à l'exposition de photographies la plus captivante, la plus stimulante du moment.

HERVÉ GUBERT.

* Centre Georges-Pompidou, Atelier des enfants (rez-de-chaussée), jusqu'au 20 mars.

« Le Centre Georges-Pompidou et la Cinémathèque française présentent, jusqu'au 19 février une rétrospective des films de Werner Schroeter, organisée par Gérard Courant, qui, à cette occasion, publie un recueil d'interviews autour du cinéaste. Renseignements : Georges-Pompidou, 17, avenue d'Iéna, tél. : 723-61-21.

« Mini carnaval de Rio... à la Défense. — Du 15 au 20 février, le centre commercial des Quatre Temps, à la station du R.E.R. La Défense, à Neuilly, va vivre à l'heure brésilienne. Chaque jour, les parades se succèdent entre 12 h et 14 h et de 16 h à 19 h, animées par le groupe orchestral Farina, composé uniquement de Brésiliens : sept musiciens, deux danseuses et une chanteuse. Tous les soirs, à 22 h, Mialist Express ouvre ses portes aux amateurs de Samba. Deux en direct, notamment brésiliens, les danseurs termineront la soirée. Eriq Notman, Toninho Ramos et le groupe Farina participent également à ces fêtes saccadées.

MUSIQUE

A LA BIENNALE DE NANTERRE
L'Opera buffa del Giovedì Santo

Après la reprise, dans une nouvelle présentation, de la Mu-raille créée cet été à Avignon (le Monde daté 2-3 août 1981), la troisième biennale « Voci, théâtres et musiques d'aujourd'hui » organisée par la Maison de la culture de Nanterre en collaboration avec Radio-France, présente jusqu'au 14 février l'Opera buffa del Giovedì Santo. Le texte, le musique et la mise en scène de ce spectacle portant la signature de Roberto de Simone que l'on connaît surtout en France à travers le Nuovo Compagnia di canto popolare qu'il a fondée en 1967 et dont il a été l'animateur pendant dix ans.

Créé en 1980 avec l'Ensemble Cronaco au Théâtre Métastase de Prato, cet opéra bouffe à la manière napolitaine laisse, en dépit de son titre, la part la plus belle au théâtre car les inter-mèdes musicaux, même lorsqu'ils sont développés, se réduisent à d'agréables pastiches qui ne sauraient soutenir véritablement l'attention. On pense à Paisiello, à Pergolèse, à Rossini, à Stravinski de Pulcinella ou au Berio des Folk songs mais on chercherait en vain un style personnel. Peut-être simplement ne faut-il pas chercher mais se laisser prendre sans arrière-pensée à l'efficacité de ce faux Singspiel italien, de ce finale d'opéra révolutionnaire imaginaire, de cette Tarantella pour touristes plus fausse que nature.

Les fréquentes juxtapositions des techniques vocales issues tantôt de la tradition populaire, tantôt de la tradition savante, leur imbrication parfois, ne sauraient laisser indifférent d'autant que les chanteurs possèdent aussi bien l'une que l'autre. Décréter l'un plus « vrai », donc éloquent, et l'autre plus « pittoresque » dans ridicule, serait un peu expéditif et, n'en déplaise à une opinion qui tend à se répandre, le dernier chanteur des rues, fût-il napolitain, n'est pas réellement supérieur à un artiste lyrique convenablement doté, il chante seulement un peu plus faux. Il y a donc quelque danger à mettre en présence deux uni-

vers aussi dissemblables, mais après quelques éclats de rire suscités par l'ajout adroit de Pino de Vittorio (haute-contre), on peut croire que les spectateurs aux idées trop arrêtées se sont rendus compte par la suite qu'ils s'étaient moqués de ce qu'ils auraient dû plus légitimement admirer. Tant il est vrai que le sublime lance presque toujours un défi au ridicule.

Lorsqu'on aura dit que les trois actes se situent respectivement au Conservatoire des pauvres de Jésus-Christ de Naples où l'on élève, notamment, les jeunes castrats issus des milieux les plus humbles, puis dans les rues de la Via Toledo où tout est faux — les aveugles, les orphelins, les nonnes — pour mieux divertir les étrangers fortunés qui ne s'effrayent qu'à une certaine forme théâtrale de misère, et enfin dans les appartements du roi Ferdinand dominé par une épouse acariâtre et jouant les directeurs de théâtre, on n'aura donné que les grandes lignes. Pour aller plus loin si l'on ne veut pas s'en tenir aux exégèses passablement intellectuelles de l'auteur qui figurent dans le programme et qui ressemblent assez à celles dont on effleure désormais les opéras du répertoire, il faudrait comprendre les dialogues ; malheureusement le napolitain ne ressemble qu'imparfaitement à l'italien officiel, de sorte que le spectateur français se trouve sérieusement handicapé.

Il doit donc reporter son intérêt sur le brio de la mise en scène, sur la beauté des décors et des costumes, sur la prestation exemplaire des chanteurs-acteurs, en se disant qu'il passe à côté d'un ouvrage visuellement riche de sous-entendus et de prolongements, et surtout « intelligent » : malgré compensation pour qui ne se sent pas flêté en l'air.

GÉRARD CONDÉ.

* L'Opera buffa del Giovedì Santo sera diffusé par France-Culture le samedi 13 février, à 14 heures.

DANSE

PINA BAUSCH A CRÉTEIL
Un carnet d'esquisses

Après l'incendie du Théâtre de la Ville, il ne reste qu'un monde kaïfien, des bureaux, des loges d'artistes, une salle intacte et, à la place de la scène, un créteil noir. Le Tanztheater de Wuppertal s'est réfugié en exil à la Maison des arts de Créteil où, après quelques aménagements scéniques et au prix de plusieurs nuits blanches, le premier spectacle a pu avoir lieu dans une ambiance survoltée.

Il y a un phénomène Pina Bausch, une vive curiosité du public pour cette chorégraphe déterminée, dont l'œuvre est en perpétuel devenir. Le Théâtre de la Ville avait déjà donné d'elle les Sept Péchés capitaux, et Berlin, blanc, qui resta une œuvre primordiale, d'une poésie barbare accordée à notre temps. Cette année, le choix de Jean Marcoux et de son équipe s'est porté sur *Café Müller* et la Légende de la chasteté. Le premier et un ballet court, totalement abouti, où le danseur atteint son paroxysme d'efficacité. La Légende de la chasteté dure plus de trois heures. C'est une mosaïque de tableaux ; des petites scènes de comportement se déroulant simultanément, se répétant, dans un décor des années 30 que structure une série de canapés à roulettes rassemblés en salon ou lancés dans l'espace comme des voitures tamponneuses.

Dans cette mouvance, ce cadre décaissé, qui fait penser souvent à un film mal monté, Pina Bausch a construit un spectacle sur le thème de l'amour. Ou plutôt la quête de l'amour avec tous les fantasmes qu'elle suscite, les frustrations qu'elle engendre, la peur et la solitude qui l'accompagnent. Vision noire ou le saccage ou la provocation, d'autant plus que le thème musical choisi comme leit-motiv,

Sombre dimanche, inspira entre les deux guerres de nombreux suicides. Pour mener ce bal de la séduction, de la dévotion, la chorégraphe a choisi la forme de la revue, assez proche de la comédie musicale américaine mais dans le goût allemand, avec des dialogues carrés, des chansons acides et une menuiserie de jeu à la voir résumer par Marlene Dietrich. C'est le contexte rêvé pour ironiser, provoquer, mettre en pièces les conventions de l'art de l'aire.

Très concernés par des situations qu'ils ont improvisées, puis travaillées directement en studio d'après leur expérience et leur connaissance de la danse, les danseurs jouent au maximum de leur individualité. Tout commence dans un style un peu raide et mondanité daté de la République de Weimar ; regards sournois et baissés et puis, insensiblement, on dérape, on glisse vers la séduction avec poursuites, clin d'œil, cris hystériques déformés par une sono en folie. La leçon d'amour dans un salon tourne à la bande dessinée. On se déshabille, se rhabille, on se « petote », se refuse, s'agresse. Une diagonale de filles suggestives se forme, les « petits mecs » suivent. Quelques crocodiles déboulaient se mêlent à la fête, un petit caniche de cirque aussi, très alerte.

Après l'entracte, la lumière restera allumée, abolissant la rampe. Concours de grimaces, strip-tease, jeux de croupes et de nombres, tout est repu avec complicité par un public qui nage dans un climat à la Follie. Et puis, abruptement, le torpéur saisit la salle : il est minuit passé ; tout n'a-t-il pas été dit et redit ? Une interminable histoire de poisson mal doublée en français va faire déborder le bocal : l'illusion théâtrale est fragile.

Mais pour ceux qui ont vu *Kontakthof* cet été en Avignon, la Légende de la chasteté apparaît comme une sorte de brouillon. Un carnet d'esquisses fourmillant d'idées dont Pina Bausch aura tiré le meilleur pour créer un ballet beaucoup plus dense et plus structuré.

MARCELLE MICHEL.

* Café Müller, 18 h 30 ; la Légende de la chasteté, 20 h 30.

théâtres

ESTRÉE
CULTURE

LA MORT DE BOUBOU HAMA

« Salut d'irréremédiable ! »

par JEAN ROUCH

Après la mort de Boubou Hama, ancien président de l'Assemblée nationale du Niger (le Monde du 6 février), Jean Rouch, réalisateur et directeur de recherche au C.N.R.S., nous a adressé ce témoignage :

En 1973, la collection 10/18 publiait un livre étrange : *Le double d'hier rencontre demain*, chemin initiatique vers la pensée des Songhay de la boucle du Niger, dont l'auteur, Boubou Hama, nous esquissait un itinéraire. Il était fidèle en cela à l'éducation traditionnelle africaine, où le maître ne répond qu'à des questions posées... c'est sans doute pourquoi ce livre essentiel figure et ramène dans les bibliothèques d'africanistes peu soucieux des égrimages.

Aujourd'hui, « le double d'hier » a rencontré demain : Boubou Hama est mort le samedi 30 janvier 1982, en plein travail. Et je ne peux dire que « fo nole tilas », « salut d'irréremédiable », à l'un de mes plus vieux amis, dont le souvenir est désormais l'appel irrémédiable vers l'avenir, vers la poursuite du travail entrepris, dont l'ampleur dépassait ce vie, dépassant plusieurs vies d'homme... car nous savons bien maintenant que la recherche scientifique réelle ne peut pas s'inscrire dans trente ou quarante ans, mais dans cent vingt ou cent quatre-vingts ans...

Il y a trois semaines, Boubou Hama me donnait un livre pour enfants qui venait de paraître l'Aventure d'Al Barka et écrivait sur la page de garde cette mystérieuse phrase : « Treize ans, c'est l'âge de raison de la mémoire... » Je n'ai pas encore compris, mais je sais qu'un jour, à Figueira des Bés du Niger, à Smiri du Zamgandou, ou à Wenzéré du Tira, je découvrirai, moi ou un autre, le sens de ce message. Alors tout sera clair... Comme cela le fut, il y a quarante ans, quand l'instituteur Boubou Hama invita la jeune ingénierie ignorante de l'école, dans sa classe de Niamey. Bon, pour m'enrouler la porte du merveilleux africain, cette porte qui ne s'est jamais refermée. Car c'est cela peut-être la leçon essentielle de ce chercheur infatigable : partager son savoir, échanger ses découvertes, mettre les autres sur la voie.

Certains retraceront l'itinéraire prodigieux du petit garçon de Foké, qui, en 1910, fut attaché à son

village pour une « convée d'école », qui, de Téra à Dori, de Ouagadougou à l'île de Gorée, fit de lui le premier instituteur du Niger, qui transmettra sa jeune connaissance à tous ceux qui, aujourd'hui, pleurent leur maître disparu.

Puis, ce fut le conseil de l'Union française, le passage par l'école des cadres du parti communiste, avant l'union du R.D.A. (1) et de l'U.D.S.R. (2) de François Mitterrand. Ce fut la publication de cinquante ouvrages, sa nomination par Théodore Monod à la direction du Centre IFAN (3) de Niamey. Ce fut la lutte pour l'indépendance, la présidence de l'Assemblée nationale du Niger. Ce fut grâce à ses responsabilités, et surtout grâce aux « fonds du livre » alimentés par ses droits d'auteur, la création d'une véritable recherche scientifique fondamentale nigérienne, dont il se plaisait à dire qu'elle devait être « d'intérêt national, mais de valeur internationale ». Ce fut la réalisation de deux centres régionaux, tradition orale à Niamey et manuscrits arabes à Tombouctou. Ce fut aussi l'aide décisive au tout jeune cinéma nigérien.

Après le coup d'Etat de 1974, ce furent des années d'épreuve, dont, plus tard, Boubou Hama parlait avec humour : « Les gardes étaient très surpris quand je ne leur réclamais que du papier... Je n'ai jamais aussi bien travaillé... ». Libéré, il se remit à l'œuvre, mais la mort de sa femme porta un coup terrible à ce vieux combattant de la joie de vivre...

Aujourd'hui, la recherche scientifique est en deuil, car, comme le disait, un jour à l'UNESCO son grand ami Hampat Bâ : « Chaque fois qu'un vieillard meurt en Afrique, c'est une bibliothèque qui brûle. » Mais nous ne sommes pas prêts à en oublier l'incendie.

- (1) Rassemblement démocratique africain.
- (2) Union démocratique et socialiste de la République.
- (3) Institut français d'Afrique noire.

V.O. : UGC ODEON - VENDÔME

NOMMÉ AUX CÉSARS

FILM DE VOLKER SCHLÖNDORFF

LE FAUSSAIRE

AVEC BRUNO GANZ
HANNA SCHYGULLA
ET JEAN CARMET

SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OUBLIETTES, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipp (243-05-59), 20 h.
 L'ÉQUIVOCATION POUR TOUS, Théâtre de la Plaine (250-15-65), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 18 h 30 : Lohengrin.
 Salle Favart (296-12-20), 20 h 30 : Bubbling Brown opera (Hartley amies 30).
 Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Andromaque (dernière).
 Odéon (774-81-15), 20 h : Faust ; suite d'été ; Grand foyer, 18 h 15 : Entrées avec M. Sidi Hamadi.
 Petit Odéon (237-70-32), 18 h 30 : Voyage de Madame Kaïpou vers la France orientale.
 TEF (797-96-06), 20 h 30 : Giovanni Maria.
 Petit TEF (797-96-06), 20 h 30 : Alain Duverne.
 Centre Pompidou (271-12-33), 18 h 30 : Le Livre scientifique et technique québécois ; à 19 h : Folies (cinéma vidéo).
 Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : voir Maison des arts de Créteil.
 Carré Saint-Martin (231-28-34), 20 h 30 : Troupe Artédon (Zarouchou).
 Les autres salles

Antoine (208-71-71), 20 h 30 : Potiche.
 Antoine-Archambault, (355-27-10), 20 h 30 : L'Orange.
 Arts-Éclair (387-23-23), 21 heures : L'Étranger exécuté.
 Athénée (606-49-24), 21 heures : le Non.
 Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h 30 : la Tragédie de Corman.
 Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 heures : Diable d'homme.
 Cartoucherie, École de Bois (809-39-74), 20 h 30 : Écrits contre la Commune ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : L'Étranger dans la maison ; Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : Richard II.
 Centre d'arts créatifs (258-97-62), 20 h 45 : Évasion.
 Centre d'arts Paris-12 (343-19-01), 20 h 45 : les Mentions blanches.
 Cité internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : la Religieuse ; la Renaissance, 20 h 30 : Ce film, ce que c'est avec ; Grand Théâtre, 20 h 30 : la Divine Comédie.
 Comédie Caennaise (742-43-41), 21 h : Reviens donner à l'Élysée.
 Comédie des Champs-Élysées (720-08-24), 20 h 45 : le Jardin d'Épouse.
 Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : le Chantier d'opéra.
 Élysée (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
 Élysée VII (742-57-49), 20 h 45 : la Danse du diable.
 Élysée-Gaîté (327-95-94), 22 heures : Scénario pour deux jumeaux.
 Élysée-Montparnasse (271-10-19), 20 h 30 : le Minutroque.
 Élysée (278-46-42), 1, 20 h 45 : le Marten des malices ; 11, 18 h 30 : la Belle et le Bossu.
 Fondation de l'Alliance (589-32-26), 20 h 45 : L'heure de non plus grand silence.
 Fondation Deutsch de la Meurthe (241-62-16), 20 h : Vie et mort du roi Louis.
 Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : les Trois Jeunes.
 Grand Montparnasse (322-16-18), 22 heures : L'oeuf de cœur.
 Huchette (326-38-99), 20 h 30 : la Cantatrice chauve ; 21 h 15 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Augmentation.
 La Revue (874-76-99), 21 heures : le Diva.
 Lucien-Petit (586-55-83), 20 h 30 : La grande peur dans la montagne.
 Lucien-Petit (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : Yvonne ; 22 h 30 : Amour ; 22 h 15 : Elle lui dirait dans l'oeil ; Théâtre Rouge ; 18 h 30 : Don Quichotte ; 20 h 30 : le Fétichiste ; 22 h 15 : le Combat de la mouche ; Petite salle, 18 h 30 : Petites Françaises.
 Madeleine (265-07-09), 20 h 45 : De vent dans les branches de sassafras.
 Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : l'Île des chèvres.
 Montparnasse, Salle Gabriel (225-20-74), 21 heures : le Garçon d'appartement.
 Montparnasse (265-00-00), 21 h : Jacques et son maître.
 Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
 Michoudière (742-95-22), 20 h 30 : la Patinoire.
 Moderne (280-09-30), 20 h 30 : Trio.
 Montparnasse (320-99-00), 21 heures : Trahisons ; Petite salle, 20 h 30 : les Archives.
 Odeon (874-42-52), 20 h 30 : Ornicar... chard.
 Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
 Petit Forum (297-53-47), 20 h 30 : Toute honte soit.
 Plateau (320-00-06), 20 h 45 : Frère et Sœur.
 Poché (548-92-77), 21 h : Baron baronne.
 Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Chantier.
 Scala (261-64-00), 20 h 30 : les Caprices de Marianne.
 Salle des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main.
 Studio-théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : Quelle belle vie, quelle belle mort.
 T.A.L.-Théâtre d'Essai (278-10-79), 20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h : la Métempsychose.
 Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h 30 : Vampyre au pensionnat ; 22 heures : Nous on fait ça en nous dit de faire.
 Théâtre du Nord (387-88-14), 20 h 30 : Métempsychose.
 Théâtre de l'Épave (271-51-00), 20 h : Éclats.
 Théâtre de l'Épave (278-03-53), 20 h 30 : Hani IV.
 Théâtre de Paris (633-08-80), 20 h 30 : Écoute le vent sur la table.
 Théâtre du Prince (203-02-55), 20 h 30 : Fantagique.
 Théâtre des Quatre-Cents Coups (633-01-21), 20 h 30 : Mademoiselle Julie.
 Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Oh ! les beaux jours ; petite salle, 20 h 30 : de toutes les couleurs.

Théâtre 18 (226-47-47), 22 heures : Lettre au père.
 Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les cafés-théâtres

As Bon (296-35-35), 19 h : Théâtre chez Léonard ; 20 h 15 : Des bigoudis à l'indécence de la site ; 21 h 30 : le Président.
 Biscuits-Montparnasse (887-15-84), 1, 20 h 15 : Arrivé à MC 2 ; 21 h 30 : les Démones ; 22 h 30 : Des bulles dans l'air ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Popote.
 Café d'Edgar (322-11-02), 1, 20 h 30 : Tasse, voilà deux bonhommes ; 21 h 45 : Manges-manges d'homme ; 22 h 30 : le Vendeur de son père ; 21 h 45 : C'était ça le chômage.
 Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ; 22 h 15 : le Chasseur d'ombre.
 Chausson (277-41-40), 20 h 30 : Un jésuite et deux boules.
 L'Écume (542-71-16), 20 h 30 : M.C. Calmes.
 Faut (232-91-17), 20 h : l'Amant ; 21 h 15 : F. B. ; 22 h 30 : la Gargane ; 267-62-45, 22 h : les Mémoires du tabac ; la Fleur à la bouche.
 La Petite Comédie (278-36-50), 21 h : Doublé, le gend ; 22 h 15 : l'As pas vu nos femmes ?
 Petit Virgile (278-67-03), 20 h 15 : Ça bouillonne ; 21 h 30 : Du roman sur les blé ; 22 h 30 : les Clous.
 Splendid Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30 : Papy fait de la résistance.
 Le Théâtre (887-35-82), 20 h 30 : Phédon ; 22 h : les Clous.
 Théâtre de Dix-Huit (606-07-48), 20 h 15 : Connaissez-vous cet escapade ; 21 h 30 : Il en est... de la police ; 22 h 30 : T. ; 23 h : F. ; 24 h : F. ; 25 h : F. ; 26 h : F. ; 27 h : F. ; 28 h : F. ; 29 h : F. ; 30 h : F. ; 31 h : F. ; 32 h : F. ; 33 h : F. ; 34 h : F. ; 35 h : F. ; 36 h : F. ; 37 h : F. ; 38 h : F. ; 39 h : F. ; 40 h : F. ; 41 h : F. ; 42 h : F. ; 43 h : F. ; 44 h : F. ; 45 h : F. ; 46 h : F. ; 47 h : F. ; 48 h : F. ; 49 h : F. ; 50 h : F. ; 51 h : F. ; 52 h : F. ; 53 h : F. ; 54 h : F. ; 55 h : F. ; 56 h : F. ; 57 h : F. ; 58 h : F. ; 59 h : F. ; 60 h : F. ; 61 h : F. ; 62 h : F. ; 63 h : F. ; 64 h : F. ; 65 h : F. ; 66 h : F. ; 67 h : F. ; 68 h : F. ; 69 h : F. ; 70 h : F. ; 71 h : F. ; 72 h : F. ; 73 h : F. ; 74 h : F. ; 75 h : F. ; 76 h : F. ; 77 h : F. ; 78 h : F. ; 79 h : F. ; 80 h : F. ; 81 h : F. ; 82 h : F. ; 83 h : F. ; 84 h : F. ; 85 h : F. ; 86 h : F. ; 87 h : F. ; 88 h : F. ; 89 h : F. ; 90 h : F. ; 91 h : F. ; 92 h : F. ; 93 h : F. ; 94 h : F. ; 95 h : F. ; 96 h : F. ; 97 h : F. ; 98 h : F. ; 99 h : F. ; 100 h : F. ; 101 h : F. ; 102 h : F. ; 103 h : F. ; 104 h : F. ; 105 h : F. ; 106 h : F. ; 107 h : F. ; 108 h : F. ; 109 h : F. ; 110 h : F. ; 111 h : F. ; 112 h : F. ; 113 h : F. ; 114 h : F. ; 115 h : F. ; 116 h : F. ; 117 h : F. ; 118 h : F. ; 119 h : F. ; 120 h : F. ; 121 h : F. ; 122 h : F. ; 123 h : F. ; 124 h : F. ; 125 h : F. ; 126 h : F. ; 127 h : F. ; 128 h : F. ; 129 h : F. ; 130 h : F. ; 131 h : F. ; 132 h : F. ; 133 h : F. ; 134 h : F. ; 135 h : F. ; 136 h : F. ; 137 h : F. ; 138 h : F. ; 139 h : F. ; 140 h : F. ; 141 h : F. ; 142 h : F. ; 143 h : F. ; 144 h : F. ; 145 h : F. ; 146 h : F. ; 147 h : F. ; 148 h : F. ; 149 h : F. ; 150 h : F. ; 151 h : F. ; 152 h : F. ; 153 h : F. ; 154 h : F. ; 155 h : F. ; 156 h : F. ; 157 h : F. ; 158 h : F. ; 159 h : F. ; 160 h : F. ; 161 h : F. ; 162 h : F. ; 163 h : F. ; 164 h : F. ; 165 h : F. ; 166 h : F. ; 167 h : F. ; 168 h : F. ; 169 h : F. ; 170 h : F. ; 171 h : F. ; 172 h : F. ; 173 h : F. ; 174 h : F. ; 175 h : F. ; 176 h : F. ; 177 h : F. ; 178 h : F. ; 179 h : F. ; 180 h : F. ; 181 h : F. ; 182 h : F. ; 183 h : F. ; 184 h : F. ; 185 h : F. ; 186 h : F. ; 187 h : F. ; 188 h : F. ; 189 h : F. ; 190 h : F. ; 191 h : F. ; 192 h : F. ; 193 h : F. ; 194 h : F. ; 195 h : F. ; 196 h : F. ; 197 h : F. ; 198 h : F. ; 199 h : F. ; 200 h : F. ; 201 h : F. ; 202 h : F. ; 203 h : F. ; 204 h : F. ; 205 h : F. ; 206 h : F. ; 207 h : F. ; 208 h : F. ; 209 h : F. ; 210 h : F. ; 211 h : F. ; 212 h : F. ; 213 h : F. ; 214 h : F. ; 215 h : F. ; 216 h : F. ; 217 h : F. ; 218 h : F. ; 219 h : F. ; 220 h : F. ; 221 h : F. ; 222 h : F. ; 223 h : F. ; 224 h : F. ; 225 h : F. ; 226 h : F. ; 227 h : F. ; 228 h : F. ; 229 h : F. ; 230 h : F. ; 231 h : F. ; 232 h : F. ; 233 h : F. ; 234 h : F. ; 235 h : F. ; 236 h : F. ; 237 h : F. ; 238 h : F. ; 239 h : F. ; 240 h : F. ; 241 h : F. ; 242 h : F. ; 243 h : F. ; 244 h : F. ; 245 h : F. ; 246 h : F. ; 247 h : F. ; 248 h : F. ; 249 h : F. ; 250 h : F. ; 251 h : F. ; 252 h : F. ; 253 h : F. ; 254 h : F. ; 255 h : F. ; 256 h : F. ; 257 h : F. ; 258 h : F. ; 259 h : F. ; 260 h : F. ; 261 h : F. ; 262 h : F. ; 263 h : F. ; 264 h : F. ; 265 h : F. ; 266 h : F. ; 267 h : F. ; 268 h : F. ; 269 h : F. ; 270 h : F. ; 271 h : F. ; 272 h : F. ; 273 h : F. ; 274 h : F. ; 275 h : F. ; 276 h : F. ; 277 h : F. ; 278 h : F. ; 279 h : F. ; 280 h : F. ; 281 h : F. ; 282 h : F. ; 283 h : F. ; 284 h : F. ; 285 h : F. ; 286 h : F. ; 287 h : F. ; 288 h : F. ; 289 h : F. ; 290 h : F. ; 291 h : F. ; 292 h : F. ; 293 h : F. ; 294 h : F. ; 295 h : F. ; 296 h : F. ; 297 h : F. ; 298 h : F. ; 299 h : F. ; 300 h : F. ; 301 h : F. ; 302 h : F. ; 303 h : F. ; 304 h : F. ; 305 h : F. ; 306 h : F. ; 307 h : F. ; 308 h : F. ; 309 h : F. ; 310 h : F. ; 311 h : F. ; 312 h : F. ; 313 h : F. ; 314 h : F. ; 315 h : F. ; 316 h : F. ; 317 h : F. ; 318 h : F. ; 319 h : F. ; 320 h : F. ; 321 h : F. ; 322 h : F. ; 323 h : F. ; 324 h : F. ; 325 h : F. ; 326 h : F. ; 327 h : F. ; 328 h : F. ; 329 h : F. ; 330 h : F. ; 331 h : F. ; 332 h : F. ; 333 h : F. ; 334 h : F. ; 335 h : F. ; 336 h : F. ; 337 h : F. ; 338 h : F. ; 339 h : F. ; 340 h : F. ; 341 h : F. ; 342 h : F. ; 343 h : F. ; 344 h : F. ; 345 h : F. ; 346 h : F. ; 347 h : F. ; 348 h : F. ; 349 h : F. ; 350 h : F. ; 351 h : F. ; 352 h : F. ; 353 h : F. ; 354 h : F. ; 355 h : F. ; 356 h : F. ; 357 h : F. ; 358 h : F. ; 359 h : F. ; 360 h : F. ; 361 h : F. ; 362 h : F. ; 363 h : F. ; 364 h : F. ; 365 h : F. ; 366 h : F. ; 367 h : F. ; 368 h : F. ; 369 h : F. ; 370 h : F. ; 371 h : F. ; 372 h : F. ; 373 h : F. ; 374 h : F. ; 375 h : F. ; 376 h : F. ; 377 h : F. ; 378 h : F. ; 379 h : F. ; 380 h : F. ; 381 h : F. ; 382 h : F. ; 383 h : F. ; 384 h : F. ; 385 h : F. ; 386 h : F. ; 387 h : F. ; 388 h : F. ; 389 h : F. ; 390 h : F. ; 391 h : F. ; 392 h : F. ; 393 h : F. ; 394 h : F. ; 395 h : F. ; 396 h : F. ; 397 h : F. ; 398 h : F. ; 399 h : F. ; 400 h : F. ; 401 h : F. ; 402 h : F. ; 403 h : F. ; 404 h : F. ; 405 h : F. ; 406 h : F. ; 407 h : F. ; 408 h : F. ; 409 h : F. ; 410 h : F. ; 411 h : F. ; 412 h : F. ; 413 h : F. ; 414 h : F. ; 415 h : F. ; 416 h : F. ; 417 h : F. ; 418 h : F. ; 419 h : F. ; 420 h : F. ; 421 h : F. ; 422 h : F. ; 423 h : F. ; 424 h : F. ; 425 h : F. ; 426 h : F. ; 427 h : F. ; 428 h : F. ; 429 h : F. ; 430 h : F. ; 431 h : F. ; 432 h : F. ; 433 h : F. ; 434 h : F. ; 435 h : F. ; 436 h : F. ; 437 h : F. ; 438 h : F. ; 439 h : F. ; 440 h : F. ; 441 h : F. ; 442 h : F. ; 443 h : F. ; 444 h : F. ; 445 h : F. ; 446 h : F. ; 447 h : F. ; 448 h : F. ; 449 h : F. ; 450 h : F. ; 451 h : F. ; 452 h : F. ; 453 h : F. ; 454 h : F. ; 455 h : F. ; 456 h : F. ; 457 h : F. ; 458 h : F. ; 459 h : F. ; 460 h : F. ; 461 h : F. ; 462 h : F. ; 463 h : F. ; 464 h : F. ; 465 h : F. ; 466 h : F. ; 467 h : F. ; 468 h : F. ; 469 h : F. ; 470 h : F. ; 471 h : F. ; 472 h : F. ; 473 h : F. ; 474 h : F. ; 475 h : F. ; 476 h : F. ; 477 h : F. ; 478 h : F. ; 479 h : F. ; 480 h : F. ; 481 h : F. ; 482 h : F. ; 483 h : F. ; 484 h : F. ; 485 h : F. ; 486 h : F. ; 487 h : F. ; 488 h : F. ; 489 h : F. ; 490 h : F. ; 491 h : F. ; 492 h : F. ; 493 h : F. ; 494 h : F. ; 495 h : F. ; 496 h : F. ; 497 h : F. ; 498 h : F. ; 499 h : F. ; 500 h : F. ; 501 h : F. ; 502 h : F. ; 503 h : F. ; 504 h : F. ; 505 h : F. ; 506 h : F. ; 507 h : F. ; 508 h : F. ; 509 h : F. ; 510 h : F. ; 511 h : F. ; 512 h : F. ; 513 h : F. ; 514 h : F. ; 515 h : F. ; 516 h : F. ; 517 h : F. ; 518 h : F. ; 519 h : F. ; 520 h : F. ; 521 h : F. ; 522 h : F. ; 523 h : F. ; 524 h : F. ; 525 h : F. ; 526 h : F. ; 527 h : F. ; 528 h : F. ; 529 h : F. ; 530 h : F. ; 531 h : F. ; 532 h : F. ; 533 h : F. ; 534 h : F. ; 535 h : F. ; 536 h : F. ; 537 h : F. ; 538 h : F. ; 539 h : F. ; 540 h : F. ; 541 h : F. ; 542 h : F. ; 543 h : F. ; 544 h : F. ; 545 h : F. ; 546 h : F. ; 547 h : F. ; 548 h : F. ; 549 h : F. ; 550 h : F. ; 551 h : F. ; 552 h : F. ; 553 h : F. ; 554 h : F. ; 555 h : F. ; 556 h : F. ; 557 h : F. ; 558 h : F. ; 559 h : F. ; 560 h : F. ; 561 h : F. ; 562 h : F. ; 563 h : F. ; 564 h : F. ; 565 h : F. ; 566 h : F. ; 567 h : F. ; 568 h : F. ; 569 h : F. ; 570 h : F. ; 571 h : F. ; 572 h : F. ; 573 h : F. ; 574 h : F. ; 575 h : F. ; 576 h : F. ; 577 h : F. ; 578 h : F. ; 579 h : F. ; 580 h : F. ; 581 h : F. ; 582 h : F. ; 583 h : F. ; 584 h : F. ; 585 h : F. ; 586 h : F. ; 587 h : F. ; 588 h : F. ; 589 h : F. ; 590 h : F. ; 591 h : F. ; 592 h : F. ; 593 h : F. ; 594 h : F. ; 595 h : F. ; 596 h : F. ; 597 h : F. ; 598 h : F. ; 599 h : F. ; 600 h : F. ; 601 h : F. ; 602 h : F. ; 603 h : F. ; 604 h : F. ; 605 h : F. ; 606 h : F. ; 607 h : F. ; 608 h : F. ; 609 h : F. ; 610 h : F. ; 611 h : F. ; 612 h : F. ; 613 h : F. ; 614 h : F. ; 615 h : F. ; 616 h : F. ; 617 h : F. ; 618 h : F. ; 619 h : F. ; 620 h : F. ; 621 h : F. ; 622 h : F. ; 623 h : F. ; 624 h : F. ; 625 h : F. ; 626 h : F. ; 627 h : F. ; 628 h : F. ; 629 h : F. ; 630 h : F. ; 631 h : F. ; 632 h : F. ; 633 h : F. ; 634 h : F. ; 635 h : F. ; 636 h : F. ; 637 h : F. ; 638 h : F. ; 639 h : F. ; 640 h : F. ; 641 h : F. ; 642 h : F. ; 643 h : F. ; 644 h : F. ; 645 h : F. ; 646 h : F. ; 647 h : F. ; 648 h : F. ; 649 h : F. ; 650 h : F. ; 651 h : F. ; 652 h : F. ; 653 h : F. ; 654 h : F. ; 655 h : F. ; 656 h : F. ; 657 h : F. ; 658 h : F. ; 659 h : F. ; 660 h : F. ; 661 h : F. ; 662 h : F. ; 663 h : F. ; 664 h : F. ; 665 h : F. ; 666 h : F. ; 667 h : F. ; 668 h : F. ; 669 h : F. ; 670 h : F. ; 671 h : F. ; 672 h : F. ; 673 h : F. ; 674 h : F. ; 675 h : F. ; 676 h : F. ; 677 h : F. ; 678 h : F. ; 679 h : F. ; 680 h : F. ; 681 h : F. ; 682 h : F. ; 683 h : F. ; 684 h : F. ; 685 h : F. ; 686 h : F. ; 687 h : F. ; 688 h : F. ; 689 h : F. ; 690 h : F. ; 691 h : F. ; 692 h : F. ; 693 h : F. ; 694 h : F. ; 695 h : F. ; 696 h : F. ; 697 h : F. ; 698 h : F. ; 699 h : F. ; 700 h : F. ; 701 h : F. ; 702 h : F. ; 703 h : F. ; 704 h : F. ; 705 h : F. ; 706 h : F. ; 707 h : F. ; 708 h : F. ; 709 h : F. ; 710 h : F. ; 711 h : F. ; 712 h : F. ; 713 h : F. ; 714 h : F. ; 715 h : F. ; 716 h : F. ; 717 h : F. ; 718 h : F. ; 719 h : F. ; 720 h : F. ; 721 h : F. ; 722 h : F. ; 723 h : F. ; 724 h : F. ; 725 h : F. ; 726 h : F. ; 727 h : F. ; 728 h : F. ; 729 h : F. ; 730 h : F. ; 731 h : F. ; 732 h : F. ; 733 h : F. ; 734 h : F. ; 735 h : F. ; 736 h : F. ; 737 h : F. ; 738 h : F. ; 739 h : F. ; 740 h : F. ; 741 h : F. ; 742 h : F. ; 743 h : F. ; 744 h : F. ; 745 h : F. ; 746 h : F. ; 747 h : F. ; 748 h : F. ; 749 h : F. ; 750 h : F. ; 751 h : F. ; 752 h : F. ; 753 h : F. ; 754 h : F. ; 755 h : F. ; 756 h : F. ; 757 h : F. ; 758 h : F. ; 759 h : F. ; 760 h : F. ; 761 h : F. ; 762 h : F. ; 763 h : F. ; 764 h : F. ; 765 h : F. ; 766 h : F. ; 767 h : F. ; 768 h : F. ; 769 h : F. ; 770 h : F. ; 771 h : F. ; 772 h : F. ; 773 h : F. ; 774 h : F. ; 775 h : F. ; 776 h : F. ; 777 h : F. ; 778 h : F. ; 779 h : F. ; 780 h : F. ; 781 h : F. ; 782 h : F. ; 783 h : F. ; 784 h : F. ; 785 h : F. ; 786 h : F. ; 787 h : F. ; 788 h : F. ; 789 h : F. ; 790 h : F. ; 791 h : F. ; 792 h : F. ; 793 h : F. ; 794 h : F. ; 795 h : F. ; 796 h : F. ; 797 h : F. ; 798 h : F. ; 799 h : F. ; 800 h : F. ; 801 h : F. ; 802 h : F. ; 803 h : F. ; 804 h : F. ; 805 h : F. ; 806 h : F. ; 807 h : F. ; 808 h : F. ; 809 h : F. ; 810 h : F. ; 811 h : F. ; 812 h : F. ; 813 h : F. ; 814 h : F. ; 815 h : F. ; 816 h : F. ; 817 h : F. ; 818 h : F. ; 819 h : F. ; 820 h : F. ; 821 h : F. ; 822 h : F. ; 823 h : F. ; 824 h : F. ; 825 h : F. ; 826 h : F. ; 827 h : F. ; 828 h : F. ; 829 h : F. ; 830 h : F. ; 831 h : F. ; 832 h : F. ; 833 h : F. ; 834 h : F. ; 835 h : F. ; 836 h : F. ; 837 h : F. ; 838 h : F. ; 839 h : F. ; 840 h : F. ; 841 h : F. ; 842 h : F. ; 843 h : F. ; 844 h : F. ; 845 h : F. ; 846 h : F. ; 847 h : F. ; 848 h : F. ; 849 h : F. ; 850 h : F. ; 851 h : F. ; 852 h : F. ; 853 h : F. ; 854 h : F. ; 855 h : F. ; 856 h : F. ; 857 h : F. ; 858 h : F. ; 859 h : F. ; 860 h : F. ; 861 h : F. ; 862 h : F. ; 863 h : F. ; 864 h : F. ; 865 h : F. ; 866 h : F. ; 867 h : F. ; 868 h : F. ; 869 h : F. ; 870 h : F. ; 871 h : F. ; 872 h : F. ; 873 h : F. ; 874 h : F. ; 875 h : F. ; 876 h : F. ; 877 h : F. ; 878 h : F. ; 879 h : F. ; 880 h : F. ; 881 h : F. ; 882 h : F. ; 883 h : F. ; 884 h : F. ; 885 h : F. ; 886 h : F. ; 887 h : F. ; 888 h : F. ; 889 h : F. ; 890 h : F. ; 891 h : F. ; 892 h : F. ; 893 h : F. ; 894 h : F. ; 895 h : F. ; 896 h : F. ; 897 h : F. ; 898 h : F. ; 899 h : F. ; 900 h : F. ; 901 h : F. ; 902 h : F. ; 903 h : F. ; 904 h : F. ; 905 h : F. ; 906 h : F. ; 907 h : F. ; 908 h : F. ; 909 h : F. ; 910 h : F. ; 911 h : F. ; 912 h : F. ; 913 h : F. ; 914 h : F. ; 915 h : F. ; 916 h : F. ; 917 h : F. ; 918 h : F. ; 919 h : F. ; 920 h : F. ; 921 h : F. ; 922 h : F. ; 923 h : F. ; 924 h : F. ; 925 h : F. ; 926 h : F. ; 927 h : F. ; 928 h : F. ; 929 h : F. ; 930 h : F. ; 931 h : F. ; 932 h : F. ; 933 h : F. ; 934 h : F. ; 935 h : F. ; 936 h : F. ; 937 h : F. ; 938 h : F. ; 939 h : F. ; 940 h : F. ; 941 h : F. ; 942 h : F. ; 943 h : F. ; 944 h : F. ; 945 h : F. ; 946 h : F. ; 947 h : F. ; 948 h : F. ; 949 h : F. ; 950 h : F. ; 951 h : F. ; 952 h : F. ; 953 h : F. ; 954 h : F. ; 955 h : F. ; 956 h : F. ; 957 h : F. ; 958 h : F. ; 959 h : F. ; 960 h : F. ; 961 h : F. ; 962 h : F. ; 963 h : F. ; 964 h : F. ; 965 h : F. ; 966 h : F. ; 967 h : F. ; 968 h : F. ; 969 h : F. ; 970 h : F. ; 971 h : F. ; 972 h : F. ; 973 h : F. ; 974 h : F. ; 975 h : F. ; 976 h : F. ; 977 h : F. ; 978 h : F. ; 979 h : F. ; 980 h : F. ; 981 h : F. ; 982 h : F. ; 983 h : F. ; 984 h : F. ; 985 h : F. ; 986 h : F. ; 987 h : F. ; 988 h : F. ; 989 h : F. ; 990 h : F. ; 991 h : F. ; 992 h : F. ; 993 h : F. ; 994 h : F. ; 995 h : F. ; 996 h : F. ; 997 h : F. ; 998 h : F. ; 999 h : F. ;

SPECTACLES

VENIN (Ang.) (v.f.) : U.G.C. Opéra, 9* (261-50-32) ; Maxville, 9* (770-72-86) ; U.G.C. Caméo, 2* (246-44-44) ; Montparnos, 14* (327-52-37).

Les grandes reprises

L'AMERIQUE EN FOLIE (A. v.a.) : Opéra-Night, 2* (296-42-56).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.a.) : Action Christine, 6* (325-85-78).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.f.) : 3 Haussmann, 9* (770-47-55).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.a.) : Elysées Palace, 9* (225-47-29).
BONAPARTE ET LA RÉVOLUTION (Fr.) : Eclair, 13* (707-28-04).
LE DERNIER NABAB (A. v.a.) : Champollion, 3* (354-51-60).
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A. v.f.) : Haussmann, 9* (770-47-55).
DUELLISTES (Ang. v.a.) : Ranelagh, 16* (289-64-44).
ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (It. v.f.) : Argos, 9* (233-67-06).
LA FORÊT PÉTRIÉE (A. v.a.) : Action Christine, 6* (325-85-78).
FRANKENSTEIN JR (A. v.a.) : Studio Média, 6* (633-25-97).
LE GRAND SOMMEIL (A. v.a.) : Action Christine, 6* (325-85-78).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Temples, 3* (272-94-56).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It. v.f.) : 3 Haussmann, 9* (770-47-55).
INDISCRÉTIONS (A. v.a.) : Action Christine, 6* (325-85-78).
JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.a.) : La Banque de l'Image, 9* (329-41-19) ; Daumier, 12* (343-52-97). H.s.p.
LABYRINTHE (procédé Panama) (Fr.) : Espace Galilé, 14* (327-95-94).
LABYRINTH MAN (A. v.a.) : Rivoli Cinema, 6* (272-63-32).
LE LAUREAT (A. v.a.) : Saint-Germain Huchette, 5* (633-63-20) ; Elysées-Louvre, 5* (359-36-14).
LITTLE BIG MAN (A. v.a.) : Barriaz, 5* (723-69-23) ; Montparnos, 14* (327-52-37).
LA MAISON DES SEPT PÉCHES (A. v.a.) : Action-Ecoles, 3* (325-72-07).
MIDNIGHT EXPRESS (v.f.) (It. v.a.) : U.G.C. Marbœuf, 6* (225-18-45) ; Parisiana, 14* (329-43-11) ; (v.f.) : Capri, 2* (508-11-69).

1980 (1^{re} partie) (v.f.) (It. v.a.) : Calypso, 17* (380-30-11).
1980 (2^e partie) (v.f.) (It. v.a.) : Calypso, 17* (380-30-11).
MOI CHRISTIANE F. (A. v.a.) (v.f.) : Paramount Montparnos, 14* (329-43-11).
MONTY PYTHON (Sacré Graal et le Vie de Brian) (Angl. v.a.) : Cluny-Ecoles, 5* (354-51-60).
MORT SUR LE NEIL (A. v.a.) : Ranelagh, 16* (289-64-44).
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7* (783-64-66).
NEW-YORK 1997 (A. v.f.) : Paramount-Galilé, 13* (380-10-03).
LA NUIT DES MASQUES (A. v.f.) : (v.f.) Temples, 3* (272-94-56).
LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.a.) : Olympia-Hall, 1* (278-34-15) ; Olympia-Belco, 6* (651-10-40).
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : (v.f.) : Cloué Saint-Germain, 6* (633-10-82).
PANDORA (A. v.a.) : Olympia-Louvre, 6* (633-97-77).
REMPARTS D'ARGILE (Fr. Alg.) : Studio de la Contrepartie, 3* (325-78-35).
ROLLERBALL (A. v.a.) (It. v.f.) : Cluny-Palace, 5* (354-07-76) ; Paramount-Galilé, 13* (380-10-03).
SABOTAGE (A. v.a.) : St-Germain-Village, 5* (633-63-20) ; Elysées-Louvre, 5* (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11* (357-90-61) ; Parisiana, 14* (329-43-11).
LA SEULE FEMME SUR TERRE (Jap. v.a.) : Olympia St-Germain, 6* (633-97-77).
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7* (783-64-66).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.a.) : Elysées Point Show, 8* (225-67-29) ; (v.f.) : Temples, 3* (272-94-56).
TEMPS SANS PITIE (Ang. v.a.) : Olympia-Louvre, 6* (633-97-77) ; Pagoda, 7* (705-12-15) ; Olympia-Europe, 14* (342-47-42).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.a.) (v.f.) : Studio Galand, 5* (354-72-11).

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris

Téléphone : 246-17-11 - Telex : Drouot 842260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h sauf indications particulières

LUNDI 15 FÉVRIER 1981 (exposition samedi 13)

S. 1 - Tableaux anc. Objets d'art mod. Tap. Tapisseries. M^{re} Catherine Charbonnet.
S. 2 - Art russe : Dessins, aquarelles, toiles, argenterie (catal. à l'étude 25 F). M^{re} Cornette de Saint-Cyr.
S. 3 - Estamp. Lithos et tableaux modernes. M^{re} Blanche.
S. 14 - Bons meubles et objets mobiliers. M^{re} Ador, Picard, Tajan.
S. 15 - Tableaux anc. céramiques. Objets d'art mod. anc. M^{re} Oger, Darnet.
S. 16 - Ameublement. M^{re} Bolegard, de Heeckeren.

LUNDI 15 FÉVRIER

S. 7 - Petits bij., fourr. rétro. M^{re} le Blanc.

MARDI 16 FÉVRIER (exposition lundi 15)

S. 5 - Art primitif, art précolombien. M^{re} Bolegard, de Heeckeren, M^{re} P. et Cl. Verité.
S. 7 - Art russe : Livres, porcel., sculpt. Obj. de vitr. Catalogue à l'étude : 25 F. M^{re} Cornette de Saint-Cyr.
S. 8 - Numismatique. M^{re} Milon, Aulneau.

MARDI 16 FÉVRIER

S. 7 - Art russe : Livres, porcel., sculpt. Obj. de vitr. Catalogue à l'étude : 25 F. M^{re} Cornette de Saint-Cyr.
S. 8 - Numismatique. M^{re} Milon, Aulneau.

MERCREDI 17 FÉVRIER (exposition mardi 16)

S. 1 - Tableaux mod. et anc. Orfèvr. Obj. d'art. Bel am. M^{re} le Blanc.
S. 2 - Ameublement. M^{re} Bolegard, de Heeckeren.
S. 3 - Livres XV^e au XVIII^e. M^{re} Pescheteau-Badier, Ferrier, M. Blanchard.
S. 4 - Muebles. M^{re} J.-Ph. et D. Bonet.
S. 6 - Importantes estamp. japonaises, sculptures. M^{re} Ador, Picard, Tajan, MM. Pacitti, Jeannelle et Maréchal.
S. 10 - Objets de vitrine. M^{re} Oger, Darnet, M^{re} Cornette de Saint-Cyr, M^{re} Ferrier, M. Blanchard.
S. 13 - Bijoux. Fourr. M^{re} le Blanc.

JEUDI 18 FÉVRIER (exposition mercredi 17)

S. 5 - Tableaux XIX^e. Bijoux, argenterie. M^{re} Oger, Darnet, M^{re} Cornette de Saint-Cyr.
S. 7 - Objets d'art et d'ameubl. principalement du XVIII^e. M^{re} Ador, Picard, Tajan.

VENREDI 19 FÉVRIER (exposition jeudi 18)

S. 1 - Tableaux mod. Objets d'art et d'ameubl. M^{re} Pescheteau-Badier, Ferrier, M^{re} Calic.
S. 2 - Bijoux, argenterie, meubles. M^{re} Noret-Millet.
S. 3 - Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. M^{re} Ador, Picard, M. Frommiger.
S. 4 - Autographes, livres anc. et mod. M^{re} Couturier, Nicolay, M^{re} Vidal-Mégret.
S. 6 - Dessins et tableaux modernes, sculptures. M^{re} Ador, Picard, Tajan, MM. Pacitti, Jeannelle et Maréchal.
S. 10 - Dessins anc. XVIII^e, XIX^e. Tabla. Bibelots. Meubles anc. et style. M^{re} Ador, Picard, Tajan, M. Blanchard.
S. 13 - Bijoux. Fourr. M^{re} le Blanc.

VENREDI 19 FÉVRIER à 21 h. (exposition de 11 h à 18 h.)
S. 5 - Import. vie d'art contemporain au profit de la Pologne. M^{re} Catherine Charbonnet.

Études annonçant les ventes de la semaine :

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BINOCHÉ, 5, rue La Boétie (75008), 265-79-50.
LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 266-24-48.
BOISGIRARD DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
BONDU J.-Ph. et D., 17 rue Drouot (75009), 770-36-16.
CHARBONNET, 124, rue Saint-Hippolyte (75008), 359-66-56.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 34, rue George-V (75008), 720-15-04.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-45-44.
MILLON JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 770-00-45.
NERET MINET, 31, rue Le Peletier (75009), 770-07-79.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIER, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-89-38.

RADIO-TÉLÉVISION

Un sondage IFRES publié par V.S.D.

LES FRANÇAIS MÉCONTENTES DE LA TÉLÉVISION

Selon les résultats d'un sondage IFRES publié dans le numéro du jeudi 11 février de l'hebdomadaire V.S.D. - sondage réalisé les 5 et 6 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 68 % des Français sont mécontents, ou très mécontents, des programmes de la télévision (48 % « mécontents » et 20 % « très mécontents »). 31 % seulement étant satisfaits ou très satisfaits. Selon ce sondage, encore, si 62 % des Français regardent la télévision pour se distraire (contre 33 % pour s'informer et 5 % pour se cultiver), ils sont 65 % à considérer les programmes « tristes et ennuyeux » et 35 % à les juger « gaîs, distrayants et variés ». D'autre part, 80 % des personnes interrogées regrettent que la périodicité des « Dossiers de l'écran » ait été réduite. Enfin, en ce qui concerne le magazine « Droit de réponse » animé par Michel Polac, 49 % des réponses ont été critiques, contre 42 % favorables.

● M. Dominique Ferry vient d'être nommé conseiller auprès de M. Pierre Barret, président d'Europe 1-Images et Son.

[Agé de trente-sept ans, ingénieur des Mines, M. Dominique Ferry a toujours travaillé dans le secteur de la presse et de la communication. Contrôleur de gestion à l'Express en 1970 où il rencontre M. Pierre Barret, - il a été successivement directeur de cabinet de Simon Nora lorsque celui-ci était directeur général de Hachette, secrétaire général du groupe Press, président de la FEP, puis d'Édition, enfin directeur de développement et des techniques nouvelles et audiovisuelles de Hachette en 1980. En plus de ses nouvelles fonctions de conseiller du président du groupe Europe 1, il reste président de la Nouvelle Consult, une société de création et de commercialisation de banques de données.]

● Une dizaine d'associations liées au mouvement occitan ont décidé de créer un front commun pour défendre la culture et la langue occitane à la radio et à la télévision. Ce collectif occitan pour l'audiovisuel demande notamment que FR3 programme désormais sur l'ensemble de la région occitane (Bordeaux, Marseille, Limoges, Clermont-Ferrand) une heure d'émission en langue d'oc par semaine, au lieu d'une demi-heure par mois comme c'est le cas aujourd'hui.

● Au cours de l'émission « Radio libre aux Radios libres » (mercredi 10 février, sur Europe 1), M. Bernard Schreiner, député (P.S.) des Yvelines, rapporteur du projet de loi sur les radios privées locales, a confirmé un système de subvention sera assuré aux radios qui bénéficieront d'une dérogation. Le principe et l'importance de ce Fonds d'aide seront fixés lors du débat sur le statut de l'audiovisuel qui s'engagera au printemps au Parlement. Le fonds sera alimenté par un prélèvement sur les recettes publicitaires de la télévision et des radios périphériques commerciales.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS
vacances scolaires : Noël, Pâques...
tennis action
équipé par DUNLOP
246.16.55

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

Les Français malades de l'administration

Chaque jour, quarante-deux textes nouveaux réglementent la vie des Français.

Enquête d'Eric Rohde

Maurice Godelier anthropologue marxiste

Une interview d'Annick Gwenaél

Rappel des émissions

Jeudi 11 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Julien Fontanes, magistrat. Une fine lame, réal. F. Dupont-Midy. Avec J. Morel, H. Quastier, M. Peyrolon.
21 h 5 Document : Lettre d'un bout du monde. Le Mexique : El señor Gobernador, de J.-E. Jaimeson. Le portrait de Ruben Figueroa gouverneur de l'état de Guerrero au Mexique : un personnage étrange, d'une sincérité surprenante, qu'on voit, non sans surprise, dans son travail de surveillance du territoire. A voir.
22 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Situation 82. Espagne : entre l'oubli et la crainte. Une enquête de C. Semprun-Maars, réal. F. Bosch.
L'Espagne cinq années après la mort de Franco, dans un contexte économique et social difficile, les problèmes du terrorisme. Le grand rêve de la démocratie s'est-il réalisé ?
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Réal. M. Villermet et D. Seaden.
22 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Les Soixante de l'île de Pâques. Film français de P. Kast (1971), avec N. Bengel, F. Brion.

Vendredi 12 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Réponses à tout.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
16 h 30 Croque-végétarien. Des plats variés : variétés, bicolores.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 45 Quotidiennement votre. Le corps en question.
18 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : L'entrouvert.
De F. Morell avec le concours de la Marine nationale et de SIRPA.
Une journaliste et un photographe, chargés d'une enquête sur la marine militaire, s'embarquent à bord de la corvette Dupetit-Thouvenin.
21 h 55 Lettres d'un bout du monde. Voyage au Mexique : les enfants de Chingola.
La dernière partie de ce reportage de Jean-Emile Jaimeson est consacrée aux gringos, jeunes Mexicains qui tentent de vivre dans l'Amérique du Nord.
22 h 50 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
13 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 45 Série : Les amours des années grises.
14 h Aujourd'hui la vie.
Notre songe du Moyen Âge.
15 h Série : La famille Adams.
16 h 5 Magazine : Un temps pour tout.
Réal. J.-P. Spiro.
Les veuves, avec M. Joseph Franconchi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées : des dizaines de milliers de femmes « jeunes » avec M. Julien et A. Dore, les amoureux.
18 h 50 Série documentaire : La Renaissance.
N. 1. Les cités.
Une nouvelle série de six émissions consacrées à la Renaissance en Europe. La première traite des liens commerciaux entre les Flandres et l'Italie au quinzième siècle.
17 h 50 Récré A2.
Mes mains ont la parole : Yoko-Ok ; Les quatre amis ; Dick le voleur.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord... pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilletton : Le chef de famille.
La femme de trente ans, réal. N. Compagnon.
Avec F. Ardant, E. Feuillère, P. Dux, G. Descrières.
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot. Les bons romans sont-ils prophétiques ?
Avec D. Rolin (Le Gâteau des morts), P. Grippi (Mal d'homme), J. Lazzarini (La Balance blanche), J.-M. Roberts (L'Ami de Vincent), M. Tournier (Le Vol du vampire).

A. Stewart, Z. Belbel, J. Charrier, M. Garrel, M. Romo (réalisation).
Trois hommes, trois femmes, qui ne se sont jamais vus et vivent loin les uns des autres, reçoivent des messages codés et sont marqués par un signe à la main. Une force extraterrestre les pousse à se rejoindre et à partir pour l'île de Pâques. Utilisation de la science-fiction pour ouvrir la porte à l'imaginaire. Pierre Kast a organisé avec un charme étrange le va-et-vient d'un conte en des lieux splendides, et le rendez-vous comique dans l'île aux statues mystiques.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Problèmes éthiques en chirurgie cardio-vasculaire.
20 h, L'habitat médiéval de la ville, de P. Rastel.
22 h 5, Nuits magiques : Le Mail.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (au direct de la salle Pleyel, à Paris) : Variations sur une chanson populaire hongroise, de Kodaly ; Concerto pour piano et orchestre n° 5, de Rachmaninov ; Symphonie n° 5, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. C. Mielles, avec H. Bards, piano.
23 h, La nuit sur France-Musique : Studio de recherche radiophonique : les villes invisibles ; 0 h 5, Un portrait de J.-S. Bach, Sorcier, Lippard, Mazon.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les Nouveaux : Vive le volley ; Des livres pour nous : Un papa pas possible.
18 h 55 Tribune libre.
La C.G.T.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
Adm.
20 h Les jeux.
20 h 30 Le nouveau vendredi : Allemagne : la puissance et la peur.
Une émission de R. Louis dans la série « Points de repère ». Enquête et réalisation : G. Du Jonchay.
Les « cinémas » de l'actualité : Les cinémas de l'actualité de l'ouest. En octobre 1981, trois cent mille Allemands défilèrent pour protester contre l'installation de missiles nucléaires.
21 h 30 Le Rhin : cet arbre superbe.
Une émission de J. Grand. Réal. M. Château.
Un voyage le long du Rhin : la découverte de Bâle, Strasbourg, Heidelberg, et des paysages, Mère Courage, Faust, etc. etc.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinées : L'alphabetisation.
8 h, Les chemins de la conscience : Désordre et ordre (avec le philosophe R. Girard) ; à 8 h 32, Histoire de la solidarité au XIX^e siècle : l'Etat providence.
9 h 50, Échos au hasard.
9 h 57, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « Journal d'un condamné à mort » ; « Lettres de Mordvin », avec E. Konstantov.
11 h 2, Florent Schmitt : Continuité, par A. Paris.
12 h 5, Agnos : Avec J. Lavallois.
12 h 45, Passions : Avec G. Hocquenghem.
13 h 30, Musiques extra-européennes : Racines de la musique afro-américaine.
14 h, Soirée : Pâques.
14 h 5, Un livre, des voix : « Moi, Aristide Briand », de Verconsin.
14 h 47, Les inconnus de l'histoire : L'abbé J. Lezine.
15 h 50, Contact.
16 h, Promesse de la musique.
18 h 30, Feuilletton : La cloche d'Irlande, d'après H. K. Luzzan.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les grandes œuvres de la science moderne : Les comètes.
20 h, Une œuvre, une vie : Louis Calabrese.
21 h 30, Black and blue : L'histoire vive de France. Les révolutions 1961.
22 h 30, Nuits magiques : Le Mail.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques de chambre : Œuvres de Couperin, Debussy, Berlioz, Saint-Saëns, Poulenc.
8 h 7, Quotidien-musique.
9 h 5, Le maître des musiciens : « Otello », de Verdi.
11 h 2, Musiques de chambre : Œuvres de Chostakovitch, Scriabine, Prokofiev, Babadjanian.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, James Scobie, (en direct de Studio 119) : Œuvres de Liszt, Schumann, Villa-Lobos, Milhaud, avec O. et C. Delcamp.
14 h 4, Boîte à musique, œuvre de Britten.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Victor de Sabata : Œuvres de J. Brahms, Debussy, Verdi, Shostakovitch ; à 16 h 30, Lieder de Hugo Wolf.
17 h 2, Histoire de la musique : La philosophie musicale au Moyen Âge.
18 h 30, Studio-concert (en direct de Studio 106) : Chanson d'amour et de fête à la cour des rois catholiques espagnols, par l'Ensemble Gilles Binchois.
19 h 30, Jazz.
20 h, Musiques contemporaines.
20 h 30, Concert (en direct de Paris) : Concerto pour piano et orchestre n° 2, de J. Brahms, « Une vie de héros », de R. Strauss par l'Orchestre national de France ; dir. K. Szelestin, avec B.-L. Gelber, piano.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : Œuvres de Beethoven, Berg ; 23 h 5, Écarts (N. Rota) ; 0 h 5, Musique indienne.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 11 FÉVRIER

— M. Jack Lang, ministre de la culture, participe au journal de TF 1, à 20 heures.
— M. Bani Sadat, ancien président de la République iranienne, en l'invité du journal de FR 3, à 22 h 30.

VENREDI 12 FÉVRIER

— M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, participe au journal d'A 2, à 12 h 45.

Une allocation de maternité pour les travailleuses indépendantes

OFFICIERS MINISTERIELS de ventes par adjudication

PROPRIÉTÉ HOTEL PARTICULIER
Situé à Paris 16
A VENDRE
A PRIX 1.000.000 F
Situé à Paris 16
A VENDRE
A PRIX 2.000.000 F

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE SOCIALE

Une allocation de maternité pour les travailleuses indépendantes

Invitée au congrès annuel de l'Union nationale artisanale de la couture et des activités connexes (UNAC) - organisme patronal rassemblant quarante-sept syndicats départementaux de travailleurs indépendants - M^{me} Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale, a, le 9 février, annoncé plusieurs mesures intéressant ces professions.

Répondant aux congressistes qui déplorent que leur profession soit « en voie de disparition » en raison du coût de la main-d'œuvre, des charges sociales, du fixe et du travail clandestin, M^{me} Questiaux a déclaré que la solidarité nationale ne doit pas seulement concerner les salariés, mais aussi les non-salariés et particulièrement les artisans.

Le ministre a fait état de diverses mesures en préparation : le doublement du plafond de ressources du complément familial dans les ménages où les conjoints travaillent (deux cent cinquante mille francs) ; un projet de loi ordonnant une allocation de maternité pour les travailleuses indépendantes ou les conjointes de travailleurs indépendants qui interrompent leur activité en cas de grossesse ; la prise en charge des examens de santé au titre des prestations légales ; l'application aux travailleurs indépendants des lois de 1975 et de 1977 sur la retraite anticipée des femmes et des travailleurs manuels.

L'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite dans le régime des salariés à partir d'avril 1983 va, certes, poser la question de l'harmonisation du régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants avec celui des salariés. Dans ce domaine, M^{me} Questiaux a reconnu « l'insuffisance de la couverture du gros risque, l'absence d'indemnités journalières,

la modeste des remboursements en matière de pharmacie, d'optique, de soins dentaires ». Cependant, a-t-elle ajouté, il faut tenir le langage de la vérité : une protection sociale améliorée - où toutes les années de travail comptent pour la retraite - entraîne nécessairement des efforts contributifs supplémentaires, qui se traduiront par une augmentation des charges pesant sur les revenus. Mais il n'est pas question d'imposer des charges supplémentaires sans l'accord de ceux qui les supportent : « La solidarité, dont j'ai fait un objectif essentiel du gouvernement, n'a de sens que si elle s'appuie sur un dialogue constant et confiant », a dit M^{me} Questiaux.

Au-delà de cette concertation, le ministre souhaite que les femmes chefs d'entreprises artisanales « prennent leurs responsabilités » lors des prochaines élections désignant les administrateurs des caisses d'assurance-maladie du régime des non-salariés.

Enfin, M^{me} Questiaux a annoncé la prochaine mise en œuvre d'un plan d'action pour « combattre fermement le travail noir qui exerce une concurrence déloyale à l'heure où tant de secteurs subissent les effets de la crise ».

JEAN BENOÎT.

La récupération de l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité

Le décret portant à 250 000 francs le montant de la succession à partir duquel l'administration est autorisée à « récupérer » l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité est entré en vigueur au Journal officiel du 3 février. Il n'est applicable qu'aux successions s'ouvrant à compter du 3 février 1982, date de la publication du décret, et non du 1^{er} janvier comme de multiples et récentes déclarations gouvernementales l'avaient annoncé à la suite du Conseil des ministres du 10 novembre 1981 qui en avait admis le principe.

Ce décret élève donc le seuil de recouvrement de 150 000 à 250 000 francs, étant entendu que cette « récupération » ne peut s'effectuer que si la succession est de 250 000 francs.

Quant au décret destiné à étendre ce nouveau plancher à l'aide ménagère au titre de l'aide sociale - et accordée également pour le 1^{er} janvier - il est en cours de rédaction. « Sans méconnaître l'intérêt et la portée d'une telle mesure, il faut pourtant bien admettre que le gouvernement travaille à l'économie : il ne modifie en rien les modalités de récupération sur succession des personnes âgées hébergées et prises en charge par l'aide sociale, qui peut s'effectuer, dans ce cas, dès le premier franc d'héritage. - C. G.

(1) En 1980, la C.N.A.V. (Caisse nationale d'assurance-vieillesse), un des principaux acteurs de cette récupération, avec quelque 700 000 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du F.N.S., a recouvré environ 13,5 millions de francs pour 4,381 milliards de francs versés à ce titre.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Cab. de M^{re} BEFFAY, av., 4, rue des Casernes, 01000 Bourg-en-Bresse, 01 (74) 22-53-53. Ventes aux enchères publiques en suite de liquidation de biens. Le MARDI 23 FÉVRIER 1982, à 14 h., au T.G.I., au Palais de Justice à Bourg-en-Bresse - EN UN SEUL LOT

BÂTIMENTS IMPORTANTS A USAGE INDUSTRIEL MISE A PRIX : 2.000.000 F

Vente sur saisie Pal. Just. Pontoise (95) 18 février à 14 heures LOG. à GONESSE (95) 94, RUE DES MYOSOTTES, 1^{er} étage lot n° 5, part. comm.

MISE A PRIX : 80.000 FRANCS Consign. 25.000 F (ch. cert. banque) Rem. M^{re} BUISSON, avoc. 032-31-62 29, rue P.-Butin à Pontoise (95).

Vente à l'adjudication au Palais de Justice à Paris, le 22 février 1982, à 14 h. APPARTEMENT de 2 pièces 35 BIS, RUE DE LA CHINE MISE A PRIX : 40.000 FRANCS S'adr. M^{re} J.-F. AUDUC, avoc. à Paris (2^e), 13, rue Léopold-Bellan, 233-38-49; M^{re} J. QUILLARD, avoc. à Paris (16^e), 123, rue de la Tour; à tous avocats près Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; et sur les lieux pour visiter.

Vie s. sais. Palais Justice Pontoise (95) 18 février à 14 heures APPARTEMENT au PLESSIS-BOUCHARD (95) 3, allée des Bouleaux - PARKING MISE A PRIX : 40.000 FRANCS Consign. 25.000 F (ch. cert. banque) Rem. M^{re} BUISSON, avoc. 032-31-62 29, rue P.-Butin à Pontoise (95).

Vente au Palais de Justice à Créteil, JEUDI 25 FÉVRIER 1982, à 9 h. 30 PROPRIÉTÉ A CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) 32, RUE DU MONUMENT et CHEMIN DES BASSINETS, sans Numéro, comp. pavillon élevé sur caves; rez-de-ch. divisé en entré, s. de séjour, cuisine, couloir, 3 P., s. d'eau, 2 W.C.; 1^{er} et 2^e ét. 5 chbres, 2 s. de bain, penderie. JARDIN couv. MISE A PRIX 400.000 F S'adr. M^{re} BOISSEL Paris, 14, r. Ste-Anne, 261-01-09.

Vie sur saisie Pal. Just. à Nanterre, mercredi 3 mars 1982, à 9 h. UN LOT NUE PROPRIÉTÉ HOTEL PARTICULIER NEUILLY-SUR-SEINE DU BOULEVARD M. A PRIX 2.002.000 F S'adr. M^{re} DESCLOZEUX S.C.P. d'Avocats DESCLAUZEUX, MAZIERES, HERBERT et MOUGEOTTE, 7, boulevard Raspail, Paris (7^e), tél. 548-72-96; M^{re} L. BOUSQUET, avoc. à Paris (17^e), 3, rue Anatole-de-la-Forge, tél. 755-78-40; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE et VERSAILLES.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.02.82. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 11 février à 0 h et le vendredi 12 février à 24 heures :

La partie sud du courant perturbé qui circule de l'océan Atlantique au nord de l'Europe persistera à la latitude des îles Britanniques. La partie méridionale de ce courant, plus faible, affectera nos régions septentrionales dans un champ de pressions encore assez élevé. Vendredi, le temps sera passagèrement nuageux ou très nuageux sur la moitié nord de la France. Quelques faibles pluies isolées se produiront dans la vallée des Ardennes et du nord des Vosges au nord du Massif central, le soir sur la Bretagne et la Normandie. Sur la moitié sud de la France, le temps sera encore assez bien ensoleillé après la dissipation des brouillards formés en fin de nuit dans les vallées. On notera cependant des nuages brumeux sur les cimes du golfe du Lion et des nuages élevés sur le Sud-Ouest.

Il fera frais le matin sur les Alpes et le Massif central, mais les températures maximales seront encore supérieures aux normales saisonnières.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 février 1982 à 7 heures, de 1 023 millibars, soit 767,3 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 février; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 février) : Ajaccio, 14 et 5 degrés; Biarritz, 20 et 10; Bordeaux, 17 et 5; Bourges, 16 et 11; Caen, 12 et 0; Clermont-Ferrand, 17 et 7; Dijon, 13 et 0; Grenoble, 13 et -1; Lille, 9 et 3; Lyon, 15 et 5; Marseille-Mariniane, 16 et 3; Nancy, 13 et 2; Nantes, 13 et 6; Nice, 15 et 6; Paris-Le Bourget, 13 et 4; Pau, 18 et 3; Perpignan, 15 et 8; Rennes, 11 et 6; Strasbourg, 12 et 1; Tours, 15 et 5; Toulouse, 14 et 9; Pointe-à-Pitre, 21 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 7 degrés; Amsterdam, 10 et 2; Athènes, 10 et 6; Berlin, 9 et 2; Bonn, 12 et 0; Bruxelles, 12 et 5; Le Caire, 19 et 14; San Carlos, 20 et 5; Copenhague, 4 et 1; Dakar, 22 et 23.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 11 février :

DES DÉCRETS

■ Modifiant le décret du 1^{er} septembre 1972 portant application de la loi du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire ;

■ Modifiant le décret du 14 septembre 1973 fixant les modalités particulières d'application, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de la loi du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et du décret du 1^{er} septembre 1972 modifiant l'application de ladite loi ;

■ Modifiant le décret du 3 décembre 1981 instituant une aide exceptionnelle destinée à concourir au rétablissement de certaines exploitations en difficulté ;

■ Portant application du rapport constant établi par l'article L. 6 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue de revalorisation au 1^{er} janvier 1982 du point d'indice des pensions militaires d'invalidité et accessoires de pensions.

UNE LISTE

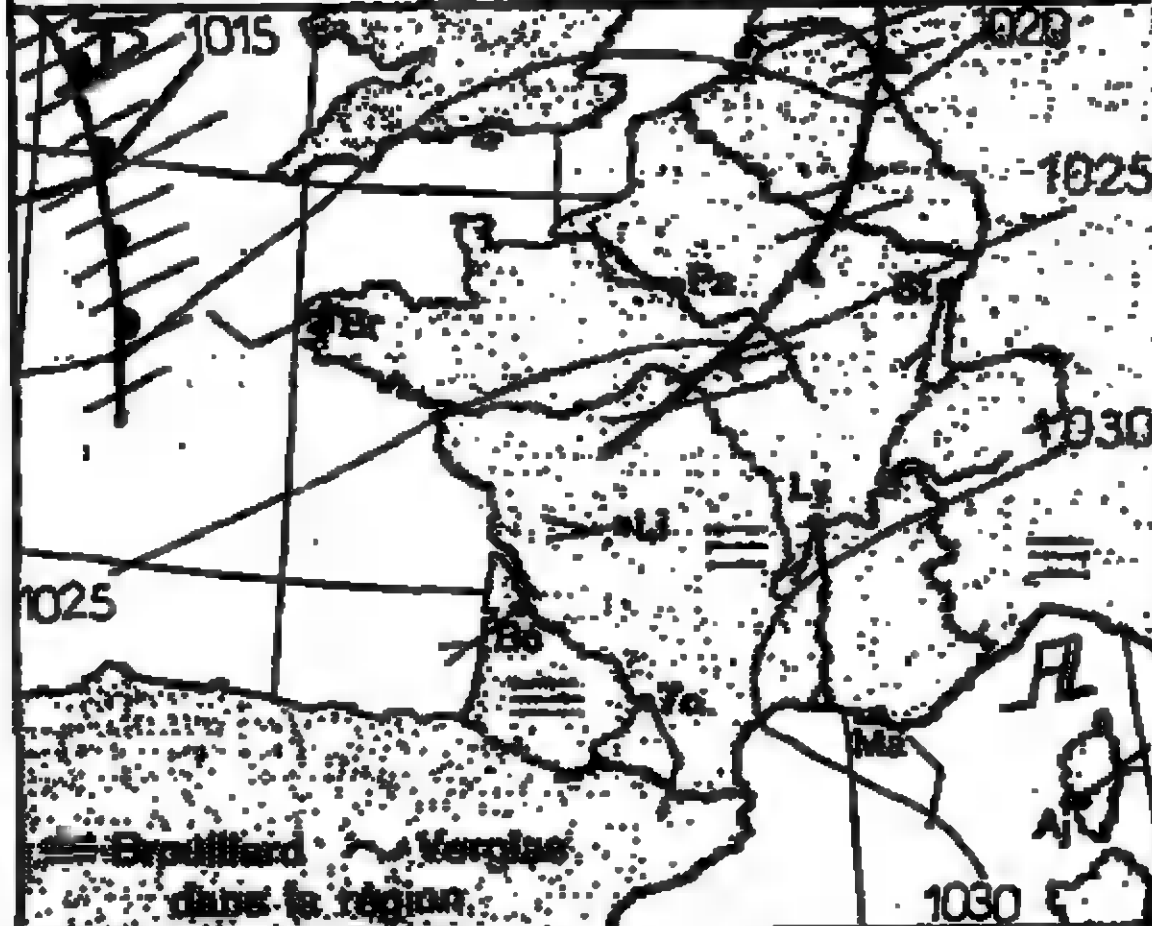
■ D'aptitude pour 1982 aux emplois de direction et d'agent comptable des organismes de Sécurité sociale du régime général.

UN ARRÊTÉ

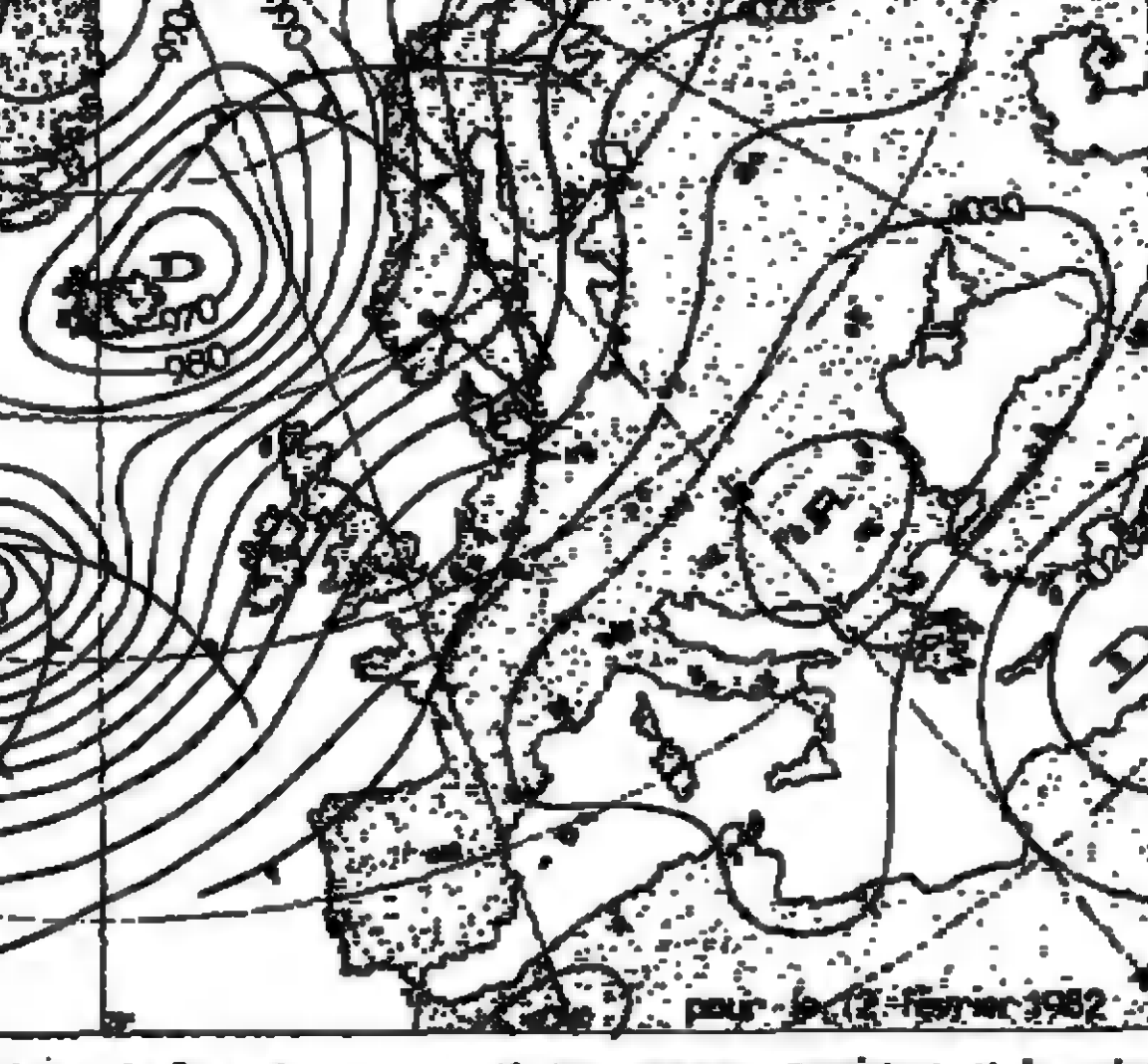
■ Relatif à la composition et au fonctionnement de la commission d'étude prospective de la femme militaire.

■ PRÉCISION. - La Société de vénerie et l'Association française des équipages de vénerie déclarent dans un communiqué qu'aucun équipage de vénerie n'a participé à l'animation de la fête communale de Charrier-Ferrière (Corrèze), le 7 février dernier. Une bombe de fabrication artisanale avait explosé devant l'église de cette municipalité, où devait être célébrée une messe de Saint-Hubert (le Monde du 10 février). Les cavaliers présents, ajoute le communiqué, étaient membres de différents clubs hippiques et n'avaient aucune appartenance avec les équipages de chasse à courre découlant dans cette région.

PRÉVISIONS POUR LE 12-2-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 12 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



17 : Genève, 11 et -1 ; Jérusalem, 11 et 1 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 12 et 8 ; Madrid, 13 et 5 ; Moscou, - 9 et -13 ; Nairobi, 30 et 18 ; New-York, - 4 et - 4 ; Palma-de-Majorque, 17 et 12 ; Rome, 15 et 1 ; Stockholm, 4 et 1.

et peu nuageux persistera et la neige présentera un caractère de neige de printemps avec accentuation de la fonte nivale et humidification de la neige de surface sur les faces sud en dessous de 3 000 mètres.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'ÉTAT DE LA NEIGE EN FRANCE

Au cours de ces derniers jours, le temps a été beau et très doux sur les massifs montagneux avec une fonte nivale généralisée. Ainsi l'enneigement est faible en dessous de 2 000 mètres sur les Pyrénées et la Corse pour passer de 60 à 100 centimètres de neige. Seules les Alpes bénéficient d'un enneigement encore important au-dessus de 1 700 mètres.

Pour la fin de semaine, le temps doux

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 FÉVRIER

■ Notre-Dame reconstruite aux jeunes », 14 h 30, Métro Cité.

■ « Le Mans », 15 h, 62, rue Saint-Amand, M^{re} Lagrègue.

■ Architecture civile du Moyen-Âge », 15 h, Grand Palais, M. Lepany.

■ Mosquée de Paris », 15 h, Place du Puits-de-Ferme, M^{re} Meynard.

■ Hôtel Fleury », 15 h, 28, rue des Saussaies, M^{re} Zoljovic (Caisse nationale des monuments historiques).

■ Monest et ses amis », 15 h, 2, rue L.-Boilly (Approche de l'art).

■ Crypte de Notre-Dame », 11 h, parvis (Arcus).

■ Académie française », 15 h, 23, quai Camille (Commissariat d'Art et d'Architecture).

■ Musée de la préfecture de police », 15 h, 1 bis, rue des Carmes (M^{re} Fernand).

■ La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Darc (P.V. Jastel).

■ Couvent des Carmes », 15 h, Métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

■ Meubles de France », 15 h, 107, rue de Rivoli (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

9 bis, avenue d'Iéna, 15 h : « Mexique », 17 h : « Mayas et Guatémala » (Projection).

9 h, 6, rue Drouot : « Congrès sur le thème : paranormal et psychologie avancée ».

14 h 45, 64, rue du Rocher, M. P. Bourget : « Paris 1940-1944 », M. H. Adone : « Le budget de l'armée française en rapport avec les besoins de notre sécurité » ; M. J. Nanterre : « Socialisme et liberté ou servitude ? » (Club du Faubourg).

15 h, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, M. André-A. Devaux : « La moralisation des âmes » (Fondation Theilhard de Chardin).

15 h, 5, rue Lavigière, M. P. Poulin : « Le Yin et le Yang dans la tradition chinoise » (Nouvelle Acropole).

Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de février

FAUT-IL FAIRE DES SCIENCES ?

■ L'emploi

■ L'avenir de la recherche

Jobs d'été à l'étranger

En vente partout, 9 F

BREF

COLLOQUES

LA SANTÉ A LA MAISON. - La Mairie de Paris et le comité parisien d'éducation pour la santé organisent, à partir du 23 février, dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, une quinzaine d'information sur « La santé à la maison ».

* 25, rue de Rivoli, 75004 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à 18 h 30.

ENIRHAIDE

DON DU SANG A PARIS. - Six journées de don du sang seront organisées au mois de février par la Ville de Paris, les vendredis 19, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, à 8 heures à 12 heures, Hôtel de Ville, salle Saint-Jean (entrée rue Lobau, côté Seine).

VOYAGES

AÉROPORTS PLUS CHERS. - La taxe payable au départ de l'aéroport de Tokyo-Narita a subi une augmentation de 500 yens applicable à compter du 22 décembre ; elle s'élève désormais à 2 000 yens, soit environ 52 francs français. Au départ de Buenos-Aires, la taxe d'aéroport vient de passer de 27 000 à 40 000 pesos, soit environ 21 francs français. La taxe d'aéroport anversoise surpasse des passagers lors de l'enregistrement au départ de Tel-Aviv, anciennement fixée à 130 shekels, vient de passer à 150 shekels, soit environ 57 francs français.

MADAGASCAR. - Un visa est exigé par les autorités malgaches de tous les passagers étrangers arrivant à l'aéroport d'Antananarivo, à Madagascar, à l'exception des ressortissants du Lesotho et du Malawi.

PASSEPORTS : NOUVEAU TARIF.

- Le Journal officiel du 31 décembre 1981 a publié la loi de finances pour 1982 (du 30 décembre 1981), qui prévoit un relèvement du droit de timbre pour les passeports. Celui-ci passe de 200 F à 240 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3124

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. C'est beau à l'aube. - II. Est immanquable dans un morceau de roi. Rayons. - III. Se dégonfle rapidement. - IV. Très ardent. Retour d'un envol. - V. Démonstratif. Empoisonne après avoir été distillé. - VI. Cité. Est en métal et sert pour bâtir. - VII. Faute partie. Terme antique. - VIII. Elle se retire périodiquement à campagne on à la montagne. - IX. Fauche. Où l'on ne saurait distinguer la rive du merlan. - X. Se déplace comme une larve.

VERTICALEMENT

I. Elles s'appliquent et sont rapidement colles. - II. Blanchit des choux. Terrain qui convient aux simples. - 3. Défrisée dès qu'elle est bouillie. - 4. Administre. Certains les prennent, d'autres les cuisinent. Symbole. - 5. Il se taille avant d'être saisi. - 6. Est charrié avant d'être engainé (trois mots). - 7. Marchande avec des charbonniers. Participe. - 8. Grande station balnéaire. Recueille une gomme précieuse. - 9. Abandonne son poste quand on l'achète. Ronge.

Solution du problème n° 3123

Horizontalement
I. Bretelles. - II. Résiner. - III. Ante. Ital. - IV. Narrer. Ta. - V. Clés. Rion. - VI. Ver. - VII. Rasse. Ore. - VIII. Dû. Ruiner. - IX. Pavois. - X. Elite. Etc. - XI. Ruée. Isé.

Verticalement
1. Brancardier. - 2. Rénel. Au. Lu. - 3. Estrées. Pie. - 4. Tiers. Erate. - 5. En. Veuve. - 6. Lierre. Io. - 7. Let. Ironies. - 8. Erato. Resta. - 9. Lancer. Co.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES ORANGERS

TIRAGES N° 10 DU 10 FÉVRIER 1982

TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER
1	071 211 9 461 073 351	500 500 2 000 4 000 000	5	85 855 97 325 345 825	10 000 10 000 1 000 000
2	452 882 6 972 18 352	500 500 2 000 10 000	6	78 076 858 7 758 74 888	200 700 500 2 000 10 000
3	33 223 833 6 153 7 763 9 103 9 223 9 823 57 343	200 500 500 2 000 2 000 2 000 2 000 2 000 10 000	7	77 417	200 500
4	4 54 764 944	100 300 800 800	8	088 27 948	500 10 000
5	175 855 985 03 215 47 485	500 500 500 10 000 10 000	9	88 96 818	200 10 000
			0	0 110 170 370 630 760 1 640 8 800 36 330	100 600 600 600 800 600 2 100 2 100 10 100

PROCHAIN TIRAGE LE 17 FÉVRIER 1982 LA SAINT-VALENTIN à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

LOTTO 1 8 17 23 27 38

TIRAGE N° 6 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 18

PROCHAIN TIRAGE LE 17 FÉVRIER 1982 VALIDATION JUSQU'AU 15 APRÈS-MIDI

LOTÉRIE NATIONALE - TIRAGE DU 10 FÉVRIER 1982 - N° 10

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

A PROPOS DE...

Métro gratuit ?

Et si le métro était gratuit ? Au moment où le gouvernement cherche — non sans difficultés — de nouvelles sources de financement pour les transports en commun parisiens, au moment où les voyageurs sont de plus en plus nombreux, la question peut être à nouveau posée.

Puisque, de toute façon, déficit il y a, pourquoi ne pas le couvrir un peu plus en simplifiant la vie des usagers, d'autant que la disparition des tickets et des contrôles permettrait quelques économies. L'idée n'est pas totalement absurde : à Provins, par exemple, en Seine-et-Marne, existe, depuis 1973, une ligne d'autobus gratuite... à la satisfaction de tous.

La proposition revêtant régulièrement à la surface. En 1977, déjà, la R.A.T.P. a éprouvé la possibilité de cette idée : depuis, cette étude n'a pas été actualisée. Il en ressortait que la gratuité totale du métro et du bus permettrait immédiatement une économie de 1,3 % des dépenses de fonctionnement de la Régie et, à échéance, après reclassement du personnel jusqu'alors chargé de la vente des billets, de la comptabilité des fonds ainsi récoltés, de 4 à 5 %. Or, en 1981, ses usagers ont fourni à l'entreprise 37,16 % de ses recettes. Contrairement à l'idée, parfois répandue, la R.A.T.P. gagne de l'argent en vendant ses petits tickets jaunes.

Ouvrir gratuitement les portes du métro ne permet pas, en effet, de sensibler économiquement. Certes, il ne serait plus nécessaire d'entretenir et de renouveler les quelques deux mille barrières de contrôle automatique, mais le gros investissement en 1977 n'est pas encore rentabilisé. Bien loin de vouloir, comme à cette époque, réduire au maximum la présence d'agents dans les stations et dans les rames, la nouvelle politique de la Régie cherche, au contraire, à l'accroître. La vente de tickets dans son guichet, le contrôle dans la voiture, c'est aussi une présence humaine.

Si l'on retient pourtant une économie de 5 % — ce qui est plus qu'optimiste — cela ne serait traduit en 1981 par un manque à gagner pour la Régie de 2 379 millions de francs (la recette provenant des usagers a été de 3 279 millions pour des dépenses de fonctionnement de 3 818 millions). Comment le combler ? Se retourner vers les entreprises obligées à multiplier par 2 leur contribution actuelle au financement de la Régie (un peu moins de 1 400 millions en 1981). Cela paraît difficilement concevable. Reste alors l'impôt.

Les réactions de la province

Il semble peu probable que l'Etat mette la main à la poche. La situation de ses finances ne le lui permet guère, et la province, qui déjà comprend difficilement que seul le métro parisien ait une partie de son coût de fonctionnement pris en charge par l'Etat, alors que Lyon et Marseille doivent se

débrouiller seuls, n'accepterait pas un tel appel à ses contribuables. Il faudrait donc se retourner vers les collectivités locales. Si le surcoût entraîné par la gratuité était entièrement à la charge des huit départements d'Ile-de-France et si la clé de répartition du déficit de la R.A.T.P. entre eux restait la même, elle serait actuellement de 2,25 % pour Paris, 8,75 % pour la Seine-Saint-Denis, 1,16 % pour le Val-d'Oise... Il en aurait coûté, en 1981, 2 078 millions de francs à la seule Ville de Paris en plus des 720 millions qu'elle doit déjà déboursier dans la situation présente.

Pour chacun des deux millions de Parisiens (municipalités, gares, bureaux et chauffeurs de taxi compris), la facture annuelle de la gratuité du métro serait donc de 1 039 francs. Alors que l'usager régulier des transports en commun qui achète tous les mois, vacances comprises, une carte orange deux zones ne dépense par an que 1 200 francs. Déjà, malgré l'aide de l'Etat et des entreprises, la contribution de la Ville au déficit de la R.A.T.P. représente 18,4 % du produit de la fiscalité locale. Le métro gratuit obligerait à augmenter les impôts locaux à Paris de plus de 47 %. A Provins, pourtant, la gratuité des autobus ne coûte au budget municipal que 1 million de francs par an, 3,35 % des dépenses de fonctionnement, 8 % des recettes fiscales. Il est plus facile — et donc moins onéreux — de quadrupler une ville de quarante mille habitants qu'une métropole.

Au « juste prix »

D'autant qu'à l'évidence la facture serait plus élevée. Certes, la gratuité inciterait des utilisateurs de voitures particulières à l'abandonner, d'où un gain social pour la collectivité, mais pour un court trajet le Parisien ne serait-il pas tenté de préférer le métro à ses jambes, alors que, pour l'instant, les 2 F du ticket peut le faire hésiter ? Les capacités de transport de la R.A.T.P. seraient alors insuffisantes. Il faudrait investir pour les renforcer, ce qui alourdirait encore le coût de l'opération, calculé ici en fonction d'une hypothèse très optimiste, et sans tenir compte du cas des lignes de banlieue de la S.N.C.F. Surtout, un bien gratuit est toujours dévalorisé. La Régie s'efforce justement de faire prendre conscience à ses voyageurs de la qualité du service qu'elle leur rend. N'est-il pas normal que tout service soit payé à son « juste prix », même si celui-ci n'est pas égal à son coût de revient.

THIERRY BRÉNIER.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DE JUGEMENT

D'un jugement contradictoirement rendu par la 3^e Chambre, 1^{re} section du Tribunal de grande instance de Paris, le 28 avril 1980, confirmé par arrêt de la 4^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 27 avril 1980.

Entre :

Le Groupement d'intérêt économique, dénommé « Groupement français d'expansion du prêt-à-porter féminin de luxe », siège à Paris 1^{er}, 8, rue Danielle-Castellan.

Et :

Le Tribunal... par ses motifs : « Dit que le Groupement qui a pour objet social de promouvoir la renommée et la diffusion du prêt-à-porter français de luxe est sans droit à utiliser le terme « costume » pour désigner les activités et les produits de ses membres qui fabriquent et vendent des vêtements féminins de luxe. »

« Déclare en conséquence nulle la marque collective déposée le 26 octobre 1978 à l'I.N.P.D. sous le n° 230 284 par le Groupement, constituée par les termes « S.C.P. Nouvelle Couture Française ». »

« Condamne le Groupement à payer à la Chambre syndicale la somme de 1 000 F à titre de dommages-intérêts, sa une somme de 5 000 F sur la fondation de l'article 709 du nouveau code de procédure civile. »

« Condamne le Groupement en tous ses dépens. »

DEUX DES ENTREPRISES DE FREDDIE LAKER SONT RACHETÉES

Une agence de tourisme du Kent, Saga Holidays, a annoncé, mercredi matin 10 février, qu'elle avait acquis pour 500 000 livres (6,5 millions de francs) la société Laker Air Travel Limited, qui gère l'activité des voyages organisés de la compagnie Laker Airways, dont la faillite a été annoncée le 5 février dernier. Saga Holidays est spécialisée dans les voyages hors saison à destination de l'Europe, des Etats-Unis et de la Barbade.

Une autre entreprise du groupe Laker, Arrowair Holidays, a été rachetée par la société Greenhill Whitley, spécialisée dans l'hôtellerie et la restauration, pour 4 millions de francs (4 millions de francs). La compagnie British Caledonian Airways se déclare, pour sa part, intéressée par certains des droits de trafic obtenus par Sir Freddie Laker à Miami, Tampa, Los Angeles et New-York, villes qu'elle ne dessert pas actuellement.

Enfin, on s'attend que les vingt avions de flotte de Laker Airways (onze Douglas DC-10, trois Airbus A-300, deux Boeing-707 et quatre BAC-111) soient mis en vente prochainement. Des approches auraient déjà été faites pour les Airbus.

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES, INQUIÉTUDES POLITIQUES

Les routiers manifestent leur morosité

Les transporteurs routiers souhaitent une augmentation des tarifs de fret. Dans une démarche commune, le Comité national routier (C.N.R.), la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations des transporteurs automobiles (UNOSTEA) viennent de rappeler leur démarche du 13 janvier dernier par laquelle ils demandaient au ministre des transports une hausse de deux « crans » (soit 5,127 %) de la « tarification routière obligatoire » (T.R.O.) qui sert de base de calcul des prix du fret routier.

Selon les trois organisations, l'augmentation des tarifs permettrait de « rattraper partiellement l'excès de sous-évaluation des transports routiers constatée ces dernières années », et elle « contribuerait à apaiser les transporteurs, excédés de plus par toutes sortes de difficultés et de tracasseries, aux frontières ou ailleurs ». Les routiers font valoir que le ministre s'est, par ailleurs, déclaré favorable au paiement du transport des marchandises à son juste coût.

La dernière augmentation de la T.R.O. (1,5 « cran », soit 3,8 %) remonte au 1^{er} octobre dernier. Au cours de l'année 1981, la tarification du transport de marchandises a subi une hausse totale de 14 %. Celle-ci n'a pas suffi à maintenir la situation dans le transport routier, bien qu'une amélioration ait été enregistrée au dernier trimestre 1981. La direction des transports terrestres (D.T.T.) du ministère reconnaît récemment que « le rythme des augmentations de coûts de transport s'accroît dangereusement ».

L'activité économique du secteur n'a pas suivi la même courbe. Après un premier semestre franchement mauvais et un troisième trimestre plutôt décevant, une reprise s'est amorcée que le mois de décembre est venu compromettre. La dernière enquête trimestrielle de conjoncture du Centre de productivité des transports (C.P.T.) fait état, pour le trimestre en cours, du pessimisme des professionnels, notamment des petites et moyennes entreprises souvent suréquipées et qui, pour la plupart, ont été contraintes à des licenciements : 14 % des transporteurs intérieurs et 11 % des transporteurs internationaux ont réduit leurs effectifs pendant le trimestre précédent ; 18 % des uns et des autres prévoient de le faire d'ici au 1^{er} avril.

A cette morosité, due à la conjoncture économique, s'ajoutent d'autres facteurs d'inquiétude : « tracasseries » aux frontières, « agressions » de commandes payantes. Et l'incertitude sur les projets de l'administration concernant la durée du travail, la sécurité routière, la future statut des chemins de fer, les perspectives économiques, des parons routiers qui se découvrent au fil des jours des raisons de se sentir « enclavés » par le nouveau régime en vigueur, le vrai dire, ils n'ont jamais éprouvé une grande sympathie. — J.S.

Faits et projets

REPRISE DU TRAVAIL SUR DIEPPE-NEWHAVEN.

Interrompu depuis cinq semaines, le trafic maritime entre Dieppe et Newhaven devait reprendre le jeudi 21 février dans l'après-midi. Un accord est intervenu entre le S.N.C.F. et le S.N.C.F. dans le pool d'exploitation de la ligne, et les marins du car-ferry Sealink qui bloquaient la rampe de débarquement de Newhaven depuis le 5 janvier (le Monday du 6 janvier), pour protester contre le licenciement prévu de deux cent quarante d'entre eux.

Contrairement à son idée première, Sealink UK a décidé de continuer l'exploitation de la ligne avec le Sealink. Au cours des négociations menées à la semaine dernière à Paris avec le S.N.C.F., la société anglaise a accepté de revenir sur sa dénonciation de l'accord de pool qui avait pris effet le 1^{er} février. En échange, le S.N.C.F. s'est engagé à satisfaire prochainement une des exigences britanniques en remplaçant l'un de ses deux bateaux — le Valençay — par le Valentin. Valentin est un navire plus rentable — le Chantier ou un équivalent.

LA GUERRE DES BÉBÉS-PHOQUES REPREND.

La querelle autour de la chasse des bébés-phoques reprend. Au cours de la semaine du 8 au 12 mars, alors même que s'ouvrira dans la baie du Saint-Laurent la campagne d'abatage des phoques, le Parlement européen sera invité à voter une résolution demandant l'interdiction, sous les pays de la Communauté européenne, de toute importation de peaux de phoques. La majorité des députés paraissent favorables à cette idée.

Si la résolution est adoptée, le marché des peaux de la Communauté se fermera progressivement au commerce des peaux de bébés-phoques. Bien entendu, cette perspective mécontente les chasseurs qui opèrent au Groenland et au Canada, car 70 % des peaux récoltées sont acquises par les pays du Marché commun.

Le Canada et la Norvège ont déposé à Strasbourg, à Luxembourg et à Bruxelles des amendements à la résolution des phoques ne sont nullement en voie de disparition, puisque le Canada vient de porter les quotas de prises de cent quatre-vingt mille à cent quatre-vingt-seize mille individus.

La fondation Frans Weber vient d'adresser une lettre à M. Ken Gollins, président du comité de l'environnement au Parlement européen. Elle se déclare prête à financer à Terre-Neuve la création d'ateliers de fabrication de bébés-phoques en peluche. Une somme de 500 000 francs est déjà déposée à cet effet dans une banque de Lancaut.

LE NORD ET LE TUNNEL.

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a adopté, le 9 février, en séance plénière, une résolution visant à améliorer les liaisons maritimes entre Calais, Boulogne, Arras et Lille. Il s'agit d'un détournement du trafic par des flottes et vers des ports étrangers. Il faudrait aussi, selon le conseil régional, améliorer les liaisons maritimes à travers la Manche, ce qui permettrait d'éviter un détournement du trafic par des flottes et vers des ports étrangers. Il faudrait aussi, selon le conseil régional, améliorer les liaisons maritimes à travers la Manche, ce qui permettrait d'éviter un détournement du trafic par des flottes et vers des ports étrangers.

Ce plan prévoit, d'abord, que l'on continue à investir pour améliorer les liaisons maritimes à travers la Manche, ce qui permettrait d'éviter un détournement du trafic par des flottes et vers des ports étrangers. Il faudrait aussi, selon le conseil régional, améliorer les liaisons maritimes à travers la Manche, ce qui permettrait d'éviter un détournement du trafic par des flottes et vers des ports étrangers.

VIDÉO-CONFÉRENCE A TOULOUSE.

En 1982, les télécommunications de la région toulousaine investissent 773 millions de francs pour satisfaire cent seize mille demandes d'installations de téléphone.

Il ne devrait plus y avoir à la fin de l'année, pour les abonnés d'attente supérieure à dix-huit mois et quatre familles, cinq bénéficiaires de téléphone de l'année prochaine dans la région. Deux grands centres électroniques seront mis en service à Auch et à Pau. Vingt-cinq mille lignes téléphoniques seront construites dans les campagnes isolées et neuf cents nouvelles cabines publiques s'ajouteront aux dix mille quatre cents existantes.

Un studio de vidéo-conférences sera mis en service à Toulouse à la fin de l'année ; un studio recevra à Toulouse les Toulousains qui voudront tenir une réunion avec des Parisiens, des Nantais, des Rennais ou des Lyonnais sans se déplacer. — (Corresp.)

Le financement du T.G.V. Atlantique. — M. André Chadeau, président de la S.N.C.F., a parlé, le 10 janvier, à Dijon, du projet de T.G.V. Atlantique. Il a indiqué que la S.N.C.F. était favorable à sa construction à condition que l'Etat s'en donne les moyens. Il s'est, en effet, posé la question de renouveler l'expérience du T.G.V. Paris-Sud-Est qui a été entièrement financé par la S.N.C.F.

Pour ce qui est de l'intérêt porté à l'époque au T.G.V. français, le président de la S.N.C.F. a rappelé qu'à l'heure actuelle deux projets « sérieux » sont à l'étude : l'un en Corée du Sud pour relier Seoul à Pusan dans la perspective des Jeux olympiques de 1988, l'autre, plus avancé, entre Rio et São-Paulo au Brésil. — (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

Une carrière en bordure du chemin de Racine ?

Nouvelle menace sur Port-Royal

« Un lieu sacré entre les lieux sacrés », a écrit François Mauriac du valon de Port-Royal, dans la vallée de Chevreuse. Ce haut lieu du jansénisme où vécut le messie de Port-Royal, solitaire, érudit et de vertu excessive, que Louis XIV fit chasser, est aujourd'hui menacé. L'agriculteur propriétaire du terrain souhaite y ouvrir une carrière de sable de plus de 8 hectares, mais l'enquête d'utilité publique effectuée en vertu de la loi sur l'aménagement du territoire a permis aux opposants de remplir de leurs doléances cinq lourds registres.

Afin d'alimenter les entreprises de travaux publics qui utilisent des quantités énormes de « sable à lapin », pour stabiliser le bitume des routes et combler les tranchées, un carrier a, en effet, décidé de creuser à 300 mètres du site classé de Port-Royal-des-Champs et à 100 mètres du chemin Jean-Racine un cratère de plus de 40 mètres de profondeur.

« Le volume du sable à extraire représente un camion toutes les trois minutes pendant dix ans, puis un camion au même rythme pendant cinq ans pour combler le trou », explique Mme Claude Allain, présidente de l'Association des amis de la vallée du Rhodon.

Il y a deux ans déjà, une première enquête publique avait été faite. Un rebus massif de la population avait conduit le préfet des Yvelines à repousser ce projet. Aujourd'hui, en raison de la demande croissante de sable pour les grands chantiers, le carrier sollicite un nouveau permis d'extraire idem. Seule différence : les camions ne couperont plus le site ni le chemin Jean-Racine, mais circuleront directement en direction du plateau. Nombreux sont ceux qui se sont aussitôt mobilisés pour sauver Port-Royal-des-Champs, mais il faut aller plus loin et exiger un plan public et une inscription au schéma directeur de toutes les carrières de sable afin que la décision d'extraire ne soit plus laissée à la seule initiative privée.

Depuis une dizaine de semaines, les milliers de promeneurs et de cyclistes qui fréquentent la vallée de Chevreuse ont été invités à signer des pétitions pour sauver Port-Royal-des-Champs. Mais la décision appartient maintenant au nouveau préfet des Yvelines, M. Charles Gesselin, appelé à prendre ses fonctions le jour même où s'achevait une enquête publique aux conclusions édifiantes.

DAMIEN RÉGIS.

DANS SON NUMÉRO DE FÉVRIER

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LES ÉTUDES, L'EMPLOI, L'AVENIR DE LA RECHERCHE

FAUT-IL FAIRE DES SCIENCES ?

Jobs d'été à l'étranger

Les métiers de l'hôtellerie

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ ?

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER VOUS NE PAIÉREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 129 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

03/02/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

Après 100 000

Le maintien du pouvoir d'achat doit concerner « l'écrasante majorité des travailleurs sans remonter jusqu'au sommet de la hiérarchie »

L'espoir

RENTE-NEUF HEURES
à priorité absolue

L'espoir et son prix

(Suite de la première page.)

Pour eux, il ne faut pas compter par des réformes hâtives ou improvisées ; celle des « servants » pour lesquels l'économie doit se soumettre au projet d'une société très vite meilleure qui trouverait en elle-même, une fois débarrassée de ses structures mauvaises, les capacités d'enthousiasme, d'imagination, de créativité nécessaires et suffisantes pour surmonter la crise.

Si ces deux visions des choses et du monde — l'une plus immuable mais plus compétente, l'autre plus dynamique mais moins informée — vont aboutir à des compromis aux yeux de l'opinion publique et de la presse, les choses n'en ont pas moins été dites. Et comme les contradictions disparaissent moins facilement dans les faits que dans les communications officielles — voire dans le souvenir — elles laisseront des marques profondes qui pèseront sur les événements de ces prochaines années.

Les « servants » ont raison de juger sévèrement la position des

gouvernements qui se sont succédés depuis vingt ans puisque notre pays, très avancé économiquement, est sur bien des points en retard d'une société : inégalité plus grande qu'à l'étranger (quelque en voie de réduction), les revenus beaucoup trop faibles, rapports de forces et de responsabilités au sein de l'entreprise.

Mais ces mêmes « servants » qui voient à l'étranger la preuve de nos inégalités sociales auraient dû méditer sur ce qui agit si fort les démocraties occidentales depuis quelques années : les difficultés de plus en plus grandes rencontrées par la plupart des gouvernements pour conserver (nous disons bien conserver) les acquis sociaux. Jusqu'en 1974-1975 une forte croissance économique a permis de financer facilement plus de protection sociale, plus de temps libre et un niveau de vie en constante amélioration. Ces dernières années ont dramatisé ce qui n'était qu'un projet socialiste qu'on imaginait irréalisable si y a seulement dix ans.

Une redistribution massive des ressources

La France ne pouvait pas échapper à ces difficultés. De 1961 à 1973, une croissance économique sans précédent (+ 5,6 % par an en moyenne) lui a permis d'améliorer constamment le niveau de vie et la protection sociale de sa population. En 1980 le tiers du revenu disponible des ménages était composé par des prestations sociales allouées au travers des mécanismes de redistribution : santé (12 % du revenu disponible), chômage (3,3 %), famille (4,5 %), retraite (14,5 %).

Il y a vingt ans ces prestations ne représentaient globalement que 20 % du revenu des ménages. Il apparaît donc déjà difficile lorsque les socialistes arrivent au pouvoir de conserver les acquis. Le développement du chômage a, en partie, pour cause l'augmentation des coûts de revient résultant des charges sociales et fiscales. La France y résiste mieux pour des raisons évidentes.

Dans ces conditions, la démarche du gouvernement Mauroy aurait dû être non pas plus prudente — car elle l'a été relativement — mais plus réaliste et pour tout dire plus compétente. Dans un contexte aussi difficile que celui que connaissent les économies industrialisées (la croissance économique ne dépasse plus 1 % ou 2 % par an sauf au Japon), la sagesse aurait voulu que soit clairement déterminé ce qu'il était possible de faire et qu'envisage des choix soient opérés rigoureusement afin que ce qui serait entrepris soit bien accompli. La qualité vaut plus que la quantité dans ce domaine.

L'erreur a été de surestimer les surplus de richesses dégagés par une croissance économique qui restera, très probablement, faible pendant encore des années, ne serait-ce qu'en raison de l'insuffisante compétitivité des productions françaises dans la concurrence internationale. L'autre erreur aura été de sous-estimer les difficultés de la mise en œuvre des réformes, mais aussi d'exagérer leurs vertus et l'appétit des Français — autre que verbal — pour les accomplir. On le voit aux réactions ambia-

les qu'ont suscitées les projets et ordonnances sur la réduction du temps de travail et l'avancement de l'âge de la retraite. On le découvre encore aux réactions mitigées des Français interrogés sur la réforme fiscale.

Cet excès d'espoir dans le recours à une croissance plus forte et dans les retombées de multiples réformes engagées ou à venir a tout naturellement fait passer au second plan les problèmes de financement. Il n'y a pas si longtemps, un ministre d'Etat assurait que les comptes venaient après les réformes et que, par conséquent, c'était tout un langage de droite.

Cette attitude vis-à-vis des problèmes économiques et financiers a eu plusieurs conséquences. La plus importante a été d'accroître fortement les dépenses publiques puis d'entraîner immédiatement après de vastes réformes. Les deux politiques ne pouvaient — en conjonction — leur effet — que creuser le déficit des comptes publics.

Une autre conséquence a été l'annonce trop rapide de projets divers et une précipitation de mauvais aloi. La qualité des décisions prises s'en est ressentie. Notre confrère anglais, le *Financial Times*, estimait il y a quelque temps que M. Mitterrand avait prouvé d'une grande habileté tactique en reformant vite après son élection pour éviter débordements et surenchères sur sa gauche. C'est peut-être ce qui apparaît plus tard le plus nettement au bilan de cette première année de prise de pouvoir. Encore faudrait-il que l'expérience en cours ne tourne pas mal. Or les erreurs commises, les paris tentés, sont maintenant suffisamment nombreux pour qu'on s'interroge.

Le doute sur le réalisme de la politique menée — ou plus exactement sur celui des moyens employés — a gagné l'opinion gouvernementale elle-même, modifiant les rapports de forces en son sein, renforçant le camp des économistes et donc la position du ministre de l'économie et des finances.

Saisis par le doute

Après M. Chevènement, qui apporta il y a quelques semaines son appui public à M. Delors, c'est M. Laurent Fabius, ministre du budget, qui a adressé au président de la République une lettre pour l'informer de l'extraordinaire tension des finances publiques, tension sans cesse accrue par des débordements non prévus : prise en compte par l'Etat du surcoût du gaz algérien (quelque 1,5 milliard de francs en année pleine) ; surcoût des indemnités des entreprises nationalisées ; nécessité d'apurer la situation des entreprises nouvellement nationalisées (celle de Rhône-Poulenc, en particulier) ; nécessité de compenser pour les entreprises publiques la limitation à 10 % de la hausse de leurs tarifs ; prêts bonifiés aux entreprises privées pour les inciter à investir, etc.

C'est par milliards de francs que s'accroît la charge budgétaire de l'Etat, creusant d'autant le déficit des finances publiques. Il est significatif que M. Delors et Fabius aient commencé à examiner les dépenses publiques inscrites au budget de 1982 pour y effectuer des coupes

sevères. Le temps des pleurs et des gémissements de dents ne fait que commencer.

Il est symptomatique aussi qu'une réunion très importante se soit tenue le mercredi 10 février à l'Élysée pour examiner certains projets de réforme fiscale, ceux dont on parlait tant depuis quelques mois.

Après qu'on l'a beaucoup critiqué, le système fiscal n'apparaît plus tellement mauvais aux yeux du gouvernement mais plutôt mal appliqué. Il faudrait donc non pas tant le réformer que l'en débarrasser d'une grande largesse pratiquée. On en revient à des constatations vieilles de vingt ans.

La même modération pousse l'équipe au pouvoir à envisager des modifications aussi légères que possible de la taxe professionnelle (dont le montant sera globalement diminué de quelques milliards et les charges mieux réparties entre communes) et de la taxe d'habitation dont le rattachement au revenu des personnes ne se fera probablement pas. Enfin, la réforme de la taxe foncière bâtie n'est plus à l'ordre du jour et, cette fois-ci, M. Quilès devra se le tenir pour dit.

Seule réforme qui pourrait être spectaculaire mais qui coûterait 2 à 3 milliards de francs à l'Etat :

l'imposition des plus-values pourrait être supprimée comme s'y était plus ou moins engagé M. Mitterrand. Il n'est pas certain enfin que le placement du jeu du quotient familial dans le calcul de l'impôt sur le revenu devienne définitif comme cela était envisagé.

On résistait de tout cela que le gouvernement a renoncé à la seule grande réforme fiscale qui valait d'être accomplie et qui — à grand risque il est vrai — aurait vraiment amélioré la justice sociale : nous voulons parler des droits de succession. La levée de boucliers, les fuites massives de capitaux, qui accueillent la tentative de M. Ortolan fin 1980, ont laissé de bien mauvais souvenirs, y compris aux socialistes. Aux diens et places a été créé un impôt sur les grandes fortunes qui risque de gêner les entreprises, mais que ne paieront ni les grandes propriétés forestières ni les détenteurs d'objets d'art.

De même le gouvernement renonce-t-il à bouleverser la taxe professionnelle, refusant de reporter sur les commerçants (dont beaucoup pourraient payer cependant) et les artisans les artisans les charges dont MM. Chirac et Fourcade les avaient allégés en 1976, pour des raisons manifestement électorales. C'est encore pour éviter d'affronter le monde agricole que les taxes locales foncières bâties et non bâties ne seront pas ou très peu modifiées. C'est enfin parce qu'une hausse de la T.V.A. serait plus impopulaire qu'on ne le croyait que cet impôt sur la consommation ne sera probablement pas alourdi, et c'est heureux. Il ne pourra donc pas financer les pertes de recettes déjà enregistrées dans la lutte contre l'inflation. — (A.F.P.)

CONJONCTURE

une réforme fiscale de quelque envergure.

Dans tout cela le changement n'apparaît guère. Mais mieux vaut sans doute s'abstenir de réformer quand le risque est grand de ne toucher que la surface des choses, sans aucun bénéfice ni pour le pays ni pour la société française. Quand le risque est grand aussi de remettre en cause des acquis fondamentaux et d'abandonner le consentement à l'impôt et son paiement.

L'efficacité pour l'équipe au pouvoir c'est peut-être maintenant dans certains domaines de gérer sans réformer.

ALAIN VERNHOLE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE DES ÉTATS-UNIS PRÉVOIT DE NOUVELLES TENSIONS SUR LES TAUX D'INTÉRÊT.

M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, a déclaré mercredi 10 février devant les parlementaires américains que la politique monétaire de la FRB pourrait, en raison des importants déficits budgétaires prévus, provoquer de graves tensions sur les marchés des capitaux et freiner la reprise économique.

La FRB, a indiqué M. Volcker, soulève des déficits moins lourds. Mais quels que soient les déficits, « il n'y a rien de pire que l'intention de maintenir la politique de modération de la croissance des liquidités monétaires, cela afin de consolider et d'entraîner les progrès récents déjà enregistrés dans la lutte contre l'inflation ». — (A.F.P.)

AGRICULTURE

LE MINISTRE BRITANNIQUE S'ÉLÈVE CONTRE LES SUBVENTIONS DONNÉES PAR LA FRANCE À SES AGRICULTEURS.

A quelques jours du conseil des ministres de l'agriculture des Dix, qui se tiendra à Bruxelles les 15 et 16 février, le ministre britannique de l'agriculture, M. Peter Walker, a déclaré, mercredi 10 février devant une commission des Communes, que la Commission de Bruxelles devrait prendre des mesures vigoureuses pour empêcher la France d'accroître en 1982 d'importantes subventions à ses agriculteurs, estimant que ces subventions constituent un « énorme abus » par rapport aux règles de la politique commune.

M. Walker a indiqué que le gouvernement français venait d'annoncer un montant de subventions destinées à ses agriculteurs sept fois supérieur au montant de celles accordées par Londres à ses fermiers, alors que le secteur primaire est seulement deux fois plus important en France qu'en Grande-Bretagne. « De tels chiffres portent atteinte à une véritable concurrence entre deux pays membres de la C.E.E. et la Commission doit prendre des mesures pour empêcher des abus si énormes », a-t-il dit.

Le président de la F.N.S.E.A., M. Francis Guillaume, a déclaré mercredi 10 février à Montargis (Loiret) qu'il envisageait de « bouder » le Salon de l'agriculture qui doit se tenir à Paris au printemps, pour protester contre la politique agricole du gouvernement. Il a envisagé également de demander à ses adhérents de faire la grève de l'impôt, et s'en est pris à Mme Edith Cresson, déclarant : « On ne décrète pas qu'un ministre est bon ou mauvais, cela se voit à l'usage ».

M. FRANCIS RANC EST NOMMÉ DIRECTEUR DU FORMA

Le conseil des ministres, du mercredi 10 février, a nommé M. Francis Ranc directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA).

Des en juillet 1982 à Paris, M. Francis Ranc est licencié en droit et diplômé de l'Institut des sciences politiques. Il a fait toute sa carrière dans des organismes agricoles de l'agriculture, d'abord à la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (C.N.M.C.C.A.), dont il a été le directeur adjoint de 1970 à 1972, puis à la Confédération française de coopération agricole (C.F.C.A.) dont il était le directeur depuis 1972.

M. Ranc avait été chargé de mission au cabinet de Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, de mai 1981 au 20 janvier dernier. Mme Cresson avait, à cette dernière date, nommé son adjoint au cabinet de « l'agriculture de l'action du ministère après de l'opinion paysanne » (le Monde du 22 janvier).

● La Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (C.N.S.T.P.) réclame l'instauration, dès la prochaine campagne, d'un système de prix différenciés pour le lait. Ce système devrait permettre une revalorisation de 30 % du prix du lait pour ceux qui produisent jusqu'à 50 000 litres de lait par exploitation, une augmentation de 14,5 % pour ceux qui produisent entre 50 et 80 000 litres, et encore une augmentation pour ceux dont la production se situe au-delà de 80 000 litres.

Selon les responsables du syndicat, ces mesures devraient permettre de multiplier par trois le revenu de la grande majorité des producteurs de lait. Ces propositions seront prochainement présentées au ministre ainsi qu'aux entreprises laitières.

L'USINE DU FUTUR. SOMMES-NOUS PRETS?

Les Américains sont prêts. Ainsi à l'usine General Electric de Erie où un ordinateur planifie, distribue et collecte les données. L'ancien système requerrait 6 opérateurs et 16 jours de fabrication pour un châssis de moteur de locomotive ; aujourd'hui, un seul opérateur et un seul jour suffisent.

Les Japonais sont plus discrets, mais on connaît quelques-unes de leurs réalisations. Ainsi, cette usine Hitachi Limited qui fabrique des magnétophones. Un ensemble intégré d'ordinateurs y pilote le planning de deux chaînes robotisées d'assemblages. Résultat : gain de 80 % sur le temps, 30 % sur le coût, 80 % sur le stock et 10 % sur le nombre de pièces !

Et en Europe ? Qui prend le départ de cette nouvelle course à la compétitivité ? Quelles sont les chances de la France ? D'ici 1990 toute usine moderne comportera un système modulaire d'ordinateurs inter-connectés qui assistera toutes les fonctions, de la prise de commande à la livraison aux clients.

Qui sera prêt ? Les maillons de la chaîne sont déjà presque tous là. L'Usine Nouvelle fait le point sur cette formidable nouvelle donne dans laquelle la France a le plus solide des atouts : l'industrie française de logiciels est la deuxième au monde.

L'USINE NOUVELLE

en vente dès le 11 février

DOSSIER EXCLUSIF
L'USINE DE L'AN 2000, UNE CHAÎNE INFORMATIQUE.

Je l'ai lu

